



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 27 MAI 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 27TH, 1939

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Québec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Québec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 1947—18-9-0

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisement received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. * 1948—18-9-0

Lettres Patentes

Letters Patent

"Angers & Gagnon Limitée"

* Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Ias Gagnon, industriel, Dame Suzanne Otis, épouse contractuellement séparée de biens de ce dernier, dûment autorisée par son mari à l'effet de ce qui suit, et Dame Berthe Fortin, épouse séparée de biens par contrat de mariage de J.-Philippe Angers, négociant, aussi dûment autorisée par ce dernier, tous domiciliés en la ville de Roberval, dans les buts suivants:

Faire en gros et en détail, à titre de principal ou d'agent:

a) Le commerce du tabac de toutes sortes, des cigares et des cigarettes, des matières premières qui se rapportent au tabac et de tous les produits du tabac, des accessoires de fumeurs, de toutes espèces et variétés d'allumettes, des pipes, et en général de tout ce qui peut être nécessaire ou utile aux fumeurs;

b) Le commerce, dans toutes leurs spécialités, de toutes sortes de bonbons, chocolats, confiseries, gateaux, biscuits et pâtisseries, et aussi de tous les ingrédients pour tous les chocolats, bonbons, pâtisseries et confiseries;

c) Le commerce de toutes sortes d'épicerie, de fruits, de légumes, de provisions et denrées, sous toutes les formes jugées utiles, et aussi le commerce de toutes espèces de liqueurs douces et d'eaux gazeuses.

Opérer et maintenir un ou plusieurs restaurants ou cafés, des salles à bonbons et de rafraîchissement, vendre, importer et exporter des journaux, magazines, des livres et des pamphlets, conformément à la loi.

Acquérir par achat, bail ou autrement, des meubles et immeubles, et la clientèle, franchises, droits, privilèges, contrats et actif de toutes

"Angers & Gagnon Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of April, 1939, incorporating: Ias Gagnon, manufacturer, Dame Suzanne Otis, wife separate as to property by marriage contract of the latter, and by her husband duly authorized for the purposes hereof, and Dame Berthe Fortin, wife separate as to property by marriage contract of J. Philippe Angers, merchant, also by the latter duly authorized, all domiciled in the town of Roberval, for the following purposes:

To carry on, wholesale and retail, as principal or agent:

a) The dealing in all kinds of tobacco, cigars and cigarettes, any raw materials connected with tobacco and any tobacco products, smokers' supplies, every kind and variety of matches, pipes, and, generally anything which may be required by or useful to smokers;

b) The dealing, in all the specialties thereof, in any kind of candies, chocolates, confectionery, cakes, biscuits and pastry, and also in any ingredients for all chocolates, candies, pastry and confectionery;

c) The dealing in all kinds of groceries, fruit, vegetables, provisions and foodstuffs, under any forms deemed useful and also to deal in all kinds of soft beverages and aerated waters.

To operate and maintain any or several restaurants, cafés, candy and refreshment booths, sell, import and export newspapers, magazines, books and pamphlets, according to law.

To acquire by purchase, lease or otherwise any movables and immovables, also good-will, franchises, rights, privileges, contracts and assets

sortes, utiles ou en rapport aux affaires de la compagnie, et de les payer en argent, ou en actions acquittées, bons ou autres garanties de la compagnie ou autrement, tel qu'il peut être convenu, et de vendre ou faire le commerce autrement avec le tout ou aucune partie d'iceux, et en disposer.

Hypothéquer, garantir, vendre, louer aucun des immeubles de la compagnie ou en disposer.

Agir comme agent pour toute personne, compagnie ou corporation faisant en aucune manière des affaires semblables ou qui peuvent être combinées avec les affaires couvertes par les susdits objets.

Acquérir en détail ou en bloc des fonds de commerce, de gré à gré ou à vente publique.

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires y ayant rapport ou en aucune manière se rapportant aux susdits objets, directement ou indirectement, ou pour l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée.

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes personnes ou sociétés exerçant un négoce quelconque, payer le prix de ces achats en argent, ou en actions acquittées, ou partie en argent et partie en actions acquittées de la compagnie.

Vendre, louer ou échanger son actif et sa clientèle à toutes personnes ou sociétés, et en retirer le prix en argent ou en actions acquittées ou partie en argent et partie en actions acquittées ou autres valeurs.

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires, ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles, gage ou lien des meubles, appartenant à la compagnie.

Souscrire, détenir et payer des actions et des débetures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation.

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles, à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables et particulièrement pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies.

Distribuer la totalité ou toute partie de la propriété ou de l'actif de la compagnie en numéraire, ou argent, aux actionnaires par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la cie, ou de la manière prescrite par les dispositions de l'art. 81 de la loi des compagnies de Québec.

Faire toutes choses nécessaires, avantageuses ou propres à l'accomplissement des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "Angers & Gagnon Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Roberval, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2249-o

Assistant-Procureur général.

of every kind useful for or allied to the company's business, and to pay therefor in cash or with paid up shares of the company, bonds, other securities of the company or otherwise as may be agreed upon, and to sell or otherwise deal with or dispose of the whole or any part of the same.

To hypothecate, guarantee, sell, lease or dispose of any immovable property of the company;

To act as agent for any person, company or corporation, carrying on, in any manner, any business similar to or which may be combined with the business included in the foregoing purposes.

To acquire in detail or "en bloc" any stock-in-trade, by private agreement or public sale.

To perform all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to, or in any manner connected with the foregoing purposes, directly or indirectly, or for the carrying out of the purposes for which this company is incorporated.

To acquire the assets and good-will of any persons or firms carrying on any business whatsoever, to pay the price of such purchases in cash or paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the company.

To sell, lease and exchange its assets and good-will to any persons or firms and to collect the price therefor in cash or in paid up shares or partly in cash and partly in paid up shares or other securities.

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness, and to secure the same by hypothec or by guarantee of the immovables, pledges or liens on moveables belonging to the company.

To subscribe for, hold and pay for shares and debentures or other securities in any incorporated company or companies.

To sell, assign and alienate its franchises and any or all the rights, privileges and powers owned by the company, and also its undertakings or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such prices and upon such considerations, terms and conditions as it may deem expedient, and in particular, for the preferred or common shares, bonds, debentures or other securities of such companies.

To distribute the whole or any part of the property or assets of the company in cash or money to the shareholders by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided by the provisions of art. 81 of the Quebec Companies' Act.

To do anything which may be necessary, advantageous or conducive to the attainment of the purposes hereinabove enumerated, under the name of "Angers & Gagnon Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Roberval, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty ninth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2250

Deputy Attorney General.

"Dan-D-Lax Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

"Dan-D-Lax Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Joseph James Harold, John William Long et George Beverly Puddicombe, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. (a) Manufacturer et faire le commerce en gros de médecines brevetés, préparations médicinales et pharmaceutiques, préparations chimiques, désinfectants, antiseptiques, germicides, insecticides, vermifuges, et fongicides et tous autres articles et produits de nature semblable ou utilisés pour une fin semblable; et acheter et acquérir de toute personne, firme ou corporation toutes recettes, formules ou autres informations, brevetés ou non, pour la fabrication, préparation et la vente de tous articles ou spécialités médicinales ou pharmaceutiques;

1. (b) Créer, établir, organiser et maintenir une organisation de vente ou d'achat pour la promotion, la vente, la publicité, la distribution ou la mise sur le marché d'aucun et tous les objets susdits et négocier, passer des contrats, ou autrement acquérir, annoncer, promouvoir, introduire, distribuer, acheter, vendre ou autrement disposer pour elle-même ou pour aucune autre ou toutes autres personnes, aucun des objets susdits;

2. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute telle personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

3. Construire, maintenir et exploiter sur ses propres propriétés ou sur celles qui sont sous son contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, barrages, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres pouvoirs, travaux d'aqueduc, chemins, usines, édifices, moulins, entrepôts et magasins, nécessaires ou utiles à ses opérations;

4. Aider toute compagnie ou corporation et transporter et céder ou faire transporter et céder à icelle tous biens, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, droits, privilèges, pouvoirs, contrats, concessions et franchises que telle compagnie ou corporation peut être autorisée ou peut avoir le pouvoir de prendre ou acquérir;

5. Recevoir de l'argent en dépôts, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et biens de toutes sortes à tels termes qui seront jugés convenables, prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle du commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise et, pour telles fins, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

6. Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de biens immobiliers et propriétés immobilières et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location de biens réels et immobiliers, et généralement exercer le commerce comme agents en immeubles dans toutes ses spécialités et en ce faisant acheter et vendre tant en son propre nom qu'en celui de tiers;

7. Acheter, vendre, échanger, nantir ou autrement disposer ou négocier soit comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, des mortgages et/ou hypothèques sur des biens, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers;

Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the nineteenth day of April, 1939, incorporating: Joseph James Harold, John William Long and George Beverly Puddicombe, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. (a) To carry on the manufacture and wholesale business of dealing in patent medicines, medicinal and pharmaceutical preparations, chemicals, disinfectants, antiseptics, germicides, insecticides, vermifuges, and fungicides and all other articles and products of similar nature or used for a similar purpose; and to buy and acquire from any person, firm or corporation any receipts, formulae or other information whether patented or not, for the manufacture, preparation and sale of any medicinal or pharmaceutical articles or specialties;

1. (b) To create, establish, build up and maintain a selling or purchasing organization for the promotion, sale, advertisement, distribution or introduction of any and all of the aforesaid and to deal in, contract for, or otherwise acquire, advertise, promote, introduce, distribute, buy, sell or otherwise dispose of for itself or for any other or others, any of the aforesaid;

2. To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

3. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

4. To procure for any company or corporation and to convey and assign or cause to be conveyed and assigned thereto any properties, real or personal, moveable or immovable, rights, privileges, powers, contracts, concessions and franchises which such company or corporation may be authorized or empowered to take or acquire;

5. To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged; to take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants, or other experts or agents;

6. To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immovable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches and in so doing to buy and sell as well on its own behalf as on behalf of others;

7. To buy, sell, exchange, pledge or otherwise dispose of or deal in either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise mortgages and/or hypothecs on property real or personal, moveable or immovable;

8. Exercer toute autre industrie qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits ou profits de la compagnie ou à les rendre profitables;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et émettre des actions acquittées ou obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

10. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

11. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

12. Distribuer en espèces ou autrement par voie de dividendes légalement déclarés à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre les actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de cette compagnie;

13. Louer, vendre, la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

14. Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues relativement à la formation et à l'incorporation de la compagnie;

15. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

16. Hypothéquer, grever, céder, transférer ou engager toute propriété, mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

17. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

18. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, soit seule soit conjointement avec d'autres;

8. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights, or profits;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

10. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

11. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

12. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

13. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities, of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

14. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company;

15. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

16. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other security which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

17. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

18. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

19. Sans limiter la généralité des pouvoirs, susdits, faire telles choses et telles affaires qui sembleront nécessaires et utiles en rapport avec les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation; et les pouvoirs dans chacun des paragraphes susdits des présentes ne sont en aucune manière restreints par induction ou par déduction des termes de tout autre paragraphe;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs, sont membres ou employés, et avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction;

Nul directeur ou directeurs ayant déclaré tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

La compagnie sera administrée par un bureau de cinq directeurs, sous le nom de "Dan-D-Lax Corporation", avec un capital-total de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinquante mille (50,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du Procureur-Général, ce dix-neuvième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2265

Assistant Procureur-Général.

19. Without limiting the generality of the foregoing powers to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated; and the powers in each of the foregoing paragraphs hereof are not in any way restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, and with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors has or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

No director or directors having disclosed such adverse interest shall be liable to the company or any shareholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction or shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereof;

The company shall be managed by a board of five directors, under the name of "Dan-D-Lax Corporation", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into fifty thousand (50,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2266-o

Deputy Attorney General.

"Elzéar Pelletier & Co. Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Elzéar Pelletier, contracteur, Amélia Pelletier, épouse contractuellement séparée de biens de Elzéar Pelletier, et Joseph Pelletier, commis, tous trois domiciliés dans le village de Villemontel, district d'Abitibi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de contracteur général, constructeur général, entrepreneur général, et construire et entreprendre, à prix fixe et à forfait, la construction de routes, chemins publics, ponts et chaussées, viaducs, quais, édifices publics et privés, déboisement de forêts, défrichement de forêts, brulage de forêts, transport de matériaux et de marchandises par terre et par mer, opérer des magasins, des cuisines et des camps pour accommoder, nourrir et loger les employés de la compagnie;

"Elzéar Pelletier & Co. Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of April, 1939, incorporating: Elzéar Pelletier, contractor, Amélia Pelletier, wife separate as to property by marriage contract of Elzéar Pelletier, and Joseph Pelletier, clerk, all three domiciled in the village of Villemontel, district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractor, general builder, general jobber, and to build and undertake at a fixed price or on contract, the building of highways, public roads, bridges and embankments, viaducts, wharves, public and private buildings, the cutting of timber, the clearing of forests, burning of forests, transportation of materials and merchandise by land and by sea, to operate stores, kitchens and camps to accommodate, board and lodge the employees of the company;

Pour les fins de la compagnie, exercer les fonctions de camionneurs, ingénieurs-mécaniciens, manufacturiers, commerçants, agents, intermédiaire, importateur, garagiste, entreposeur, représentant, ou tout autre métiers ou fonctions en rapport avec le commerce des requérants;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, louer, améliorer, échanger, importer, exporter, ou autrement acquérir tous articles ou objets qui peuvent être nécessaires pour l'opération des commerces plus haut mentionnés ou qui peuvent paraître profitable au commerce des requérants;

Acheter, ériger, construire ou autrement acquérir et opérer des garages, entrepôts, écuries, ateliers pour les besoins de leur commerce;

Opérer ou exercer toutes autres entreprises manufacturières et commerciales qui peuvent sembler à la compagnie susceptibles d'être exercées convenablement et en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, échanger, vendre, louer, aliéner, hypothéquer, ou autrement en disposer des propriétés mobilières ou immobilières appartenant à la compagnie;

Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie l'industrie, le commerce, les biens et les obligations de toutes personnes, sociétés ou corporation exerçant une industrie ou un commerce semblable à ceux de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des arrangements avec les autorités provinciales, municipales, locales ou autres qui semblent propres aux fins de la compagnie ou à l'une quelconque de ses fins, et d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirables d'obtenir et d'exécuter et observer ces conditions, droits, privilèges et concessions;

Emprunter et donner en gage la totalité ou une partie des biens, des immeubles, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens ou partie des biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs qu'elle pourra posséder dans la province dans le but de garantir tous prêts à elle consentis, toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre, mais dans le cas de biens futurs, ceux-ci ne pouvant être ainsi hypothéqués, nantis ou donnés en gage que pour assurer le paiement des obligations que la compagnie pourra émettre;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gage l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucunes obligations ou entreprises d'aucunes autres compagnies ou personnes dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie des prêts et garantir aucunes garanties offertes par ces compagnies ou personnes, y compris les actions, obligations, débetures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, liens ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Accorder à toutes personnes ou corporations les droits et les privilèges d'opérer tout genre de

For the purposes of the company, to carry on the operations of truckmen, mechanical engineers, manufacturers, merchants, agents, intermediaries, importers, garage-keepers, warehousemen, representatives, or any other trades or operations connected with the business of the petitioners;

To buy, sell, manufacture, repair, lease, improve, exchange, import, export, or otherwise acquire any articles or objects which may be required for the operation of the business above mentioned or which may seem profitable for the business of the petitioners;

To buy, erect, construct or otherwise acquire and operate garages, warehouses, stables, repair shops for the needs of their business;

To operate or exercise any other undertakings, manufacturing and commercial, which may seem capable of being conveniently carried on in connection with its undertaking or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

To purchase, acquire, own, operate, exchange, sell, lease, alienate, hypothecate or otherwise dispose of movable or immovable properties belonging to the company;

To acquire or undertake the whole or part of the industry, business, assets and liabilities of any persons, partnerships or corporations carrying on an industry or business similar to that of the company;

To take or otherwise acquire and own shares of any other companies whose objects are in whole or in part similar to those of the company or carrying on an industry capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company;

To enter into arrangements with the authorities, Provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such authorities, the rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out and comply with such conditions, rights, privileges and concessions;

To borrow and pledge the whole or any part of the properties, immovables, assets, rights, undertakings or goodwill of the company;

To hypothecate, mortgage or pledge all or any part of the movable or immovable properties present or future which it may own in the Province, to secure any loans granted to it, any bonds, debentures or debenture stock which it is authorized by law to issue, but in the case of future properties these may be so hypothecated, mortgaged or pledged only to secure the payment of bonds which the company may issue;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, to guarantee with or without security the performance of contracts, as well as the fulfilment of any obligations or undertakings of any other companies or persons in whom or in which the company may be interested; to accept as security for loans and guarantee any securities which may be offered by the said companies or persons, including shares, bonds, debentures, debenture-stock, hypothecs, mortgages, liens or other securities of the said companies, on the property of the said persons or companies;

To grant to any persons or corporations the rights and privileges to operate any kind of

commerce dans leurs immeubles aux termes et conditions que la compagnie jugera profitables;

Accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Elzéar Pelletier & Co. Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Villemontel, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2243-o Assistant-Procureur général.

"Jones Cravat Mfg. Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, comptable public licencié, Jean Schwartz, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de manufacturiers de parures de cou pour hommes et femmes, particulièrement des boucles et cravates;

2. Exercer le commerce de manufacturiers de foulards et nouveautés;

3. Exercer le commerce comme marchands de cravates, foulards, nouveautés, soieries, satins et cotonnades, et produits semblables comme manufacturiers, distributeurs, importateurs, négociants, marchands, acheteurs et vendeurs, soit en gros et en détail;

4. Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, les détenir, vendre ou autrement en disposer;

5. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations de toutes personnes ou corporations exerçant aucun commerce que la présente compagnie exerce ou est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement en actions acquittées de la présente compagnie;

6. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et en particulier tous fonds de commerce, toutes machinerie et matériel;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connoissements, mandats et tous autres effets négociables et transférables;

8. Vendre et disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner des personnes conformément aux lois de tels pays étrangers;

10. Prélever et aider à prélever de l'argent, emprunter de l'argent, et aider au moyen de bonus, prêts, promesses, endossement, garanties

business in their immovables upon such terms and conditions as the company may deem profitable;

To do all other things incidental to or connected with the attainment of the objects of the company, under the name of "Elzéar Pelletier & Co. Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Villemontel, district of Abitibi, Province of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty ninth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2244 Deputy Attorney General.

"Jones Cravat Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1939, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, Jean Schwartz, stenographer, spinster, of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturers of men's and women's neckwear particularly neckties and cravats;

2. To carry on the business of manufacturers of scarves and novelties;

3. To carry on the business as merchants of neckwear, scarves, novelties, silks, satins and cotton goods and kindred products as manufacturers, distributors, importers, jobbers, dealers, buyers and sellers both wholesale and retail;

4. To subscribe for, take or otherwise acquire, shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

5. To acquire or take over the whole or any part of the business property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carries on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up share of the present company;

6. To purchase, take on lease or in exchange hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business and in particular any stock in trade, machinery, plant;

7. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and any other negotiable and transferable instruments;

8. To sell, dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

9. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

10. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other

d'obligations, débetures ou valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation, et garantir la réalisation des contrats par telle compagnie ou corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

11. Prendre les moyens de faire connaître des produits de la compagnie de la manière qui semblera convenable, et en particulier au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publication de livres, périodiques;

12. Vendre, améliorer, échanger, disposer, faire valoir ou autrement négocier tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie;

13. Faire aucune ou toutes les choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

14. Faire aucune ou toutes choses susdites qui sont avantageuses ou incidentes à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Jones Cravat Mfg. Co. Ltd.", avec un capital-total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce treizième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

Assistant Procureur-Général.

2267

securities or otherwise any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

11. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals;

12. To sell, improve, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with any of the property and rights of the company;

13. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

14. To do all such other things as are conducive or incidental to the attainment of the above objects, under the name of "Jones Cravat Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

Deputy Attorney General.

2268-o

"La Compagnie d'assurance la Protection Nationale"—"The National Protection Assurance Company"

Avis est donné qu'en vertu de la "Loi des assurances de Québec", article 8 de la dite loi, tel qu'amendé par la loi 18, George V, chapitre 75, section 2, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Aimé-J. Tremblay, industriel, et Olivier-H. Charbonneau, marchand, de Clarenceville, Oscar Lenoir, marchand, de Lacolle, Lucien Brouillette, marchand, de St-Armand, et Amédée Bélanger, courtier en assurances, de St-Jean, dans les buts suivants:

Faire tous les divers contrats et opérations d'assurance et de réassurance, faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés, ou en partie imprimés, suivant les exigences de chaque cas, et généralement exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins et propres à les atteindre;

L'assurance contre le feu, la maladie, les accidents, les périls de la navigation intérieure;

L'assurance contre toute perte de propriété, contre tout dommage à la propriété causé par accident y compris les explosions ou par suite de vol avec ou sans effraction;

L'assurance sur les bicycles et les véhicules, l'assurance sur les glaces, l'assurance d'automobile, l'assurance d'aviation;

Avec pouvoir d'effectuer de la réassurance pour chacun des genres précités et avec ces pouvoirs, droits et privilèges qu'accorde la loi aux compagnies transigeant ces genres d'assurances en cette province, le tout dans les limites fixées par la Loi des assurances de Québec, sous le nom de "La Compagnie d'assurance la Protection Nationale" "The National Protection Assurance Company", avec un capital total de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) monnaie courante du Canada, divisé en cinq mille (5,000) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

"La Compagnie d'assurance la Protection Nationale"—"The National Protection Assurance Company"

Notice is hereby given that under the Quebec Insurance Act, article 8, of the said act, as amended by the Act 18 George V, chapter 75, article 2, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1939, incorporating: Aimé-J. Tremblay, manufacturer, and Olivier H. Charbonneau, merchant, of Clarenceville, Oscar Lenoir, merchant, of Lacolle, Lucien Brouillette, merchant, of St. Armand, and Amédée Bélanger, Insurance broker, of St-Jean, for the following purposes:

To undertake all the various contracts and operations of insurance and re-insurance, to draw-up and execute policies, contracts, agreements or arrangements, whether written or printed, or partly printed, according to the requirements of each case, and generally to carry out all matters and things respecting such purposes and suitable for attaining the same;

Fire, sickness, accident insurance, insurance against the perils of inland navigation;

Insurance against the loss of property, against damage to property caused by accidents including explosions, or against theft with or without burglary;

Insurance upon bicycles and vehicles, plate-glass insurance, automobile insurance, aviation insurance;

With power to effectuate re-insurance of each of the foregoing kinds and with such powers, rights and privileges as may be granted by law to companies dealing in such kind of insurance, in this Province, the whole within the limits fixed by the Quebec Insurance Act, under the name of "La Compagnie d'assurance la Protection Nationale" "The National Protection Assurance Company", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) Canadian currency, divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de St-Jean, comté St-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour d'avril 1939.

JEAN BRUCHESI,
2251-o Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be in the city of St. Jean, county of St. Jean, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1939.

JEAN BRUCHESI,
2252 Under Secretary of the Province.

**"La Compagnie de Crédit de Construction
Canadienne Limitée"—"Canadian
Construction Credit Company
Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Joseph-Alfred Léopold Trudeau, marchand, Joseph-Zotique Léopold Bisson, agent, et Joseph-Ernest-Edmond Verdon, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Attendu que le but de la compagnie est de construire de modestes foyers pour toutes les classes de la société:

1. La compagnie aura droit d'acquérir et posséder des immeubles, terrains avec ou sans bâtisses dessus érigées, propriétés immobilières, de les échanger, céder ou autrement aliéner, les vendre ou autrement en disposer à son gré, suivant la forme qu'elle jugera à propos, par promesse de vente, vente, échange, au comptant ou à terme, avec clauses à réméré, ou clauses résolutoires, ou clauses pénales, ou les deux à la fois, avec clauses de dation en paiement, ou de toute autre manière, en totalité ou en partie, une à la fois ou toutes les propriétés ensemble; les louer, en retirer les loyers, en donner bonne quittance, résilier ces baux en tout ou en partie, les renouveler; la compagnie aura le droit d'agir pour mettre à exécution tous les projets ci-dessus mentionnés et pour remplir les conditions et arriver au but de son incorporation;

2. La compagnie aura notamment les droits et privilèges suivants:

(a) De faire le commerce en gros et en détail de tous les matériaux qui peuvent entrer dans une construction parmi lesquels: le bois, le fer, l'acier, le cuivre, la tôle, les bardeaux, le ciment, le sable, les vitres et tous les accessoires s'y rattachant; importer, exporter, acheter, vendre, revendre, troquer et faire le commerce en général de tous les matériaux et de tous les outils et équipements nécessaires ou simplement utiles dans une construction;

(b) D'acheter, acquérir, posséder, exploiter et vendre en gros et en détail des terrains avec ou sans bâtisses dessus, les démolir en tout ou en partie, et troquer les matériaux qui proviennent de ces immeubles, et en faire le commerce;

(c) De manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de tous les approvisionnements, instruments, outils, accessoires et matériaux de toutes sortes se rapportant à l'industrie de la construction;

(d) D'acquérir par achat, échange, bail, option, pacte de préférence ou autrement et détenir, développer, posséder, vendre, céder toutes sortes de biens-fonds et de propriétés immobilières, terrains, fabriques, entrepôts, magasins et édifices ou tous intérêts ou droits s'y rattachant;

(e) D'acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, de l'achalandage de la propriété, de l'actif, y compris aucune option, préférence, concession, d'aucune personne,

**"La Compagnie de Crédit de Construction
Canadienne Limitée"—"Canadian
Construction Credit Company
Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1939, incorporating: Joseph Alfred Léopold Trudeau, merchant, Joseph Zotique Léopold Bisson, agent, and Joseph Ernest Edmond Verdon, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

Whereas the purpose of the company is to build simple homes for all classes of society:

1. The company shall have the right to acquire and own immoveables, lots of land, with or without buildings thereon erected, real estate, exchange, assign or otherwise alienate the same, sell or otherwise dispose thereof at will, in such form as it may deem proper, by promise of sale, sale, exchange, for cash or by installment, with clauses or right of redemption or cancelling clauses, or penal clauses, or both together with clauses of "dation" in payment, or in any other manner, in whole or in part, one at a time or all the properties together; to lease the same, collect rentals therefrom, give due receipt therefor, cancel said leases in whole or in part, renew the same; the company shall have the right to act for the carrying out of all the plans hereinabove mentioned and for the fulfilment of the conditions and the attainment of the purpose of its incorporation;

2. The company shall have, notably, the following rights and privileges:

(a) To deal, wholesale and retail, in all materials which may enter into a building, amongst others: wood, iron, steel, copper, sheet-iron, shingles, cement, sand, glass and any accessories connected therewith; to import, export, purchase, sell, resell, barter and deal generally in all materials and in all tools and equipment required, or merely useful in a building;

(b) To purchase, acquire, own, exploit and sell, wholesale and retail, lots of land with or without buildings thereupon, demolish the same, in whole or in part, and barter the materials salvaged from such immoveables and deal therein;

(c) To manufacture, import, export, purchase, sell and deal in all supplies, instruments, tools, accessories and materials of every kind connected with the building industry;

(d) To acquire by purchase, exchange, lease, option, preference agreement or otherwise and hold, develop, own, sell, assign all kinds of real estate and immoveable property, lots of land, factories, warehouses, stores and buildings or any interests or rights incidental thereto;

(e) To acquire or take over the whole or part of the business, rights, good-will, property and assets, including any option, preference, concession, of any person, partnership, association or

société, association ou corporation exerçant le commerce ou une industrie que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent ou en actions de la compagnie entièrement libérées et non sujettes à appel de versement;

(f) Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, accepter en paiement intégral ou partiel de l'argent, des obligations, actions ou autres titres d'aucune corporation ou compagnie;

(g) Acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner le capital, les actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre compagnie, dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la présente compagnie, transférer ces entreprises ou valeurs, ou s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

(h) Agir en qualité d'agents pour toute compagnie, société, personne exerçant une industrie ou toute industrie reliée aux opérations de la présente compagnie;

(i) Acheter, vendre ou échanger tous lots de terre, et en disposer de toute manière;

(j) Eriger sur tels terrains toutes constructions, maison ou autres bâtisses que la compagnie jugera à propos;

(k) Acheter, vendre ou échanger toute propriété bâtie, par promesse de vente, bail avec promesse de vente, échange directe ou indirecte, ou autre convention ou mode de contrat ou de marché que la compagnie trouvera convenable;

(l) Passer tout contrat général ou spécial, marché ou devis concernant les opérations de la présente compagnie;

(m) Emprunter toutes sommes d'argent nécessaires pour achats, ventes ou constructions, et hypothéquer ou transporter en garantie tous terrains ou toutes propriétés de la compagnie;

(n) Faire généralement tout contrat, tous arrangements quelconques nécessaires pour l'achat, la vente, l'échange, de lots ou de bâtisses, pour la construction et pour l'emprunt des deniers requis à cette fin;

(o) Fixer, souscrire, endosser, payer et émettre des billets promissaires, traites, lettres de change, chèques, connaissements, reçus divers ou autres instruments négociables ou transférables qui sont ordinairement utiles dans le commerce ou l'industrie;

(p) Emettre des actions acquittées ou une partie quelconque des obligations ou des débentures de la compagnie à toute personne, maison ou corporation pour tous les biens ou droits acquis par la compagnie, rémunérer soit en deniers comptants, ou avec l'approbation des actionnaires, en actions, obligations ou débentures comme ci-dessus, toute personne, maison ou corporation pour services rendus ou à rendre à la compagnie au sujet de la constitution en compagnie, de l'avancement des deniers nécessaires pour sa formation, ou de l'organisation de la compagnie, ou relativement à la conduite de ses affaires et opérations, les dites actions ainsi données en paiement pouvant être des actions libérées de tout appel de versement;

(q) Les pouvoirs spécifiés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités, ou restreints par référence à aucun autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie de Crédit de Construction Canadienne Limitée"—"Canadian Construction Credit Company Limited", avec un capital total de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions ordinaires de cinq dollars (\$5.00) chacune.

corporation, carrying on any business or trade which the company is authorized to carry on and to pay therefor in cash or fully paid-up and non-assessable shares of the company;

f) To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or good-will of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stock, or other securities in any corporation or company;

g) To acquire and hold, sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for any of its objects the carrying on of any of the powers of the corporation, to convey its undertakings or securities to or amalgamate with any such company;

h) To act as agents for any company, partnership or person carrying on any business, or any business connected with the operations of the present company;

i) To purchase, sell or exchange any lots of land or and dispose thereof in any manner;

j) To erect upon such lots of land any construction, house or other buildings which the company may deem expedient;

k) To purchase, sell or exchange any built up property by promise of sale, lease with promise of sale, direct or indirect exchange or any other agreement or kind of contract or bargain which the company may deem expedient;

l) To enter into any general or special contract bargain or plan respecting the obligations of the present company;

m) To borrow all sums of money necessary for the said purchases, sales or constructions, and to hypothecate or transfer as security, any lands or any property of the company;

n) Generally to enter into any contract or arrangement necessary for the purchase, sale, exchange of lots and buildings, for construction and for the borrowing of the money required to that end;

o) To draw, underwrite, endorse, pay out and issue promissory notes, drafts, bills of exchange, cheques bills of lading, divers receipts or other negotiable or transferable instruments which are usually useful in business or trade;

p) To issue paid up shares or any part whatsoever of the bonds or debentures of the company, in favour of any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company; to remunerate, either in cash or, with the approval of the shareholders, in shares, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in and about the incorporation, the advancing of the money required for the organization of the company or the conduct of its business and operations, the said shares, thus given as payment, may be fully paid-up and non-assessable shares;

q) The powers specified in each paragraph shall be neither limited nor restricted with reference to any other paragraph, under the name of "La Compagnie de Crédit de Construction Canadienne Limitée"—"Canadian Construction Credit Company Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into ten thousand (10,000) common shares of five dollars (\$5.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2253-o

Assistant-Procureur général.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fifth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2254

Deputy Attorney General.

● **"La Compagnie de Marbre et de Tuile de Montréal, Limitée"**—(Montreal Marble and Tile Company, Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Marie-Jeanne Mathieu et Jeannette Boucher, sténographes, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et négocier et faire le commerce de tous genres de marbre, granit, pierre, béton, mosaïque, tuile, ardoise, terra-cotta, plâtre calciné et autres, et toutes sortes de ciment, bois de charpente, bois de construction et toutes autres classes ou espèces de matériaux et accessoires de construction;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, utiliser et exploiter tels terrains, édifices, mines, carrières, manufactures, cours de remisage, entrepôts, usines qui sembleront nécessaires ou convenables pour mener à bien les opérations de la compagnie;

Faire, conclure, réaliser et exécuter des contrats pour la construction, la démolition, la modification, la décoration, l'entretien, l'ameublement, l'aménagement et l'amélioration d'édifices de toutes sortes et espèces; faire des avances et conclure des contrats et arrangements de toutes sortes avec des constructeurs, propriétaires et autres; exercer dans toutes leurs spécialités respectives le commerce de constructeurs, entrepreneurs, décorateurs, marchands de pierre, brique, bois de construction, quincaillerie et autres matériaux ou accessoires de construction;

Manufacturer, acheter et autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder et transférer, placer, commercer, négocier et faire le commerce d'effets, articles et marchandise et biens et de toute classe et description, mobiliers et immobiliers, pour des fins incidentes au commerce de la compagnie;

Pour les fins susdites, faire affaires comme financiers, agents financiers, et entreprendre et exercer et exécuter toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres opérations, et exercer tout autre commerce qui semblera devoir être convenablement exercé en rapport avec aucun de ces objets, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou faciliter la réalisation, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

Acquérir tout ou aucune partie du commerce, clientèle, droits, propriétés, obligations ou biens, y compris toutes options, concessions ou choses semblables, de tout individu, firme, association ou corporation, exerçant aucun commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou aucun commerce similaire à icelui ou possédant des biens convenables aux fins d'icelui, et payer totalement ou partiellement en argent ou obligations ou en actions déjà souscrites ou non, entièrement acquittées et non sujettes à appel;

Acheter, acquérir, détenir, louer, posséder, vendre, hypothéquer, aliéner, abandonner, négocier,

● **"La Compagnie de Marbre et de Tuile de Montréal, Limitée"**—(Montreal Marble and Tile Company, Limited)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of April, 1939, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Marie-Jeanne Mathieu and Jeannette Boucher, stenographers, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, trade and deal in all kinds of marble, granite, stone, concrete, mosaic, tile, slate, terra-cotta, calcined and other plaster, and all kinds of cement, timber, lumber and all other classes or species of building materials and accessories;

To buy, lease or otherwise acquire, and hold, own, use and operate such lands, buildings, mines, quarries, factories, yards, warehouses, plants which may seem necessary or suitable for the carrying out of the operations of the company;

To make, enter into, perform and carry out contracts for the construction, demolition, alteration, decoration, maintenance, furnishing, fitting up and improvement or structures of every sort and kind; to make advances and enter into contracts and arrangements of all kinds with builders, property owners and others; to carry on in all their respective branches the business of builders, contractors, decorators, dealers in stone, brick, timber, hardware and other building materials or requisites;

To manufacture, buy and otherwise acquire, hold, own, hypothecate, sell, assign and convey, invest, barter, trade and deal in wares, articles and merchandise and properties of all kinds and descriptions, movable and immovable, for purposes incidental to the business of the company;

For the aforesaid purposes, to carry on business as financiers, financial agents, and to undertake and exercise and carry out all kinds of financial, commercial, mercantile and other operations, and to carry on any other business which may seem capable of being conveniently carried on in connection with any of the said objects, or calculated to directly or indirectly enhance the value of, facilitate the realization of, or render profitable any of the properties or rights of the company;

To acquire all or any part of the business, custom, rights, properties, liabilities or assets, including any options, concessions or the like, of any individual, firm, association or corporation, carrying on a business which the present company is authorized to carry on, or any business similar thereto or possessed of properties suitable for the purposes thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash or bonds or shares whether subscribed or not, and fully paid up and non-assessable;

To purchase, acquire, hold, lease, possess, sell, hypothecate, alienate, surrender, deal with and

cier, et disposer de terrains, édifices, immeubles et biens immobiliers;

Acquérir par achat, bail, concession, permis ou autrement, et maintenir, exploiter, améliorer et développer, et autrement négocier et disposer de pouvoirs hydrauliques et autres travaux, usines, édifices et machinerie pour la fabrication, production et conversion de force ou énergie électrique, hydraulique, pneumatique ou autres;

Acquérir par achat, louer ou autrement négocier et disposer d'énergie ou force électrique, pneumatique, hydraulique ou autre; pourvu cependant que la vente, distribution, transmission ou autre disposition de telle énergie ou force électrique, pneumatique, hydraulique ou autres, soient limitées aux districts électoraux de Montréal et des environs et soient sujettes à toutes réglementations municipales ou autres réglementations locales les concernant;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses semblables conférant tout droit exclusif ou non-exclusif, limité ou illimité, d'utiliser, ou tout secret ou autre information concernant toute invention, formule, recette ou procédé qui peut être susceptible d'être utilisé pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être destinée à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur les propriétés, droits ou informations ainsi acquis;

Souscrire conditionnellement ou non ou souscrire à forfait, émettre à commission ou autrement, prendre, détenir, négocier et convertir les titres, actions, obligations, débetures et valeurs de toutes compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires, ou exerçant un commerce similaire, en tout ou en partie, ou subsidiaire, ou autre commerce qui peut être exercé de manière à bénéficier au commerce de la compagnie, ses biens ou droits;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes, sociétés, associations ou compagnies; et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association, compagnie; et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit par l'émission d'actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel de la compagnie, au moyen de commissions ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer

dispose of lands, buildings, movable and immovable properties;

To acquire by purchase, lease, concession, license or otherwise, and to maintain, operate, improve and develop, and otherwise deal with and dispose of hydraulic power and other works, plants, buildings and machinery for the generation, production and transformation of electric, hydraulic, pneumatic or other power or energy;

To acquire by purchase, lease or otherwise deal with and dispose of electric, pneumatic, hydraulic or other energy or power; provided however that the sale, distribution, transmission or other disposition of such electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy, be restricted to the electoral districts of Montreal and its environs and be subject to all municipal regulations or other local regulations respecting the same;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trademarks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the properties, rights or information so acquired;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, issue on commission or otherwise take, hold, deal in and convert stock, shares, bonds, debentures and securities of any company with which the present company may have business dealings, or carrying on a business similar in whole or in part, or subsidiary to, or any business which may be carried on so as to benefit the business of the company, its properties rights; :

To enter into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons, partnership, association, or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government, authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by the issue of fully paid-up and non-assessable shares of the company, by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or

ou garantissant le placement d'aucune des valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Acquérir, maintenir, construire et exploiter sur les terrains de la compagnie ou sur des terrains contrôlés par la compagnie, voies d'évitement et autres moyens de transport;

Émettre et répartir des actions partiellement ou totalement acquittées de la compagnie constituée en corporation par les présentes, comme il sera jugé nécessaire, en paiement total ou partiel des biens mobiliers ou immobiliers, matériel roulant et matériaux de toutes sortes, et pour aucun commerce, franchises, entreprises, droits, titres, obligations et débentures que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes;

Distribuer entre les actionnaires en espèces, au moyen de dividendes ou bonis, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la compagnie, ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement de deniers de telle manière que la compagnie croira convenable, et en particulier par l'émission d'obligations, débentures, ou actions-débentures, grevant tous ou aucun des biens de la compagnie (présents ou futurs) y compris son capital non-appelé et les nantir ou les vendre pour tels montants et à tels termes qui seront jugés convenables, et acheter, racheter ou payer toutes telles valeurs;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, mandats, débentures, et autres instruments négociables ou transférables;

Exercer ou faire aucune des opérations, actes et choses susdites, soit comme mandants, agents ou fiduciaires, ou par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec une autre ou d'autres;

Se consolider ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Employer, en tout ou en partie, les fonds de la compagnie pour l'achat d'actions de d'autres compagnies;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger,

guaranteeing the placing of any securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loans, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, particularly for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, or turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the properties and rights of the company;

To acquire, maintain, construct and operate on the lands of the company or on the lands controlled by the company, sidings and other means of transportation;

To issue and allot partly or fully paid up shares of the company hereby incorporated, as may be deemed necessary, in full or part payment for any movable or immovable properties, rolling stock and materials of all kinds, and for any business, franchises, undertakings, rights, stock, bonds and debentures which the company may lawfully acquire in virtue hereof;

To distribute amongst the shareholders in kind, by way of dividend or bonus, or in the manner prescribed by article 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company, or any revenues derived from the sale or disposal of any property of the company;

To borrow or raise or guarantee the payment of monies in such manner as the company may deem expedient, and in particular by the issue of bonds, debentures, or debenture-stock, incumbering all or any of the assets of the company (present or future) including its uncalled capital and to mortgage or sell the same for such amounts and upon such terms as may be deemed suitable, and to purchase, redeem or pay for all such securities;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To carry on or engage in any of the operations, acts and things aforesaid, as principals, agents or trustees, or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

To unite or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To pay all expenses incidental to or connected with the formation and incorporation of the company or the raising of its capital or to enter into contracts with any other company to pay the same;

To use all or part of the funds of the company for the purchase of shares of other companies;

To cause the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein who, according to the laws

la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

Faire toutes telles choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

Les pouvoirs octroyés dans aucun paragraphe des présentes ne seront pas limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou par induction ou par déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie de Marbre et de Tuile de Montréal, Limitée" (Montreal Marble and Tile Company, Limited), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2255-o

Assistant-Procureur général.

of such foreign country, shall represent the company and shall accept service for and in behalf of the company in any process or suit;

To do all things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects;

The powers granted in any of the preceding paragraphs shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "La Compagnie de Marbre et de Tuile de Montréal, Limitée" (Montreal Marble and Tile Company, Limited), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty seventh day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2256

Deputy Attorney General.

"LaSalle Electric Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Stephen Forbes, Gaston Taillefer, et Jean-Marie Nadeau, avocats, tous de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer et pratiquer sous toutes leurs formes respectives les négoce, industrie et commerce de manufacturiers acheteurs, vendeurs, exportateurs, importateurs, marchands et commerçants d'accessoires électriques de toute nature ou description;

2. Exercer l'industrie et le commerce de fabricants et marchands d'ampoules électriques, de dynamos, de moteurs, de mécanismes d'aiguillage, et de tous autres appareils et procédés pour l'éclairage, le chauffage, le son, la force motrice et propulsive ou autre;

3. Manufacturer, acheter, vendre tous objets nécessaires ou utilisables dans la génération, la distribution, l'approvisionnement, l'accumulation et l'usage de l'énergie électrique, magnétique ou autre;

4. Manufacturer tous genres d'appareils, fournitures, fixtures, accessoires électriques, magnétiques et galvaniques;

5. Manufacturer, acheter et autrement acquérir, vendre, importer, exporter et disposer de cameras, réflecteurs, appareils et instruments généraux photographiques, machines cinématographiques, instruments, vues animées, ainsi que les accessoires de toute sorte se rattachant à l'exploitation et à l'outillage des locaux d'amusement publics et privés;

6. Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'achalandage, du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et de les payer en argent, actions, obligations, débetures, ou avec d'autres valeurs de la présente compagnie ou autrement;

7. Acquérir tout brevet, licences, concessions conférant le droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de tout secret, ou informations ou inventions qui peuvent être utilisés pour l'un quelconque des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut directement ou indirecte-

"LaSalle Electric Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1939, incorporating: Stephen Forbes, Gaston Taillefer, and Jean-Marie Nadeau, advocates, all of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in and carry on, under all the respective forms thereof, the industry, trade and business of manufacturers, purchasers, sellers, exporters, importers, merchants of and dealers in electric accessories of every kind and description;

2. To carry on the trade and business of manufacturers and merchants of electric bulbs, dynamos, motors, switch mechanism and any other apparatus and processes for light, heat, sound, motive or propulsive power or any other power;

3. To manufacture, purchase, sell any objects required or usable in the generating, distribution, supply, storage and use of electric, magnetic or other power;

4. To manufacture all kinds of apparatus, supplies, fixtures, accessories, electric, magnetic and galvanic;

5. To manufacture, purchase, and otherwise acquire, sell, import, export and dispose of cameras, reflectors, apparatus and photographic instruments in general, cinematographic machines, instruments, moving pictures, and also accessories of every kind connected with the operating and equipment of public and private amusement premises;

6. To acquire and take over the whole or any part of the good-will business, property and liabilities of any person, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to pay therefor in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the present company or otherwise;

7. To acquire any patents, licenses, concessions conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or information or invention capable or being used for any of the company's purposes, or the acquisition of which may benefit the company directly or indirectly,

ment bénéficier à la compagnie, de développer et de transporter lesdites licences pour le bénéfice de la compagnie;

8. Emprunter, prêter, hypothéquer, acheter et vendre pour les fins susdites;

9. Acquérir toute propriété mobilière ou immobilière par achat, bail ou autrement, et construire, acheter ou louer tous les bâtiments, appareils, outillages ou marchandises qu'elle jugera utile d'avoir et d'utiliser pour son industrie, et les vendre, arrenter, aliéner ou autrement en disposer en totalité ou en partie, selon que la compagnie le jugera bon;

10. Organiser un système de transport, par camions ou autrement, pour les fins de la susdite société;

11. Acheter ou autrement acquérir les actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux qui sont énumérés dans la présente charte, et les détenir, vendre, ou autrement en disposer;

12. Vendre, arrenter ou autrement disposer des propriétés et entreprises de la compagnie ou de toute partie de son entreprise pour la compensation que la compagnie jugera acceptable, et en particulier pour les actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

13. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée dans toute industrie ou transaction que la présente compagnie peut exercer ou entreprendre ou prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute autre compagnie, et les détenir, vendre, avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

14. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

15. Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses contractées relativement à l'incorporation;

16. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, tel qu'il pourra être résolu, au moyen de dividendes, bonus ou de la manière prescrite dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toute propriété ou tous biens de la compagnie ou tous procédés de la vente ou disposition de toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

17. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "LaSalle Electric Co. Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2257-o

Assistant-Procureur général.

and to develop and transfer the said licenses for the benefit of the company;

8. To borrow, lend, hypothecate, purchase and sell for the foregoing purposes;

9. To acquire any movable or immovable property by purchase, lease or otherwise, and to build, purchase or lease any buildings, plant, equipment or merchandise which it may deem useful to have and use for its business, and to sell, lease, alienate or otherwise dispose of the same, in whole or in part, as the company may deem expedient;

10. To organize a transportation system by truck or otherwise for the purposes of the aforesaid society;

11. To purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures and other securities of any other company having purposes in whole or in part similar to those herein enumerated, and to hold, sell or otherwise deal with the same;

12. To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem acceptable and in particular for the shares, debentures, bonds or securities of any other company;

13. To enter into agreements for the sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction which the present company may carry on or engage in, or take or otherwise acquire shares or securities in any other company, and to hold, sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

14. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

15. To pay out of the company's capital any expenses incurred with regard to its incorporation;

16. To distribute among the shareholders of the company, in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or the proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities of, or in any other company belonging to this company, or which it may have power to dispose of;

17. To do all or any of the things hereinabove enumerated as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "LaSalle Electric Co. Ltd."

The capital stock of the company shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2258

Deputy Attorney General.

"L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait Naturel dit "Spécial"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de

"L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait Naturel dit "Spécial"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have

ns.

Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1939, constituant en corporation sans capital-action: Lionel Delorme, cultivateur, de St-Léonard de Port Maurice, district de Montréal, Révérend Frère Aloys, régisseur de ferme, de St-Bruno, comté de Chambly, et Edward Blythe Maxwell, marchand, de la cité de Westmount, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Promouvoir les intérêts des producteurs et distributeurs de lait naturel et pur;

2. Adopter tous les moyens suggérés par l'hygiène et par les découvertes scientifiques relativement à la production et à la conservation du lait, pour mettre sur le marché un produit offrant aux consommateurs toutes les garanties possibles, sous le nom de "L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait Naturel dit "Spécial".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de quinze cents dollars (\$1500.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Paté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

Assistant-Procureur général.

2245-0

been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1939, to incorporate as a corporation without share-capital: Lionel Delorme, farmer, of St. Léonard de Port Maurice, district of Montreal, Reverend Brother Aloys, farm manager, of St. Bruno, county of Chambly, and Edward Blythe Maxwell, merchant, of the city of Westmount, district of Montreal, for the following purposes:

1. To promote the interests of the producers and distributors of raw and pure milk;

2. To adopt all methods suggested by hygiene and by scientific research respecting the production and preservation of milk, so as to place on the market a product offering to consumers all possible guarantees, under the name of "L'Association des Producteurs et Distributeurs de Lait Naturel dit "Spécial".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is fifteen hundred dollars (\$1500.00).

The head office of the corporation will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fifth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

Deputy Attorney General.

2246

"Le Sorelois Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Napoléon Lusignan, contre-maître, et Joseph Paul, typographe, de la cité de Sorel, Paul-Emile Bibeau, typographe, du village de St-Joseph de Sorel, dans les buts suivants:

1. Faire toutes impressions commerciales de tous genres et tous travaux d'imprimerie;

2. Éditer, publier et imprimer un journal hebdomadaire qui porte le nom de "Le Sorelois", lequel sera la propriété de la compagnie et pourra devenir bi-hebdomadaire ou quotidien, selon que le bureau de direction en décidera;

3. Éditer, publier et imprimer tous autres journaux, revues, livres, brochures d'un caractère commercial, littéraire ou autres;

4. Faire le commerce de librairie, papeterie, meubles de bureau ou autres fournitures;

5. Acquérir et posséder tous les meubles ou matériaux ainsi que tout l'outillage nécessaires à l'exploitation de la dite imprimerie pour son exploitation avec pouvoir de les aliéner;

6. Acquérir et posséder les immeubles que la compagnie jugera nécessaires pour son exploitation avec pouvoir également de les aliéner;

7. Se fusionner avec toute autre compagnie ou corporation ayant des objets similaires, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie, y conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exploiter aucun commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exploiter ou exercer ou étant susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie et prêter des argents, garantir des contrats ou au-

"Le Sorelois Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty ninth day of April, 1939, incorporating: Napoléon Lusignan, foreman, and Joseph Paul, type-setter, of the city of Sorel, Paul Emile Bibeau, type-setter, of the village of St-Joseph de Sorel, for the following purposes:

1. To engage in commercial printing of all kinds and all kinds of printing works;

2. To edit, publish and print a weekly paper bearing the name of "Le Sorelois", which will be the property of the company and may become a bi-weekly or daily paper, as the board of directors may decide;

3. To edit, publish and print any other journals, reviews, books, booklets of a commercial, literary or other nature;

4. To deal in stationery, paper, office or other furniture;

5. To acquire and own any movables or material as well as equipment required for the operation of the said printing establishment with power to dispose of the same;

6. To acquire and own the immovables which the company may deem necessary for its operation with power also to dispose of the same;

7. To unite with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of the present company, to enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or deemed capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the present company and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist

trement aider toutes telles personnes, compagnies ou corporations et acquérir par souscription, achat ou autrement et prendre, utiliser et détenir les actions ou valeurs de toute compagnie, corporation et les vendre avec ou sans garantie de capital ou intérêt ou autrement les négocier ou en disposer;

8. Rémunérer par paiement en argent, ou avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions ou débetures ou autres valeurs de la compagnie ou concernant la formation de la compagnie ou la conduite des opérations;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera convenable et nécessaire pour les fins de son exploitation à des conditions et sur telles valeurs qui seront jugées convenables et garantir le remboursement de toutes obligations de la compagnie, hypothéquer, nantir, donner en gage ou autrement grever ou exploiter les propriétés de la compagnie en tout ou en partie, soit mobilières soit immobilières;

9. Fixer, faire, accepter, endosser, payer, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats et autres effets négociables et transférables;

10. Faire toutes choses, exercer tout pouvoir nécessaires à l'exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Le Sorelois Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de six mille dollars (\$6,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Sorel, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2247-o

Assistant-Procureur général.

any such persons, companies or corporations, and to acquire by subscription, purchase or otherwise and to take, utilize and hold shares or securities of any company, corporation and to sell with or without guarantee as to capital or interest or otherwise deal with or dispose of the same;

8. To remunerate by payment in cash, or with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares or debentures or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its operations;

To borrow any amounts which the company may deem suitable and necessary for the purposes of its operation on such conditions and upon such securities as may be deemed expedient and to guarantee the reimbursement of any bonds of the company, to hypothecate, mortgage, pledge or otherwise encumber or deal with the properties of the company in whole or in part, whether movable or immovable;

9. To draw, make, accept, endorse, pay, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

10. To do all things, exercise any power necessary for the attainment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Le Sorelois Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the amount with which the company will commence its operations will be six thousand dollars (\$6,000.00).

The head office of the company will be at Sorel, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty ninth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2248

Deputy Attorney General.

"Metaberoutin Country Club"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'avril 1939, constituant en corporation sans capital-actions: Philip Arthur Sargent, ingénieur, Douglas Robertson Gray, gérant et Stewart Norbert Daley, secrétaire privé, de Montréal, Edward Cameron, secrétaire privé, de Ville St-Pierre, Qué., dans les buts suivants:

1. Assumer les biens, obligations, entreprises et activités du "Metaberoutin Country Club," une organisation non constituée en corporation de Trois-Rivières, Québec;

2. Promouvoir, organiser, conduire et administrer un club pour toutes fins sociales, récréatives, athlétiques et sportives et procurer et entretenir un local nécessaire pour ces objets;

3. Exercer toutes autres activités ou opérations de la même nature ou d'une nature semblable qui sembleront au club susceptibles d'être exercées en même temps que ses activités ou opérations;

4. Promouvoir des représentations et divertissements pour les membres du club et les hôtes

"Metaberoutin Country Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-eighth day of April, 1939, to incorporate as a corporation without share capital: Philip Arthur Sargent, engineer, Douglas Robertson Gray, manager, and Stewart Norbert Daley, private secretary, of Montreal, Edward Cameron, private secretary, of Ville St-Pierre, Que., for the following purposes:

1. To take over the assets, liabilities, undertakings and activities of the Metaberoutin Country Club, an unincorporated organization of Three Rivers, Quebec;

2. To promote, organize, conduct and manage a club for all social, amusement, athletic and sporting purposes and to provide and maintain suitable premises for such purposes;

3. To carry on any other activities or operations of the same or similar nature which may seem to the club capable of being carried on in connection with its activities or operations;

4. To promote the entertainment and amusement of the members of the club and the guests

des membres avec le pouvoir de faire et d'adopter tous règlements, règles et réglementations pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, et pour leur gouverne et celle de leurs hôtes, et pour établir différentes classes de membres, et pour la perception des cotisations et redevances, pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers et pour déterminer les devoirs de leurs charges, et pour la sauvegarde et la protection de ses biens et fonds et en général pour régler, administrer et conserver ses biens et intérêts, et de temps à autre, modifier, révoquer, annuler ou varier les dits règlements, règles et réglementations ou l'un quelconque d'iceux;

5. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir et développer et améliorer toutes propriétés réelles, personnelles, mobilières ou immobilières ou tous droits ou privilèges que le club croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses activités ou opérations;

6. Souscrire, acheter, prendre ou autrement acquérir et détenir, vendre, transférer ou autrement aliéner les actions, débetures et autres valeurs ou obligations dans et de toute corporation et exercer le droit de vote de toutes actions ou valeurs détenues de cette manière;

7. Conclure des conventions avec tous gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres qui sembleront susceptibles de conduire aux objets du club ou à l'un quelconque des dits objets et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges, permis et concessions que le club croira désirables d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges, permis et concessions et s'y conformer;

8. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque des biens, propriétés et engagements de toute personne, club, association ou corporation exerçant aucune activité ou opération que le club a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins du club;

9. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et transférables;

10. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises du club pour la considération que le club croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures et valeurs de toute corporation;

11. Se joindre ou se fusionner avec toute corporation ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux du club;

12. Payer à même les fonds du club toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à la formation, la constitution et l'organisation du club ou passer des contrats avec toute personne, club ou association ou corporation pour les payer;

13. Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures, ou autres valeurs ou autrement, tout club, association, corporation ou personne ou personnes avec lesquels le club pourrait avoir des relations et garantir l'exécution des contrats par tout tel club, association ou corporation ou par toute telle personne ou personnes;

14. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou aucune autorité ou toute corporation ou autre

of members with power to make and adopt any by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government and that of their guests, and for the establishing of different classes of membership, and for the collection of fees and dues, for the election and appointment of its directors and other officers and to define their duties, and for the safe-keeping and the protection of its property and funds and in general to regulate, manage and preserve its property and interests, and from time to time, to alter, repeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations or any of them;

5. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and to develop and improve any real, personal, moveable or immoveable property or any rights or privileges which the club may deem necessary or convenient for the purposes of its activities or operations;

6. To subscribe for, purchase, take or otherwise acquire and to hold, sell, transfer or otherwise dispose of shares, debentures and other securities or obligations in and of any corporation and to vote all shares or securities so held;

7. To enter into any arrangements with any authorities, governmental, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the club's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges, licenses and concessions which the club may deem it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges, licenses and concessions;

8. To acquire, or undertake the whole or any part of the assets, property and liabilities of any person, club, association or corporation carrying on any activities or operations which the club is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the club;

9. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable and transferable instruments;

10. To sell or dispose of the whole or any part of the assets or undertaking of the club for such consideration as the club may deem fit and in particular for shares, debentures and securities of any corporation;

11. To consolidate or amalgamate with any corporation having objects similar in whole or in part to those of the club;

12. To pay out of the funds of the club all or any expenses of, incident to, or incurred in connection with the formation, incorporation and organization of the club or to contract with any person, club, association or corporation to pay the same;

13. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any club, association, corporation or person or persons with which the club may have relations and to guarantee the performance of contracts by any such club, association or corporation or by any such person or persons;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be em-

corps public pourrait avoir le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les biens et fonds quelconques du club pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires:

15. Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, et sans limiter les dispositions du paragraphe 9 des présentes, le club aura le pouvoir de:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit du club;

(b) Emettre des débetures ou autres valeurs du club et les nantir ou les vendre pour les sommes et au prix qui seront jugés convenables;

(c) Nonobstant des dispositions du Code Civil, hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures du club, pour garantir toutes telles débetures ou autres valeurs ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer l'hypothèque, le gage ou le nantissement précité, par acte de fiducie, conformément aux dispositions de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q., 1925, ch. 227, et ses amendements ou de toute autre manière;

(d) Hypothéquer ou gager les propriétés immobilières du club ou nantir ou autrement grever les propriétés mobilières, ou donner toutes telles garanties, pour garantir le remboursement des prêts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation du club;

16. Placer et attribuer les deniers disponibles du club de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

17. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités.

Et il est ordonné et déclaré que, conformément aux et en autant que permis par les règlements ou règles et réglementations du club, tous les membres auront le droit de participer à la jouissance de ses propriétés, facilités et avantages, mais en cessant d'être membres ils n'auront aucun droit ou intérêt dans le dit club, à moins que les règlements ou règles et réglementations du club y pourvoient autrement.

Et il est de plus ordonné et déclaré que conformément aux dispositions de tous règlements du club ayant pour but de restreindre, limiter ou modifier les droits des membres ou de toute classe ou classes de membres de voter aux assemblées des membres du club ou privant toute classe ou classes de membres du droit de voter, chaque membre à toutes les assemblées des membres aura droit à un vote.

Et il est de plus ordonné et déclaré qu'aucun des pouvoirs n'autorise les jeux de hasard, les jeux de chance ou les jeux de hasard et d'habileté mixtes, qui sont défendus par la loi, sous le nom de "Metaberoutin Country Club."

Le montant auquel est limité la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Trois-Rivières, district de Trois-Rivières, Québec.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce vingt-huitième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2259

Assistant Procureur-Général.

powered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the clubs funds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. Subject to the provisions of the Quebec Companies' Act, and without limiting the provisions of clause 9 above, the club will have the power:

(a) To borrow money upon the credit of the club;

(b) To issue debentures or other securities of the club and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding the provisions of the civil code, to hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immovable property, present or future, of the club, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and to constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with the Special Corporate Powers Act, R.S.Q., 1925, ch. 227, and amendments or in any other manner;

(d) To hypothecate or mortgage the immovable property of the club or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the club;

16. To invest and deal with the moneys of the club not immediately required in such manner as may, from time to time, be determined;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

It is ordained and declared that, subject to and to the extent permitted by the by-laws or rules and regulations of the club, all members shall be entitled to participate in the enjoyment of its property, facilities and advantages, but upon ceasing to be members shall have no further right or interest therein, unless the by-laws or rules and regulations of the club provide otherwise.

And it is further ordained and declared that, subject to the provisions of any by-laws of the club restricting, limiting or modifying the rights of members or any class or classes of members to vote at meetings of the members of the club or withholding from any class or classes of members the right to vote, every member at all meetings of members shall be entitled to one vote.

And it is further, ordained and declared that none of the powers sought shall authorize gambling games, games of chance, or games of chance and skill mixed which are prohibited by law, under the name of "Metaberoutin Country Club."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers, Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2260-0

Deputy Attorney General.

"Standard Metal Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Louis-Abraham De Zwirek, avocat, Abraham-Halmer Vineberg, avocat et conseil en loi du Roi, Rhoda Miller, sténographe, épouse séparée de biens de Harry Bernstein, et dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations qui consistent à fondre les minéraux dans toutes leurs spécialités, et exercer les opérations qui consistent à fondre et traiter les minerais et minéraux et à les préparer pour la vente, par tous moyens ou procédés;

2. Fondre, concentrer, travailler d'aucune et toute manière, par aucun et tous procédés, et manufacturer le fer, minéraux et produits métalliques ou autres produits, et, pour cette fin, faire, construire et exécuter tous travaux nécessaires ou appropriés et faire tous actes nécessaires et appropriés, et ériger et entretenir toutes fournaises, forges, tous moulins, engins, maisons et édifices nécessaires;

3. Traiter, broyer, laver, fondre, rôtir, assayer, réduire, et autrement traiter les métaux, minerais et toutes sortes de minéraux appartenant à la compagnie ou provenant des propriétés de la compagnie, ou fournir par d'autres à la compagnie pour telles fins, et les rendre propres au marché, et les vendre et autrement disposer d'iceux ou d'aucune partie d'iceux ou tous intérêts en iceux;

4. Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

6. Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

7. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et

"Standard Metal Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1939, incorporating: Louis Abraham De Zwirek, advocate, Abraham Halmer Vineberg, advocate and King's Counsel, Rhoda Miller, stenographer, wife separate as to property of Harry Bernstein, and duly authorized by her husband for the purpose of these presents, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of smelting minerals in all its branches, and carry on the operation of smelting and milling ores and minerals and preparing the same for sale by any means or process;

2. To smelt, concentrate, dress in any or every manner, by any or every process, and to manufacture iron, minerals, and metallic or other products, and, for such purposes, to make, build and execute all necessary and proper works and to do all necessary and proper acts, and to erect and maintain all suitable furnaces, forges, mills, engines, houses and buildings;

3. To mill, crush, wash, smelt, roast, assay, reduce and otherwise treat metals, ores and all kinds of minerals whether belonging to the company or produced from the company's properties, or supplied by others to the company for such purposes, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof or any interest therein;

4. To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

5. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

7. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell,

prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

10. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir, autrement, tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

12. Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, voies d'évitement ou de remisage sur les propriétés dont elle a le contrôle et pour les seules fins de son commerce et de son industrie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, des manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, et contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, l'opération, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

13. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

14. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables ou transférables;

15. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

16. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, de pouvoir, d'une autorité, franchises, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou aucune corporation ou aucun autre corps public peut accorder et les payer et les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

17. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom

hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

9. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

10. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

12. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings on property over which the company has control, and for the sole purpose of its commerce and industry, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

13. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

14. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

15. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

16. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

17. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this com-

de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

18. Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, soit pour de l'argent ou en retour pour des actions de son capital-actions ou ses valeurs, vendre ou autrement disposer de biens immeubles et propriétés immobilières généralement jusqu'au point requis pour les fins de son commerce et aussi placer le surplus des fonds à la discrétion des directeurs dans des biens immeubles ou propriétés immobilières, et les posséder, détenir, vendre et autrement en disposer de temps à autre;

19. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne, avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

20. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les opérations et les propriétés de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'oeuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

21. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie ou autrement les négocier;

22. Faire toute ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule, ou conjointement avec d'autres;

23. Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière que ce soit, sous le nom de "Standard Metal Company Limited", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2261

Assistant-Procureur-Général.

pany and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

18. To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, either for money or in return for shares of its capital stock or its securities, to sell or otherwise dispose of real estate and immoveable property generally to the extent required for the purposes of its business, and also to invest surplus funds at the discretion of the directors in real estate or immoveable property, and to own, hold, sell and otherwise dispose of the same from time to time;

19. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

20. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Standard Metal Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2262-o

Deputy Attorney General.

"Style Contractors Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Max Avrith, entrepreneur en vêtements, Sam Avrith, ajusteur, et Nettie Avrith, opératrice, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, préparer, faire, acheter, vendre, le tout en gros ou en détail, des vêtements de toutes sortes, soit en drap ou soie ou de toute composition, assemblages ou imitation d'iceux, ou tout autre matériel de toute nature, et généralement faire le commerce de toutes sortes d'effets, articles, marchandises et article ou articles d'une nature similaire;

(b) Manufacturer ou agir comme entrepreneurs de vêtements pour la fabrication de vêtements de tout style et description pour hommes, garçons, jeunes gens, garçonnetts, enfants et filles, ainsi que vestons et pantalons dépareillés et toutes

"Style Contractors Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1939, incorporating: Max Avrith, clothing contractor, Sam Avrith, fitter, and Nettie Avrith, operator, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To manufacture, prepare, make, buy, sell, the whole either wholesale or retail, wearing apparel of all kinds, either from cloth or silk or any composition, combination or imitation thereof, or any other material of any nature, and generally to deal in all kinds of goods, wares, merchandise and article or articles of a similar nature;

(b) To manufacture or act as clothing contractors for the manufacture of men's, boys', youths', juveniles', infants' and girls' clothing of every style and description; as well as odd coats, odd pants and all types of breeches, golfers,

sortes de culottes, pantalons de golf, culottes de sport, bouffants, vêtements de sport, uniformes de toutes sortes et description, et tous vêtements manufacturés avec de la serge croisée, flanelle de toutes sortes, tissés (worsted) ou mélanges de coton et de laine; et généralement manufacturer, préparer, faire, acheter, et vendre, le tout en gros ou en détail, aucun article ou tous articles de vêtements d'aucun matériel quelconque, et généralement les négocier;

(c) Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre les marchandises comprises dans le commerce susdit, louer, acheter, ouvrir et exploiter des magasins, boutiques, succursales et biens immobiliers, et établir des usines pour les fins susdites;

(d) Acheter et acquérir les biens de toute compagnie, corporation, société ou personne, et se fusionner avec toute telle firme ou personne se rapportant ou étant similaire à celle de la présente compagnie, en tout ou en partie;

(e) Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange, ou autre titre légal, et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantissant la vente et céder, transporter ou autrement disposer de ou faire le commerce d'hypothèques, nantissements, balances de prix garanties par privilège ou autrement, réclamations, conventions d'achats ou de vente et obligations de toute nature et description;

(f) Demander, obtenir, acquérir par cession, transférer, acheter ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(g) Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, importer et exporter et négocier toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins des dits commerces ou communément utilisés ou employés par des personnes engagées dans aucun tel commerce, ou qui sont susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec aucun des dits commerces;

(h) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

(i) Acheter, revendre, accepter, prendre, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

(j) Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans les valeurs, de la manière qui seront déterminées de temps à autre;

(k) Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société exerçant un commerce dans toutes les lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette

knickers, bloomers, sportswear, uniforms of every style and description, and any clothing manufactured from crossbed serges, flannels of all kinds, worsteds or cotton and wool mixtures; and generally to manufacture, prepare, make, buy and sell, the whole either wholesale or retail, any article or articles of wearing apparel of any material whatsoever, and generally to deal in same;

(c) To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to lease, buy, open and operate stores, shops, branches and immoveable property, and to establish factories for the above purposes;

(d) To purchase and acquire the assets of any company, corporation, partnership or person, or to amalgamate with any such firm or person connected with or similar to that of the present company, in whole or in part;

(e) To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description;

(f) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets, to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(g) To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of the said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

(h) To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

(i) To purchase, re-sell, accept, take, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through agent or agents as the directors may appoint;

(j) To invest and deal with the monies of the company, not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(k) To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this company, together with

compagnie, avec ensemble tous biens, marques de commerce, dessins, brevets, permis, et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et en payer le prix convenu soit en deniers comptants, en valeurs ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présents ou dans toute combinaison ou proportion d'iceux;

(l) Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(m) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(n) Prendre part à l'administration, surveillance et contrôle du commerce ou opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

(o) Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre corporation, société ou personne;

(p) Emettre, vendre, répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autrement, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie;

(q) Rémunérer, soit au moyen de commission, ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(r) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et en particulier les actions, obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obliga-

any assets, trade-marks, designs, patents, licenses, and goodwill connected either directly or indirectly with the purposes of this company, and to pay for same the price agreed upon either in cash, in securities or in fully paid-up shares of the capital stock of the company hereby created, or in any combination or proportion thereof;

(l) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of any dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts by any such company;

(m) To enter any arrangement for the sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with same;

(n) To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

(o) To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration, shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation, partnership or person;

(p) To issue, sell, allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the company;

(q) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any shares of the company, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(r) To distribute in specie or otherwise, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company, among its members and particularly, any shares, bonds, debentures or other securities received, as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company

tions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(s) Acheter, vendre, échanger et faire le commerce de comptes recevables, connaissements, reçus d'entrepôts, reçus de location, billets privilégiés et autres valeurs se rapportant à ceux ou à aucun d'eux; et accepter aucune des dites valeurs ou autre effet commercial en paiement de la vente de tous biens personnels; et vendre, aucune des dites valeurs sur des biens personnels reçus au cours de ses opérations;

(t) Emprunter de l'argent, tirer et émettre des billets promissaires, lettres de change, obligations, débetures et titres de créance de toutes sortes, soit garantis pour nantissement, gage ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par nantissement, gage ou autrement;

(u) Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie ou autres titres pour garantir toutes obligations; débetures ou actions-débetures ou autres titres que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

(v) Sur toute émission d'actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et banquiers, et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour leurs services par paiement en argent ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission à eux des actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou par l'octroi d'options, ou de toute autre manière;

(w) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et effets négociables et transférables;

(x) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(y) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions ou faire des contrats avec toute compagnie pour les payer;

(z) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents à commission, entrepreneurs ou autrement et par ou par l'intermédiaire d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Style Contractors Ltd.", avec un capital-total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 3964, Boulevard St-Laurent, en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant Procureur-Général.

2263

formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(s) To buy, sell, exchange, and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, hire receipts, lien notes, and other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or commercial paper in payment for the sale of any personal property and to sell any of the said securities on personal property received in the course of its business;

(t) To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

(u) To hypothecate, mortgage or pledge, any property, moveable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue;

(v) Upon any issue of shares, debentures or other securities of the company, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or with the approval of the shareholders, by issue of shares, debentures or other securities of the company, or by the granting of options to take the same in any other manner;

(w) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(x) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value or to render profitable any of the company's property or rights;

(y) To pay all or any expenses incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company; and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

(z) To do all or any of the above things as principals, agents on commission, contractors, or otherwise, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Style Contractors Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 3964 St. Lawrence Blvd, in the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

2264-o

"Dome Exploration Company (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1939, constituant en corporation: Alexander Fasken, James Aitchison, John Wellington Pickup, Collamar Chipman Calvin, John Farley

"Dome Exploration Company (Quebec) Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1939, incorporating: Alexander Fasken, James Aitchison, John Wellington Pickup, Collamar Chipman Calvin, John Farley Robert-

Robertson, James-Wilfred-Gaius Thompson et Bryce Robertson Farker MacKinzie, tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, avocats, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des droits brevetés d'invention, ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celle dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chapitre 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils, et appareils requis par la compagnie, ou par ses ouvriers ou employés;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Emettre, recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette Loi, et les payer en tout ou en partie en actions libérées, si telle personne, ou compagnie y consent, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont nécessaires à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

11. Emettre des actions de sorte que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie sous le nom de "Dome Exploration Company (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital-total de cent mille dollars (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Bourlamaque, district d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2277

Assistant Procureur-Général.

son, James Wilfred Gaius Thompson and Bryce Robertson Farker MacKinzie, all of the city of Toronto, in the province of Ontario, solicitors, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. To issue shares so that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company, under the name of "Dome Exploration Company (Quebec) Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the town of Bourlamaque, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2278-o

Deputy Attorney General.

"Ideal Electric Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1939, constituant en

"Ideal Electric Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1939, incorporating: Morton M. Men-

corporation: Morton M. Mendels, Samuel E. Schwisberg et Cyril E. Schwisberg, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce, produire, importer et exporter ampoules électriques, lampes, abat-jour, fil de fer et accessoires électriques, produits et appareils de toutes sortes et description;

2. Faire tout genre d'affaires qui semblera à la compagnie pouvoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou qui lui semblera directement ou indirectement devoir donner de la valeur à quelqu'un de ses droits ou propriétés ou encore les rendre plus profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer, améliorer, construire, modifier et autrement négocier ou faire le commerce de biens immobiliers;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, ces biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

6. Faire toute entente relative au partage des profits, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et d'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables

dels, Samuel E. Schwisberg, and Cyril E. Schwisberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire, and sell or otherwise deal in or with, produce, import and export light bulbs, lamps, shades, wire and electrical accessories, products and appliances of every sort and description;

2. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

7. To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of

pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et ou transférables;

13. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et ou contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seule soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que la compagnie est légalement autorisée à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance aux conditions et termes que cette compagnie jugera bons; ou en disposer autrement;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminés;

23. Distribuer parmi les actionnaires, en nature, par voie de dividende légalement déclaré, à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, obli-

its business and in particular any machinery plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and other having dealings with the company, and to guarantee the performance of contract by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any person or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid-up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or right which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock, which the company is by law entitled;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all the property, moveable or immoveable, present or future, and right at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To distribute among the shareholders of the company, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, in kind, any property of the company, and in particular any shares,

gations, débentures et garanties de toute autre compagnie, appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

24. Payer à même les fonds de la compagnie ou en actions entièrement acquittées de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de ou incidentes à la formation et l'organisation d'icelle, ou que la compagnie croira devoir être préliminaires;

25. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités; sous le nom de "Ideal Electric Inc.", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce cinquième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2279

Assistant Procureur-Général.

bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

24. To pay out of the funds of the company or in fully paid up stock of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

25. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Ideal Electric Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) common shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2280-o

Deputy Attorney General.

"Compagnie de Biscuits Aetna Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mai 1939, constituant en corporation: Charles-Edouard Boivin et Gabriel Boivin, négociants, de la cité de Québec, Lucien Lemelin, comptable, de la ville de Lauzon, dans les buts suivants:

1. Manufacturer toutes sortes de biscuits, confiseries, bonbons, chocolats, gelées, confitures, conserves, cornichons, pickles, condiments, sauces, pâtes alimentaires, pains, pâtisseries, essences, farines, sucres, graisses, crèmes glacées, bref toutes sortes de produits alimentaires manufacturés dérivant de la viande, du lait, des grains, fruits et légumes ou autres substances comestibles, avec droit d'en faire le commerce, l'importation et l'exportation;

2. Manufacturer toutes les substances et matières entrant dans la fabrication des produits alimentaires susdits et en faire le commerce, l'importation et l'exportation;

3. Manufacturer tous les sous-produits et dérivés des articles susdits et en faire le commerce, l'importation et l'exportation;

4. Agir comme agents de manufacturiers et de commerçants engagés dans la fabrication, le commerce, l'importation et l'exportation des articles ci-dessus;

5. Manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder et transférer, placer, troquer des produits, denrées, marchandises ou biens de toutes sortes et descriptions se rapportant au commerce de la compagnie, et en faire le commerce, l'importation et l'exportation;

6. Acheter, ériger, construire, posséder, louer ou autrement acquérir des bâtiments, fabriques et entrepôts ainsi que la machinerie, l'outillage et l'ameublement nécessaires aux fins susdites;

7. Acquérir en bloc de toute personne ou compagnie tout ou partie des actifs d'une industrie ou d'un commerce permis à cette compagnie, et payer le prix de ces acquisitions en actions acquittées de cette compagnie;

8. Acquérir tous biens meubles ou immeubles appartenant à des personnes, sociétés ou corporations faisant des affaires du genre de celles ci-

"Compagnie de Biscuits Aetna Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1939, incorporating: Charles Edouard Boivin and Gabriel Boivin, merchants, of the City of Quebec, Lucien Lemelin, accountant, of the Town of Lauzon, for the following purposes:

1. To manufacture, all kinds of biscuits, confectionery, candies, chocolates, jellies, jams, canned goods, pickled foods, pickles, condiments, sauces, food pastes, bread, pastry, extracts, flour, sugar, grease, ice-cream, in a word, any kind of manufactured food-stuffs derived from meat, milk, grain, fruit and vegetables or other comestibles, with right to deal therein, import and export the same;

2. To manufacture any substances and matters which may enter into the manufacturing of the aforesaid foodstuffs and to deal therein, import and export the same;

3. To manufacture all the by-products and derivatives of the aforesaid articles and to deal therein, import and export the same;

4. To act as agents for manufacturers and traders engaged in the manufacture, business, importation and exportation of the aforesaid articles;

5. To manufacture, produce, purchase or otherwise acquire, hold, own, hypothecate, sell, assign and transfer, place, barter products, wares, merchandise or property of any kind and description, incidental to the company's business and to deal therein, import and export the same;

6. To purchase, erect, construct, own, lease, or otherwise acquire any buildings, factories, warehouses and also any machinery, equipment and furniture required for the aforesaid purposes;

7. To acquire "en bloc" from any persons or companies, the whole or part of the assets of any industry or business, which this company is authorized to carry on, and to pay the price of said acquisitions in fully paid-up shares of this company;

8. To acquire any moveable or immovable property belonging to persons, partnerships or corporations carrying on any business of the

dessus énumérées, et payer soit en argent ou en actions libérées de cette compagnie;

9. Promouvoir toutes entreprises ou toutes compagnies pour des fins qui sembleraient devoir favoriser cette entreprise, et aider par garanties, endossements, avances ou autrement toutes compagnies dont les actions, et dont les bons, débetures ou autres valeurs ont été acquis ou sont détenus par la présente compagnie;

10. Emprunter de l'argent, tirer, accepter, endosser, escompter et émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des mandats et autres effets négociables et transférables, faire et émettre des bons, débetures et reconnaissances de dettes de toutes sortes, sans limite quant au montant, et les garantir si nécessaire par hypothèques, nantissements ou autrement;

11. Placer et déposer les fonds de la compagnie de telle manière qui de temps en temps pourrait être déterminée, et prêter de l'argent à d'autres personnes ou compagnies si jugé à propos; cautionner et garantir les contrats, obligations et engagements ou entreprises de toutes autres compagnies ou personnes;

12. Faire toute autre chose se rapportant ou se rattachant à la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "Compagnie de Biscuits Aetna Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

13. Le bureau de direction de la compagnie se composera de trois administrateurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2311-o

Assistant-Procureur général.

same kind as those hereinabove mentioned, and to pay therefor either in cash or in paid-up shares of the company;

9. To promote any undertaking and any company for any purposes which may seem conducive to the said undertaking and to aid, by guarantee, endorsement, advances or otherwise, any company whose shares or bonds or debentures or other securities have been acquired or are held by the present company;

10. To borrow money, draw, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments, to make and issue bonds, debentures and all kinds of evidence of indebtedness, without any limit as to the amount, and to guarantee the same, if required by hypothec, pledge or otherwise;

11. To invest and deposit the funds of the company in such manner as may, from time to time, be determined, and to loan money, to other persons or companies if deemed expedient; to become surety for or guarantee the contracts, bonds, liabilities, and engagements or undertakings of any other company or person;

12. To do any other thing incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Compagnie de Biscuits Aetna Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

13. The board of directors of the company will be composed of three members.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2312

Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Elgin Investment Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'avril 1939, à la compagnie "Elgin Investment Corporation", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

Que le capital-actions actuel de la compagnie, au chiffre de \$18,000 soit augmenté à la somme de \$98,000, par la création de 800 actions ordinaires d'un valeur au pair de \$100, chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2269-o

Assistant-Procureur général.

"Elgin Investment Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of April, 1939, to the company "Elgin Investment Corporation", ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

That the present capital stock of the company, amounting to \$18,000, be increased to \$98,000, by the creation of 800 common shares of a par value of \$100, each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

2270

Deputy Attorney General.

"La Savonnerie LaSalle, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cin-

"La Savonnerie LaSalle, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day

quième jour d'avril 1939, changeant le nom de la compagnie "La Savonnerie Alouette, Limitée", en celui de "La Savonnerie LaSalle, Limitée."

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,
2271-o Assistant Procureur général.

of April, 1939, changing the name of the company "La Savonnerie Alouette, Limitée", to that of "La Savonnerie LaSalle, Limitée."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fifth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
2272 Deputy Attorney General.

"Lillian Gold Mines Limited" (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du onzième jour d'avril 1939, changeant le nom de la compagnie "Duverny-Dalquier Gold Mines Company Limited" (No Personal Liability), en celui de "Lillian Gold Mines Limited" (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,
2273-o Assistant-Procureur général.

"Lillian Gold Mines Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the eleventh day of April, 1939, changing the name of the company "Duverny-Dalquier Gold Mines Company Limited" (No Personal Liability), to that of "Lillian Gold Mines Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
2274 Deputy Attorney General.

"West End Improvement Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour d'avril 1939, à la compagnie "West End Improvement Corporation", ratifiant le règlement No XXIII, réduisant son capital, comme suit, à savoir:

Règlement No XXIII

Réduire le capital-actions de la compagnie de trois cent cinquante mille dollars (\$350,000.00), divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, dont un montant de trois cent mille trois cent dollars (\$300,300.00) est souscrit et payé, à trente mille trente dollars (\$30,030.00), subdivisé en trois mille trois (3,003) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce dix-neuvième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,
2275 Assistant Procureur-Général.

"West End Improvement Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1939, to the company "West End Improvement Corporation", ratifying by-law No. XXIII, reducing its capital, as follows, to wit:

By-law No. XXIII

To reduce the capital stock of the company from Three hundred and fifty thousand dollars (\$350,000.00), divided into three thousand, five hundred (3,500) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, of which three hundred thousand, three hundred dollars (\$300,300.00) is subscribed and paid in, to thirty thousand and thirty dollars (\$30,030.00), subdivided into three thousand and three (3,003) shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of Attorney General, this nineteenth day of April, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
2276-o Deputy Attorney General.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une
Assistant-Procurer- } requête nous a
Général. } été présentée, deman-
 dant qu'un certain territoire de la municipalité
 de Bolton-Est, comté de Brôme, soit détaché et
 érigé en municipalité distincte sous le nom de
 "municipalité de Saint-Etienne-de-Bolton";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code
 municipal à cet égard ont été remplies, que le dit
 territoire est dans les conditions exigées par la
 loi pour former une municipalité, et qu'il restera
 à la municipalité de Bolton-Est, après cette
 érection, une population de plus de trois cents
 âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis
 de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un
 décret en date du 5 mai 1939, et conformément
 aux dispositions du Code municipal de Notre
 Province de Québec, Nous déclarons par les pré-
 sentes que le territoire suivant, savoir:—

Un territoire situé dans le canton de Bolton,
 dans le comté de Brôme, comprenant en réfé-
 rence au cadastre officiel pour le canton de Bolton,
 toute la partie du 5ième rang située au nord de
 la ligne séparant les lots Nos 512 et 513 des lots
 Nos 514, 518, 519 et 520, toute la partie du 6ième
 rang située au nord de la ligne séparant les lots
 Nos 614 et 616 du lot No 617, toute la partie du
 7ième rang située au nord de la ligne séparant
 les lots Nos 742 et 743 du lot No 744, toute la
 partie du 8ième rang comprise entre la ligne sépa-
 rative des 7ième et 8ième rangs, la ligne sépa-
 rant le lot No 936 des lots Nos 938 et 939, la
 rivière Missisquoi et l'étang Trousers; les limites
 du dit territoire se décrivant comme suit, à sa-
 voir:—Partant du point d'intersection de la ligne
 séparative des 4ième et 5ième rangs avec la ligne
 séparative des cantons de Bolton et de Stukely;
 de là, la dite ligne séparative des cantons de Bol-
 ton et de Stukely jusqu'à la ligne séparative des
 7ième et 8ième rangs du canton de Bolton; de là,
 dans le canton de Bolton, successivement les
 lignes de démarcations suivantes: la dite ligne
 séparative des 7ième et 8ième rangs et le côté
 ouest du chemin entre les dits rangs jusqu'au pro-
 longement de la ligne séparant le lot No 936 des
 lots Nos 938 et 939, le dit prolongement, la dite
 ligne et son prolongement jusqu'à l'axe de la
 rivière Missisquoi, le dit axe en allant vers le
 sud jusqu'à ce qu'il rencontre le prolongement de
 la rive nord de l'étang Trousers, le dit prolonge-
 ment et la rive nord de l'étang Trousers en allant
 vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des 7ième
 et 8ième rangs, le prolongement de ladite ligne
 dans l'étang Trousers et la dite ligne dans la di-
 rection sud jusqu'à la ligne séparant les lots Nos
 742 et 743 du lot No 744, cette dernière ligne, la
 ligne séparant les lots Nos 614 et 616 du lot No
 617, la ligne séparative des 5ième et 6ième rangs
 jusqu'à la ligne séparant les lots Nos 512 et
 513 des lots Nos 514, 518, 519 et 520, cette der-
 nière ligne et la ligne séparative des 4ième et
 5ième rangs dans la direction nord jusqu'au point
 de départ; lequel territoire, ensemble avec les
 chemins de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou
 partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus
 décrites, sera détaché de la municipalité de Bol-
 ton-Est, et sera érigé en municipalité distincte
 sous le nom de "municipalité de Saint-Etienne-
 de Bolton", à compter de la date de la publica-
 tion de la présente proclamation dans la *Gazette
 officielle de Québec*.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a peti-
Deputy-Attorney- } tion has been
General } presented to Us, request-
 ing that a certain territory of the Municipality
 of Bolton-East, county of Brome, be detached
 and erected into a separate municipality under
 the name of the "Municipality of Saint-Etienne-
 de-Bolton".

WHEREAS all the provisions of the Municipal
 Code in this regard have been fulfilled, that the
 said territory is within the conditions exacted
 by Law to form a municipality, and that there
 shall remain to the municipality of Bolton-East,
 after this erection, a population of more than
 three hundred souls.

THEREFORE, with the consent and advice
 of Our Executive Council, expressed in an Order
 dated May 5th, 1939, and pursuant to the
 provisions of the Municipal Code of Our Pro-
 vince of Quebec, We hereby declare that the fol-
 lowing territory, to wit:

A territory in the township of Bolton, in the
 county of Brome, comprising, with reference to
 the official cadastre for the township of Bolton,
 all that part of the 5th range situate on the north
 of the line dividing lots Nos. 512 and 513 from
 lots Nos. 514, 518, 519 and 520, all that part of
 the 6th range situate on the north of the line
 dividing lots Nos. 614 and 616 from lot No. 617,
 all that part of the 7th range situate on the north
 of the line dividing lots Nos. 742 and 743 from
 lot No. 744, all that part of the 8th range com-
 prised between the divisional line of the 7th and
 8th ranges, the line dividing lot No. 936 from
 lots Nos. 938 and 939, the Missisquoi River and
 the Trousers Pond; the limits of the said terri-
 tory being described as follows, to wit:— starting
 from the point of intersection of the divisional
 line of the 4th and 5th ranges with the divisional
 line of the townships of Bolton and Stukely;
 thence the divisional line of the townships of
 Bolton and Stukely, as far as the divisional line
 of the 7th and 8th ranges of the township of Bol-
 ton; thence, in the township of Bolton, succes-
 sively, the following lines of limitation: the said
 divisional line of the 7th and 8th ranges and the
 west side of the road between said ranges as far
 as the prolongation of the line dividing lot No.
 936 from lots Nos. 938 and 939, the said prolonga-
 tion, the said line and its prolongation as far as
 the axis of the Missisquoi River, the said axis,
 running towards the south, until it meets the
 prolongation of the northern bank of Trousers
 Pond, the said prolongation and the northern
 bank of Trousers Pond running towards the west
 as far as the divisional line of the 7th and 8th
 ranges, the prolongation of the said line in
 Trousers Pond and the said line in the southern
 direction as far as the line dividing lots Nos. 742
 and 743 from lot No. 744, the said latter line, the
 line dividing lots Nos. 614 and 616 from lot No.
 617, the divisional line of the 5th and 6th ranges
 as far as the line dividing lots Nos. 512 and 513 from
 lots Nos. 514, 518, 519 and 520, the latter line
 and the divisional line of the 4th and 5th ranges
 in the northern direction to the starting point;
 said territory, together with the railways, rivers,
 lakes, water-courses or parts thereof, comprised
 within the limits hereinabove described, shall be
 detached from the municipality of Bolton-East,
 and shall be erected into a separate school mu-
 nicipality under the name of "School Municipality
 of Saint-Etienne de Bolton" from and after the
 date of the publication of the present proclama-
 tion in the *Quebec Official Gazette*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce TREIZIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent trente-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

2281-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de ES.-L. PATENAUE
Québec,
[L. S.]

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une re-
Assistant-Procureur- } quête Nous a été pré-
Général } sentée, demandant de dé-
tacher de la municipalité de la paroisse de Saint-François-Ouest, comté de Beauce, le territoire ci-après décrit pour l'annexer à la municipalité de Saint-Victor-de-Tring, dans le même comté:

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-François-Ouest après son démembrement, une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 5 mai 1939, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil (Saint-François), dans le comté de Beauce, comprenant, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, les lots depuis et y compris le No 1852 jusqu'au No 1862 inclus dans le rang Sainte-Catherine-Nord-Ouest et les lots depuis et y compris le No 1949 jusqu'au No 1958 inclus dans le rang Sainte-Catherine-Nord-Est et dont les limites sont au nord-est la ligne séparative des lots Nos 1851 et 1852 et le côté sud-ouest du chemin séparant les lots Nos 1948 et 1949; au sud-ouest les lignes sud-ouest des lots Nos 1862 et 1958; au sud-est cette partie de la ligne séparative des rangs Sainte-Catherine-

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in our said Province, this THIRTEENTH day of MAY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty nine and in the third year of Our Reign.

By command,

2282 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of ES. L. PATENAUE
Quebec,
[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a petition
Deputy Attorney } has been presented
Général } to Us, requesting to de-
tatch from the municipality of the parish of Saint-François-Ouest, county of Beauce, the territory hereinafter described to annex it to the municipality of Saint-Victor-de-Tring, in the same county:

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this respect have been fulfilled, that the said territory is within the conditions exacted by the law to form a municipality, and that there shall remain to the municipality of the parish of Saint-François-Ouest, after its dismemberment, a population of more than three hundred souls.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree dated May 5th, 1939, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the seigniorie de Rigaud-Vaudreuil (Saint-François) in the county of Beauce, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of Saint-François, the lots from and including No. 1852 to No. 1862 inclusively in the northwest Sainte Catherine range and the lots from and including No. 1949 to No. 1958 inclusively in the northeast Sainte Catherine range and whereof the limits are: on the northeast the divisional line of lots Nos. 1851 and 1852 and the southwest side of the road separating lots Nos. 1948 and 1949; on the southwest the southwest lines of lots No. 1862 and 1958; on the southeast that part of the divisional line of the

nord-est et Saint-Louis-nord-ouest comprise entre les limites nord-est et sud-ouest ci-dessus décrites; au nord-ouest, une ligne irrégulière séparant le lot No 1838 des lots Nos 1852 à 1862 inclusivement; lequel territoire ensemble avec le chemin compris dans les limites ci-dessus décrites, sera annexé à la municipalité de Saint-Victor-de-Tring, dans le comté municipal de Beauce, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

En FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce TREIZIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent trente-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

2283-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU qu'une
Assistent-Procureur- } requête Nous a
Général. } été présentée, deman-
dant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, soit détaché et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Saint-Gabriel-Lallemant";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-Pacôme après cette érection, une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 5 mai 1939, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:—

Un territoire situé en partie dans la seigneurie de Rivière-Ouelle et en partie dans le canton

northeast Sainte Catherine and northwest Saint Louis ranges comprised between the northeast and southwest limits above described; on the northwest, an irregular line separating lot No. 1838 from lots Nos. 1852 to 1862 inclusively; the said territory together with the road comprised in the above described limits, to be annexed to the municipality of Saint-Victor-de-Tring, in the municipal county of Beauce, from and after the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this THIRTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-nine and in the third year of Our Reign.

By command,

2284 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS a peti-
Deputy-Attorney- } tion has been
General. } presented to Us, re-
questing that a certain territory of the municipality of the Parish of Saint-Pacôme, county of Kamouraska, be detached and erected into a separate municipality under the name of the "Municipality of Saint-Gabriel-Lallemant";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled, that the said territory is within the conditions exacted by Law to form a municipality, and that there shall remain to the municipality of the parish of Saint-Pacôme, after this erection, a population of more than three hundred souls.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated May 5th, 1939, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the Seigneurie of Rivière-Ouelle and partly in the township of

d'Ixworth dans le comté de Kamouraska, comprenant en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Pacôme dans la quatrième concession, les lots Nos: 324, 327, 329, 331, 333, 433, 434, 438, parties des lots Nos: 442 et 444, les lots Nos: 449, 456, 461, 464, 465, 466, parties des lots Nos: 470, 475, 479, 498 et 500, les lots Nos 503, 506, 509, 519, 527; dans les 5ième, 6ième et 7ième concessions, tous les lots compris entre les lignes nord-est des lots Nos: 555, 673 et 782 et la ligne séparant la seigneurie de Rivière-Ouelle du canton d'Ixworth, y compris l'île du lac Saint-Pierre portant le No 556 et les abouts de la 7ième concession; et dans le canton d'Ixworth, en référence au cadastre officiel fait pour une partie du dit canton, tous les lots dans le 7ième rang compris entre la ligne nord-est du lot No 28 et la ligne sud-ouest du lot No 13a et tous les lots dans le 8ième rang compris entre la ligne nord-est du lot No 28c et la ligne sud-ouest du lot No 13, les limites du dit territoire se dérivant comme suit: Au nord-ouest, une ligne brisée se composant des démarcations et lignes suivantes: une ligne passant par le milieu du lac Saint-Pierre depuis le prolongement de la ligne nord-est du lot No 555 jusqu'à l'extrémité sud-ouest du dit lac, les lignes nord-est et sud-est du lot No 322, les lignes nord-ouest des lots Nos: 324, 327, 329, 331, 333, la ligne sud-ouest du lot No 333, la ligne séparative des 4ième et 5ième concessions depuis la dernière ligne nommée jusqu'à la ligne séparant le lot No 424 du lot 433, cette dernière ligne, les lignes nord-ouest des lots No 433 et 434, la ligne séparant le No 431 du lot No 438, la ligne nord-ouest du lot No 438, une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot No 442 et traversant le dit lot, la ligne séparative des lots Nos 442 et 444 depuis la dernière ligne nommée jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot No 449, le dit prolongement, la dite ligne, la ligne séparant le lot No 449 du lot No 455, la ligne nord-ouest du lot No 456, la ligne séparant le lot No 456 du lot No 460, la ligne nord-ouest du lot No 461, les lignes nord-est et nord-ouest du lot No 464, le prolongement de cette dernière à travers le lot No 470 jusqu'au côté nord-est de la route séparant les lots Nos 470 et 475, le côté nord-est de la dite route en allant vers le nord-ouest sur une distance de 4 arpents, 3 perches, 6 pieds, une ligne traversant la dite route, le côté sud-ouest de la dite route en allant vers le nord-ouest sur une distance de 4 arpents, 3 perches, 6 pieds; de ce dernier point, une ligne parallèle aux lignes sud-est des lots Nos 475 et 479 et traversant ces deux lots, la ligne séparative des lots Nos 479 et 483 depuis la dernière ligne nommée jusqu'à la ligne sud-est du lot No 483, les lignes sud-est des lots Nos 483, 485 et 487, les lignes nord-est et nord-ouest du lot No 628, les lignes nord-ouest des lots Nos 630 et 631, le prolongement de cette dernière à travers les lots Nos 498 et 500, la ligne séparant les lots Nos 500 et 503 depuis le dit prolongement jusqu'à la ligne nord-ouest du lot No 503, les lignes nord-ouest des lots Nos 503, 506 et 509, la ligne sud-ouest du lot No. 509, les lignes sud-est des lots Nos 512, 515, 516 et 517, la ligne sud-ouest du lot No 517, son raccordement avec l'axe de la Rivière-Ouelle, le dit axe jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot No 522, le dit prolongement et la dite ligne, les lignes sud-est et sud-ouest du lot No 522, le prolongement de cette dernière jusqu'à l'axe de la Rivière-Ouelle et enfin le dit axe jusqu'au prolongement de la ligne séparative de la seigneurie de Rivière-Ouelle et du canton d'Ixworth;

Ixworth in the county of Kamouraska, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of Saint Pacôme in the fourth concession, lots Nos: 324, 327, 329, 331, 333, 433, 434, 438, parts of lots Nos. 442 and 444, lots Nos: 449, 456, 461, 464, 465, 466, parts of lots Nos: 470, 475, 479, 498 and 500, lots Nos. 503, 506, 509, 519, 527; in the 5th, 6th and 7th concessions, all the lots comprised between the northeast lines of lots Nos. 555, 673 and 782 and the line separating the Seigniorship of Rivière-Ouelle from the township of Ixworth, including the island of Lake Saint Pierre bearing No. 556 and the abutments of the 7th concession; and in the township of Ixworth, with reference to the official cadastre made for a part of the said township, all the lots in the 7th range comprised between the northeast line of lot No. 28 and the southwest line of lot No. 13a and all the lots in the 8th range comprised between the northeast line of lot No. 28c and the southwest line of lot No. 13, the limits of the said territory being described as follows: on the northwest, a broken line being composed of the following limitations and line: a line passing through the middle of Lake Saint Pierre from the prolongation of the northeast line of lot No. 555 to the southwestern extremity of the said lake, the northeast and southeast lines of lot No. 322, and the northwest lines of lots Nos. 324, 327, 329, 331, 333, the southwest line of lot No. 333, the divisional line of the 4th and 5th concessions from the last named line to the line separating lot No. 424 from lot 433, this last line, the northwest lines of lots Nos. 433 and 434, the line separating No. 431 from lot No. 438, the northwest line of lot No. 438, a line parallel to the southeast line of lot No. 442 and crossing the said lot, the divisional line of lots Nos. 442 and 444 from the last named line to the prolongation of the northwest line of lot No. 449, the said prolongation, the said line, the line separating lot No. 449 from lot No. 455, the northwest line of lot No. 456, the line separating lot No. 456 from lot No. 460, the northwest line of lot No. 461, the northeast and northwest lines of lot No. 464, the prolongation of this latter across lot No. 470 to the northeast side of the highway separating lots Nos. 470 and 475, the northeast side of the said highway running northwesterly for a distance of 4 arpents, 3 perches, 6 feet, a line crossing the said highway, the southwest side of the said highway running northwesterly for a distance of 4 arpents, 3 perches, 6 feet; from this last point, a line parallel to the southeast lines of lots Nos. 475 and 479 and crossing these two lots, the divisional line of lots Nos. 479 and 483 from the last named line to the southeast line of lot No. 483, the southeast lines of lots Nos. 483, 485 and 487, the northeast and northwest lines of lot No. 628, the northwest lines of lots Nos. 630 and 631, the prolongation of this latter across lots Nos. 498 and 500, the line separating lots Nos. 500 and 503 from the said prolongation to the northwest line of lot No. 503, the northwest lines of lots Nos. 503, 506 and 509, the southwest line of lot No. 509, the southeast lines of lots Nos. 512, 515, 516 and 517, the southwest line of lot No. 517, its junction with the axis of the Rivière Ouelle, the said axis to the prolongation of the northeast line of lot No 522 the said prolongation and the said line, the southeast and southwest lines of lot No. 522, the prolongation of this latter to the axis of Rivière-Ouelle and finally the said axis to the prolongation of the divisional line of the Seigniorship of Rivière-Ouelle and the township of Ixworth;

Au nord-est, le prolongement de la ligne nord-ouest du lot No 555 jusqu'au milieu du lac Saint-Pierre, la dite ligne, et les lignes nord-ouest des lots Nos 673 et 782 dans la seigneurie de Rivière-Ouelle et des lots 28 du 7ième rang et 28c du 8ième rang dans le canton d'Ixworth raccordés entre elles par des tronçons des lignes séparatives des 5ième et 6ième concessions et des 6ième et 7ième concessions de la seigneurie de Rivière-Ouelle et de la ligne nord-ouest du 7ième rang du canton d'Ixworth;

Vers le sud-est, la ligne séparative des 8ième et 9ième rangs du canton d'Ixworth depuis la ligne nord-est du lot No 28c du 6ième rang jusqu'à la ligne sud-ouest du lot No 13 du 8ième rang;

Au sud-ouest, les lignes sud-ouest des lots Nos 13 du 8ième rang et 13a du 7ième rang dans le canton d'Ixworth, la ligne séparative de la seigneurie de Rivière-Ouelle et du canton d'Ixworth et son prolongement jusqu'à l'axe de la Rivière-Ouelle; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, à être, quant à sa partie située dans la seigneurie de Rivière-Ouelle, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Pacôme et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Saint-Gabriel-Lallemant", à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce TREIZIEME jour de MAI, en l'année mil neuf cent trente-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

2285-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

On the northeast, the prolongation of the northwest line of lot No. 555 to the middle of Lake Saint Pierre, the said line, and the northwest lines of lots Nos. 673 and 782 in the Seigniorship of Rivière-Ouelle and lots 28 of the 7th range and 28c of the 8th range in the township of Ixworth joined one to the other by portions of the divisional lines of the 5th and 6th concessions and of the 6th and 7th concessions of the Seigniorship of Rivière-Ouelle and of the northwest line of the 7th range of the township of Ixworth;

Towards the southeast, the divisional line of the 8th and 9th ranges of the township of Ixworth from the northeast line of lot No. 28c of the 6th range to the southwest line of lot No. 13 of the 8th range;

On the southwest, the southwest lines of lots No. 13 of the 8th range and 13a of the 7th range of the township of Ixworth, the divisional line of the Seigniorship of Rivière-Ouelle and of the township of Ixworth and its prolongation to the axis of the Rivière-Ouelle; the said territory, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts thereof comprised within the above described limits, to be, as to its part situate in the Seigniorship of Rivière-Ouelle, detached from the municipality of the parish of Saint-Pacôme and erected into a separate municipality under the name of the "Municipality of Saint-Gabriel-Lallemant", from and after the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this THIRTEENTH day of MAY, in Our Lord one thousand nine hundred and thirty-nine and in the third year of Our Reign.

By command,

2286 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 3904. Dame Malvina Tétréault, épouse commune en biens de M. Arthur Maurice, industriel, des cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse; vs Arthur Maurice des cité et district de St-Hyacinthe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 mai 1939.

St-Hyacinthe, ce 23 mai 1939.
2337-o Le procureur de la demanderesse,
GAETAN SYLVESTRE.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe, Superior Court, No. 3904. Dame Malvina Tétréault, wife common as to property of Mr. Arthur Maurice, manufacturer, of the City and District of St-Hyacinthe, plaintiff; vs Arthur Maurice, of the City and District of St-Hyacinthe, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd of May, 1939.

St-Hyacinthe, May 23rd, 1939.
2338 GAETAN SYLVESTRE,
Attorney for the Plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentés, donné que la Compagnie "La Sarre Power Company Limited", corps politique incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, qui génère et distribue l'électricité dans le District de l'Abitibi, demande au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, la permission de construire un barrage au Rapide No 5 de la Rivière La Sarre, Canton La Sarre, paroisse Saint-André de la Sarre, Rang 9, lot 22, comté d'Abitibi.

Le barrage servira à alimenter une usine hydro-électrique qu'elle se propose de construire au pied du susdit rapide.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Terres et Forêts, de la Province de Québec, Service Hydraulique et copie des dits plans et devis a été déposée au bureau d'enregistrement à Amos, district d'Abitibi.

Québec, ce 12 mai 1939.

LA SARRÉ POWER COMPANY LIMITED
ZACHEE LANGLAIS, I.C.
2185-20-4-0 Ingénieur & Gérant.

La formation d'une société sous le nom de Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'Ouest de la Province de Québec, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du 10 mai 1939.

Le siège principal de la société est à Montréal.

JEAN BRUCHESI,
2287-0 Sous-secrétaire de la Province.

"J. J. JOUBERT, LIMITÉE"

Règlement M

Qu'il soit décrété que le règlement M actuellement devant cette assemblée, amendant la section (a) du règlement No 3 de la compagnie, tel qu'amendé par le règlement J et augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de sept à huit directeurs, soit il est par les présentes approuvé, ratifié et confirmé, et adopté comme un règlement de la compagnie.

Daté, ce dix mai 1939.

2315-0 Le secrétaire,
J.-A. MARTIN.

THE FORD TAVERN COMPANY

Avis est par les présentes donné que conformément à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "The Ford Tavern Company" corps légalement constitué en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec en date du 1er avril 1930, ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a passé un règlement pourvoyant à la distribution de ses biens entre ses actionnaires proportionnellement à leurs droits respectifs.

Montréal, le 23 mai 1939.

2339 Le secrétaire,
FRANK WRIGHT.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "La Sarre Power Company Limited", a body politic and corporate, having its head office in the City of Quebec, which generates and distributes electricity in the District of Abitibi, is making application to the Lieutenant-Governor in Council, for lease to build a dam over the Rapids No. 5 of the La Sarre River, Township of La Sarre, Parish of Saint André de la Sarre, Range 9, lot 22, County of Abitibi.

The dam will be used to feed the hydro-electric plant which it proposes to build at the foot of the aforesaid rapids.

The originals of the plans and specifications have been filed in the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec, Hydraulic Service and copy of the said plans and specifications have been filed in the Registry Office at Amos, district of Abitibi.

Quebec, May 12th, 1939.

LA SARRÉ POWER COMPANY LIMITED
ZACHEE LANGLAIS, C.E.
2186-20-4 Engineer and Manager.

The formation of an association under the name of "Syndicat Professionnel des Instituteurs Catholiques Ruraux de l'Ouest de la Province de Québec" for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province, under date of May 10th, 1939.

The principal place of business of the association is at Montreal.

2288 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"J. J. JOUBERT, LIMITÉE"

By-law M

Be it enacted that By-law M, actually before this meeting, amending Section (a) of By-law No. 3 of the company, as amended by By-law J and increasing the number of the Directors of the company from seven to eight Directors, be and it is hereby approved, ratified and confirmed, and adopted as a By-law of the company.

Dated May tenth, 1939.

2316 J. A. MARTIN,
Secretary.

THE FORD TAVERN COMPANY

Notice is hereby given in compliance with Section 81 of the Quebec Companies' Act, that The Ford Tavern Company, a body corporate, duly incorporated under the Quebec Companies' Act on April 1st, 1930, with its Head Office in the City of Montreal, has passed a by-law providing for the distribution of its assets among its Shareholders, in proportion to their respective rights.

Montreal, May 23rd, 1939.

2340-0 FRANK WRIGHT,
Secretary.

Bureaux-chefs

AVIS

Avis est, par le présent donné que la Compagnie de Biscuits Aetna Inc. a établi son bureau-chef au No 35, rue Sault-au-Matelot, en la Cité de Québec.

Québec, ce 19 mai, 1939.

COMPAGNIE DE BISCUITS AETNA INC.,
2289-o Par: (C. E. BOIVIN).

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Dome Exploration Company (Quebec) Limited" (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par Lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, en date du 3ème jour de mai 1939, et ayant son bureau principal à Bourlamaque, Québec, a établi son bureau à Bourlamaque, dans le canton de Bourlamaque, district d'Abitibi.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Bourlamaque, ce 15ème jour de mai 1939.

Le secrétaire,
2291 C.-C. CALVIN.

IDEAL ELECTRIC INC.

La compagnie "Ideal Electric Inc.", a son bureau-chef au No 705, rue Craig Ouest, Montréal, Canada.

Le secrétaire,
2293 D.-N. MENDELS.

"LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DE MINES & TRANSPORT DE CHIBOUGAMAU LIMITÉE"

Règlement No 3

"A partir du 5 mai 1939, le siège social de la compagnie sera à Roberval, dans le comté du Lac St-Jean, et la Province de Québec."

Daté à Roberval, le treizième jour de mai 1939.

Le secrétaire,
2317-o PAUL VALLEE.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du Commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Arlac Holdings, Limited", constituée en corporation par lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de juin 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Date du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Chief Offices

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Compagnie de Biscuits Aetna Inc." has established its head office at No. 35 Sault-au-Matelot Street, in the City of Quebec.

Quebec, May 19th, 1939.

COMPAGNIE DE BISCUITS AETNA INC.,
2290 Per C. E. BOIVIN.

Notice is hereby given that Dome Exploration Company (Quebec) Limited (No Personal Liability) a company incorporated by Letters Patent under The Quebec Mining Companies' Act on the 3rd day of May, 1939, and having its Head Office in Bourlamaque, Quebec, has established its office at Bourlamaque in the Township of Bourlamaque in the District of Abitibi.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Bourlamaque, this 15th day of May, 1939.

C. C. CALVIN,
2292-o Secretary.

IDEAL ELECTRIC INC.

Ideal Electric Inc. has its head office at No. 705 Craig Street West, Montreal, Canada.

D. N. MENDELS,
2294-o Secretary

"LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DE MINES & TRANSPORT DE CHIBOUGAMAU LIMITÉE"

By-law No. 3

From and after the 5th of May, 1939, the head office of the company will be at Roberval, in the County of Lake St. John and the Province of Quebec.

Dated at Roberval, this thirteenth day of May, 1939.

PAUL VALLEE,
2318 Secretary.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the same Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Arlac Holdings, Limited", incorporated by supplementary letters patent dated the sixth day of June, 1936.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Canadian Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour de juin 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cie Harricana Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'avril 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Julien & Jacob Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de janvier 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie de Bas Comfort Limitée—Comfort Hosiery Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour de juillet 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the same Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Canadian Holdings Limited", incorporated by letters patent dated the seventh day of June, 1927.

Notice is also given that from and after the 13th day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General have been pleased to accept the surrender of the company "Cie Harricana Limitée", incorporated by letters patent dated twenty-sixth day of April, 1935.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of May, 1939, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General have been pleased to accept the surrender of the company "Julien & Jacob Limitée" incorporated by letters patent dated eleventh day of January, 1927.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Bas Comfort Limitée—Comfort Hosiery Ltd.", incorporated by letters patent dated the seventh day of July, 1928.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lamothe Mines Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de septembre 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Noorduyn Aircraft Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Premier Marble & Tile Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Read-Authier Mine, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General have been pleased to accept the surrender of the company "Lamothe Mines Limited", incorporated by letters patent dated sixteenth day of September, 1933.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of May, 1939, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General have been pleased to accept the surrender of the company "Noorduyn Aircraft Limited" incorporated by letters patent dated the fourth day of June, 1935.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Premier Marble & Tile Company", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of October, 1933.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney-General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Read Authier Mine, Ltd.", incorporated by letters patent dated the sixth day of November, 1928.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Renardière St. Léonard Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rex Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du douzième jour de septembre 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Richmont Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de mai 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ultra Chemical Co. Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de novembre 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur-général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the same Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Renardière St. Léonard Limitée", incorporated by letters patent dated the ninth day of October, 1934.

Notice is also given that from and after the 13th day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the same Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rex Realities Limited", incorporated by letters patent dated the twelfth day of September, 1930.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Richmont Company Limited", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of May, 1929.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the company "Ultra-Chemical Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the eleventh day of November, 1931.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "United-Carr Fastener (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du onzième jour de mai 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur-général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "United-Carr Fastener (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the eleventh day of May, 1934.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of May, 1939, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Zenith Tire & Repair Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juillet 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du treizième jour de mai 1939, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1939.

2313-o EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Zenith Tire & Repair Co. Limited", incorporated by letters patent dated nineteenth day of July, 1932.

Notice is also given that from and after the thirteenth day of May, 1939, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1939.

2314 EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

No 1315-33

Québec, le 13 mai, 1939.

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice dans le comté de St-Jean, de manière à ce que les dites limites sud soient bornées par la ligne Axiale passant de l'est à l'ouest entre les deux voies principales du P. C., à l'ouest, au nord et à l'est par les limites actuelles de la cité de St-Jean. Cette modification de limites est faite en vue de favoriser le partage des taxes de la compagnie ci-dessus mentionnée en parts à peu près égales entre les deux corporations scolaires intéressées.

2231-20-2-o

No 1085-38

Québec, le 13 mai 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Marguerite, dans le comté de Dorchester, les lots Nos 995 à 1010 inclusivement tous du cadastre officiel de Ste-Marie, et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie-de-Beauce.

2233-20-2-o

No 574-39

Québec, 12 mai 1939.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Joubert, dans le comté de Matapédia, en celui de "La municipalité scolaire de Ste-Paule".

2235-20-2-o

Department of Public Instruction

No. 1315-33

Quebec, May 13th, 1939.

Application is made to change the limits of the School Municipality of Notre-Dame-Auxiliatrice, in the County of St-Jean, so that the said southern limits be bounded by the axis line running from east to west between the two main railway lines of the C. P., on the west, north and east, by the actual limits of the Town of St-Jean. The said alteration to the limits is made for the purpose of favouring the sharing of the taxes of the hereinabove mentioned company into about equal shares between the two interested school corporations.

2232-20-2

No. 1085-38

Quebec, May 13th, 1939.

Application is made to detach from the School Municipality of Ste-Marguerite, in the County of Dorchester, lots Nos. 995 to 1010 inclusively, all of the official cadastre for Ste-Marie, and to annex the same to the School Municipality of Ste-Marie-de-Beauce.

2234-20-2

No. 574-39

Quebec, May 12th, 1939.

Application is made to change the name of the School Municipality of Joubert, in the County of Matapédia, to that of "The School Municipality of Ste-Paule".

2236-20-2

No 1243-38

Québec, le 16 mai 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Michel-de-Beauport", dans le comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Borné vers l'est par une ligne partant du point extrême nord de la paroisse de Beauport, suivant la limite nord-est de cette paroisse jusqu'à la limite est du lot No 358, suivant ladite ligne sur une longueur de 75 arpents, allant ensuite vers le sud-ouest et directement jusqu'à l'extrémité est de la ligne de séparation entre les concessions St-Joseph et St-Michel, suivant ladite ligne jusqu'à la limite ouest du lot 804. Vers l'ouest par la limite ouest des lots Nos 804, 917, 915, 1020, 1189, 1333, 1454. Vers le nord, par la ligne de division entre la municipalité de la paroisse de St-Dustan du Lac Beauport et la municipalité de la paroisse de Beauport et aussi par la ligne de division entre la municipalité de la paroisse de Ste-Brigitte-de-Laval et la municipalité de la paroisse de Beauport.

La partie à être détachée de la municipalité de St-Michel de Beauport, se compose des lots Nos 803, 804, et une partie du lot No 1509 (C.N.R.).

Toute la balance du territoire devra être détachée de la municipalité scolaire de Beauport.

2237-20-2-o

No. 1243-38

Quebec, May 16th, 1939.

Application is made to erect into a separate school Municipality under the name of "The School Municipality of St-Michel-de-Beauport", in the County of Quebec, the territory hereinafter described, namely:

Bounded on the east by a line starting from the extreme northern point of the parish of Beauport, following the northeast limit of the said parish to the east limit of lot No. 358, following the said line for a length of 75 arpents, then running southwesterly and directly to the extreme east of the divisional line between the St-Joseph and St-Michel concessions, following the said line to the west limit of lot 804. On the west by the west limit of lots Nos. 804, 917, 915, 1020, 1189, 1333, 1454. Towards the north by the divisional line between the municipality of the parish of St-Dustan du Lac Beauport and the Municipality of the parish of Beauport and also by the divisional line between the Municipality of the parish of Ste-Brigitte-de-Laval and the Municipality of the parish of Beauport.

The part to be detached from the Municipality of St-Michel de Beauport, comprises lots Nos. 803, 804, and a part of lot No. 1509 (C.N.R.).

All the balance of the territory to be detached from the School Municipality of Beauport.

2238-20-2

No. 391-33

Quebec, le 16 mai 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Taschereau-Fortier", dans le comté de Dorchester, le territoire suivant:

Les lots du cadastre officiel de Ste-Marie portant le No 748 moins les parties de ce lot appartenant à Isidore Deblois; les lots 750, 751, 755, 758, 759, 763, 764, 769, 770, 772, 773, 777, 779, 780.

Les lots du cadastre officiel de St-Isidore portant les nos 374 à 388 inclusivement, 569 à 583 inclusivement.

Les lots du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie portant les Nos 778, 776, 775, 774, 771, 768, 766, 767, 765, 761, 762, 760, 757, 756, 754, 752, 753, 749, 724 moins une partie de ce terrain mesurant 238 pieds par 222 pieds situé au sud-ouest dudit lot; 703 à 714 inclusivement, 698, 699A, 700 à 702 inclusivement.

Les lots du cadastre officiel de St-Bernard, 1 à 19 inclusivement, le lot No 20 moins la partie de ce lot appartenant à madame E. Arseneault et mesurant 300 x 110 pieds qui est la pointe nord dudit lot, au sud-est, du pont de la rivière Chaudière borné au sud par le terrain de M. Jos. Vachon et au nord par celui de Mme Alph. Lamontagne. Les lots 21 à 36 inclusivement, 38 à 52 inclusivement. La partie du lot 53 appartenant à Gaud. Brousseau. Tout le territoire ci-dessus décrit sera détaché de la municipalité de St-Maxime-de-Scott, dans le comté de Dorchester.

2239-20-2-o

No. 391-33

Quebec, May 16, 1939.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Taschereau-Fortier", in the county of Dorchester, the following territory:

The lots of the official cadastre of Ste-Marie, bearing No. 748 less the parts of the said lot belonging to Isidore Deblois; lots 750, 751, 755, 758, 759, 763, 764, 769, 770, 772, 773, 777, 779, 780.

The lots of the official cadastre of St-Isidore bearing Nos. 374 to 388 inclusively, 569 to 583 inclusively.

The official cadastral lots of the parish of Ste-Marie bearing Nos. 778, 776, 775, 774, 771, 768, 766, 767, 765, 761, 762, 760, 757, 756, 754, 752, 753, 749, 724 less a part of the said lot of land measuring 238 feet x 222 feet situate southwest of the said lot; 703 to 714 inclusively, 698, 699A, 700 to 702 inclusively.

The lots of the official cadastre of St-Bernard, 1 to 19 inclusively, lot No. 20 less the part of the said lot belonging to Mrs. E. Arseneault and measuring 300 x 110 feet which is the north point of the said lot southeast of the bridge of the Chaudière River bounded on the south by the land of Mr. Jos. Vachon and on the north by that of Mrs. Alph. Lamontagne. Lots 21 to 36 inclusively, 38 to 52 inclusively. The part of lot 53 belonging to Gaud. Brousseau. All the territory above described to be detached from the Municipality of St-Maxime-de-Scott, in the County of Dorchester.

2240-20-2

No 201-91.

Québec, le 22 mai, 1939.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* du 19 mai courant, concernant la municipalité scolaire de St-Etienne-de-Chelsea, dans la 6ème ligne, il faut lire 22 au lieu de 20.

2345-o

No. 201-91.

Quebec, May 22nd, 1939.

ERRATUM

In the notice published in the *Official Gazette* of the 19th of May instant, respecting the School Municipality of St-Etienne-de-Chelsea, in the 6th line, please read 22 instead of 20.

2346

No 502-39.

Québec, le 19 mai, 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, comté de Frontenac, les lots 18 à 36 inclusivement du rang I du canton de Chesham et de les annexer à la municipalité scolaire de Val-Racine, même comté.

2343-21-2-o

No. 502-39.

Quebec, May 19th, 1939.

Application is made to detach from the School Municipality of Notre-Dame-des-Bois-de-Chesham, County of Frontenac, lots 18 to 36 inclusively of Range I of the Township of Chesham and to annex the same to the School Municipality of Val-Racine, same County.

2344-21-2

Soumissions

Province de Québec

Ville d'Iberville

SOUMISSIONS POUR OBLIGATIONS

La ville d'Iberville demande des soumissions pour la vente de \$35,000. d'obligations datées du 1er juillet, 1939, portant intérêt au taux de 4% par an, payable semi-annuellement les 1er janvier et juillet de chaque année, échéant en séries, du 1er juillet 1940 au 1er juillet 1954 inclusivement. Capital et intérêt payables à la Banque Canadienne Nationale à Iberville ou au bureau-chef, de cette dite banque à Montréal. Cette émission est faite en vertu d'un règlement de la ville d'Iberville portant le No 161 et d'une résolution de la ville d'Iberville, en date du 3 mars 1939, le tout ratifié par la Législature provinciale le 28 avril 1939.

Toute soumission devra être mise dans une enveloppe scellée et marquée "soumission pour obligations" et adressée au soussigné le ou avant le 15ème jour de juin 1939 à 4 heures p.m. Ces soumissions seront ouvertes par le conseil en séance qui sera tenue le 16 juin 1939 à 7.30 p.m.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque égal à un pour cent du montant de l'emprunt.

La ville d'Iberville ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Iberville, P.Q., ce 19ème jour de mai 1939.

Le secrétaire-trésorier,

2295-o

J. R. COURTEMANCHE.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues au bureau du soussigné, 41, 4ième Rue, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mardi le treizième jour de juin 1939, pour l'achat d'une émission d'obligations des Commissaires d'Écoles de la cité de Shawinigan Falls, datées du 1er mai 1939, capital remboursable en séries du 1er mai 1940 au 1er mai 1969, au montant de cent soixante-cinq mille piastres (\$165,000.), portant intérêt au taux de quatre pour cent (4%) l'an, payable semi-annuellement le premier mai et le premier novembre de chaque année, émise en vertu d'une résolution passée le 8 mars 1939 et dûment approuvée suivant la loi.

Le capital et les intérêts semi-annuels seront payables au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec ou à Shawinigan Falls. Les dites obligations seront de la dénomination de cinq cents et mille piastres chacune, et pourront être enrégistrées quant au capital.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Tenders

Province of Quebec

Town of Iberville

TENDERS FOR BONDS

The town of Iberville is calling tenders for the sale of \$35,000. of bonds dated July 1st, 1939, bearing interest at the rate of 4% per year, payable semi-annually on the 1st of January and July each year, maturing in series, from 1st July 1940 to 1st July 1954 inclusively. Capital and interest payable at La Banque Canadienne Nationale at Iberville or at the head office of that said bank in Montreal. These bonds are issued in virtue of a by-law of the town of Iberville bearing No. 161 and a resolution of the council of the town of Iberville dated March 3rd 1939, same ratified by the provincial legislature, April 28th, 1939.

Tenders must be enclosed in a sealed envelope marked "tender for bonds" and addressed to the undersigned on or before the 15th day of June 1939, at 4 o'clock, p.m. Tenders shall be opened at a meeting of the said council which will be held on the 16th day of June 1939 at 7.30 p.m.

Tenders must be accompanied by an accepted check equal to one per cent of the amount of the loan.

The town of Iberville does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Iberville, P.Q., this 19th day of May 1939.

J. R. COURTEMANCHE,

2296-o

Secretary-Treasurer.

SCHOOL MUNICIPALITY OF SHAWINIGAN FALLS

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received at the office of the undersigned, No. 41, 4th Street, until five o'clock p.m., Tuesday, June thirteenth, 1939, for the purchase of an issue of bonds of the school commissioners of the city of Shawinigan Falls, dated May 1st 1939, capital redeemable serially from May 1st 1940 to May 1st 1969, for an amount of one hundred and sixty-five thousand dollars, (\$165,000.) bearing interest at the rate of four per cent (4%) per annum, payable semi-annually on the first of May and the first of November of each year, made in virtue of a resolution passed on March 8th 1939 and duly approved according to law.

The capital and the semi-annual interest will be payable at the office of the Banque Canadienne Nationale at Montreal, Quebec or Shawinigan Falls. The said bonds will be issued in denominations of \$500.00 and \$1,000.00 each, and may be registered as to capital.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Le tableau d'échéances des obligations sera fourni sur demande au soussigné ainsi que tout autre renseignement.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance publique des dits commissaires, le 13 juin 1939, à huit heures du soir, au lieu ordinaire des séances.

La commission scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan Falls, le 16 mai 1939.

Le secrétaire-trésorier,
J.-O.-S. BRUNET.

2297-0

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The schedule of maturities of the bonds will be furnished on request by the undersigned as well as any other information.

The tenders will be opened and considered at a public meeting of the said commissioners, June 13th 1939, at eight o'clock p.m., at the usual meeting place.

The school commissioners reserve their right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Shawinigan Falls, May 16th, 1939.

J. O. S. BRUNET,
Secretary-Treasurer.

2298-0

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec. Cour Supérieure. (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de Napoléon Gosselin, propriétaire de taxi, St-Léon de Standon, Qué., débiteur.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-HUIT JUIN 1939, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Léon de Standon, comté de Dorchester, l'actif de cette faillite comme suit:

Item A.—Ingrédient servant à la fabrication de poudre médicinale pour animaux, Env. \$50.00.

Item B.—Créance, un billet promissoire, \$75.00.

Item C.—Un emplacement contenant 63 pieds de largeur en front et 87 pieds de largeur en arrière, par 230 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, faisant partie du lot numéro trois cent-trois (Ptie 303) du cadastre officiel de St-Léon de Standon, Dorchester, avec les bâtisses; borné ledit emplacement en front au chemin public, au nord-est à Donat Mathieu, au nord-ouest à Henri Gosselin et au sud-est à Jos. Roy f. Marcel.

Les item A, B et C seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

L'Item C est offert en vente conformément aux articles sept cent-seize et sept cent dix-sept du C.P.C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titre, certificat et toutes informations concernant cette vente peuvent être obtenus en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, Qué., le 23 mai 1939.

Les syndics,

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux:

111, côte de la Montagne,

Québec.

2341-21-2-0

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of Napoléon Gosselin, taxi-owner, St. Léon de Standon, Que., debtor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH of JUNE, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, Standard Time, the assets in this Estate shall be sold by public auction at the parochial church door of St-Léon de Standon, County of Dorchester, as follows:

Item A.—Ingredient used in the manufacturing of a medicinal powder by animals, about: \$50.00.

Item B.—Credit, a promissory note, \$75.00.

Item C.—An emplacement measuring 63 feet in width in front and 87 feet in width in rear, by 230 feet in depth, the whole more or less, forming part of lot number three hundred and three (Pt. 303) of the official cadastre for St-Léon de Standon, Dorchester, with the buildings; said emplacement bounded in front by the public road, on the northeast by Donat Mathieu, on the northwest by Henri Gosselin and on the southeast by Jos. Roy, son of Marcel.

Items A, B and C shall be offered for sale to the highest and last bidder.

Item C is offered for sale pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P. and also to article forty-five of the Bankruptcy Act; this sale shall have the effect of a sheriff's sale.

The title, certificate and any information respecting said sale may be obtained by applying to the offices of the undersigned trustees.

Conditions of Sale: Cash.

Québec, Que., May 23rd, 1939.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices:

111 Mountain Hill,

Québec.

2342-21-2

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec—District de Roberval

CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE ST-AUGUSTIN

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, Alias Harvey, délégué spécial que la Commission Municipale de Québec, par un

Sales for municipal taxes

Province of Quebec—District of Roberval

MUNICIPAL CORPORATION OF THE PARISH OF ST. AUGUSTIN

Notice is hereby given by the undersigned Alias Harvey, Special Delegate, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated May

arrêté en date du 9 mai 1939, a ordonné au sous-signé conformément aux dispositions de l'article 46-a de la loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il est dû des taxes générales ou spéciales, municipales, scolaires ou répartitions d'église à moins que les dites taxes ou cotisations d'église ne soient payées avant le jour fixé pour la vente, et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés, seront vendus par encan public dans la salle publique paroissiale étant le lieu ordinaire des assemblées, MERCREDI le QUATORZIEME jour de JUN mil neuf cent trente-neuf à DIX heures de l'avant-midi pour taxes dues tel que plus haut mentionné.

9th, 1939, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables whereon are due general or special, municipal or school taxes or church apportionments, unless the said taxes or church apportionments be paid before the day fixed for the sale and that consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned shall be sold by public auction in the parochial hall, being the ordinary meeting place, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, nineteen hundred and thirty nine, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes due as above mentioned:

Nom du Propriétaire Name of Proprietor	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Canton Township
1—Antoine Bergeron & Isidore Tremblay.....	46	4	Dalmas
Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 46 (quarante-six) pour le rang 4 (Quatre) du canton de Dalmas de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie. Sauf à distraire les privilèges et servitudes de La Saguenay Transmission ou représentants.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 46 (forty-six) of Range 4 (four) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area. Save to be deducted the privileges and servitudes of the Saguenay Transmission or representatives.			
2—Joseph Dufour & Isidore Forgues.....	48	4	Dalmas
Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 48 (Quarante-Huit) pour le rang 4 (Quatre) du canton de Dalmas de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 48 (forty-eight) of Range 4 (four) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area.			
3—Joseph Simard fils de son of Philippe.....	51	4	Dalmas
Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval étant et comprenant, le lot de terre connu et désigné sous le No 51 (Cinquante-et-un) pour le rang 4 (Quatre) du canton de Dalmas de la contenance d'environ 100 (cent) acres de terre en superficie.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 51 (fifty-one) of Range 4 (four) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area.			
4—Joseph Goulet.....	21	5	Dalmas
Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 21 (Vingt-et-un) pour le rang 5 (Cinq) du canton de Dalmas de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie. Avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. Sauf à distraire les servitudes et privilèges de La Saguenay Transmission ou représentants.—A farm, being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 21 (twenty-one) of Range 5 (five) of the Township of Dalmas—containing about 100 (one hundred) acres of land in area with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save to be deducted the servitudes and privileges of the Saguenay Transmission or representatives.			
5—Joseph Goulet.....	Ptie-Pt ½22 Ouest-West	5	Dalmas
Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant la partie ½ Ouest (demi ouest) du lot de terre connu et désigné sous le No 22 (Vingt-deux) pour le rang 5 (Cinq) du canton de Dalmas, d'une contenance d'environ 50 (Cinquante) acres de terre en superficie, et borné au Nord par le chemin de front à l'Est par le terrain de la ½ (demi) 22 (Vingt-deux) au Sud par le Trait-Carré des rangs 4 et 5 à l'Ouest par la ligne de séparation du lot 21 (Vingt-et-un). Sauf à distraire les servitudes et privilèges de La Saguenay Transmission ou représentants.—A farm, being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising the west ½ part (west half) of that lot of land known and designated under No. 22 (twenty-two) of Range 5 of the Township of Dalmas, containing about 50 (fifty) acres of land in area, and bounded on the north by the front road, on the east by the land of ½ (one half) 22 (twenty-two), on the south by the "trait-carré" of Ranges 4 and 5, on the west by the division line of lot 21 (twenty-one). Save to be deducted the servitudes and privileges of the Saguenay Transmission or representatives.			
6—Mme-Mrs. Welley Fortin & Dr. Evariste Lamy.....	23	5	Dalmas
Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 23 (Vingt-trois) pour le rang 5 (Cinq) du canton de Dalmas de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie, avec bâtisses. Sauf à distraire les servitudes et privilèges de La Saguenay Transmission ou représentants.—A farm, being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 23 (twenty-three) of Range 5 (five) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area, with buildings; Save to be deducted the servitudes and privileges of The Saguenay Transmission or representatives.			
7—Joseph Goulet.....	27	5	Dalmas
Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 27 (Vingt-sept) pour le rang 5 (Cinq) du canton de Dalmas, de la contenance 100 (Cent) acres de terre en superficie.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 27 (twenty-seven) of Range 5 (five) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area.			

Nom du propriétaire Name of Proprietor	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Canton Township
8—Achille Roy & Auguste Roy Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 26 (Vingt-six) pour le rang 6 (Six) du canton de Dalmas, de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie, avec bâtiesse dessus construites circonstance et dépendances. Sauf à distraire l'emplacement de l'école No 3 de la contenance d'environ 100 Pds. (cent pieds) par 88 Pds (Quatre-vingt-huit pieds), borné au Nord et à l'Ouest au lot No 26 au Sud au chemin de front et à l'Est à la balance de l'emplacement situé sur le No 27 (vingt-sept).—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 26 (twenty-six) of Range 6 (six), of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save to be deducted the emplacement of School No. 3, measuring about 100 ft. (one hundred feet) by 88 ft. (eighty-eight feet), bounded on the north and west by lot No. 26, on the south by the front road, and on the east by the residue of the emplacement situate on No. 27 (twenty-seven).	26	6	Dalmas
9—Mtre Goulet Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 31 (Trente-et-un) pour le rang 6 (Six) du canton de Dalmas, de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie, avec bâtiesse dessus construites circonstances et dépendances.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 31 (thirty-one) of Range 6 (six) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.	31	6	Dalmas
10—Ludger Tremblay Un emplacement sis et situé en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant la partie du lot 37 (Trente-sept) pour le rang 6 (Six) du canton de Dalmas, de la contenance d'environ 75 Pds (Soixante-et-quinze) de largeur au sud, et de 125 (Cent-vingt-cinq) pieds de longueur, en pointe, borné au Nord à la route du rang 7 (sept) au Sud par l'emplacement de M. Xavier Tremblay, à l'Est à la route du rang 7 (sept), à l'Ouest à la balance du lot 37 (Trente-sept).—An emplacement being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising part of lot 37 (thirty-seven) of Range 6 (six) of the Township of Dalmas, measuring about 75 ft. (seventy-five feet) in width on the south and 125 ft. (one hundred and twenty-five feet) in width, in a point, bounded on the north by the road of Range 7 (seven) on the south by the emplacement of Mr. Xavier Tremblay, on the east by the road of Range 7 (seven) on the west by the residue of lot 37 (thirty-seven).	Ptie-Pt. 37	6	Dalmas
11—Stanley Bilodeau Une ferme sise et située en la paroisse de St-Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 44 (Quarante-quatre) pour le rang 6 (Six) du canton de Dalmas, de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie, avec bâtiesse dessus construites, circonstances et dépendances.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 44 (forty-four) of Range 6 (six) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.	44	6	Dalmas
12—Joseph Côté, fils de son of Médard Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 30 (Trente) pour le rang 7 (Sept) du canton de Dalmas, de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie, avec bâtiesse dessus construites.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 30 (thirty) of Range 7 (seven) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area—with buildings thereon erected.	30	7	Dalmas
13—Ludger Tremblay Une ferme sise et située en la paroisse de St. Augustin, Comté de Roberval, étant et comprenant le lot de terre connu et désigné sous le No 42 (Quarante-deux) pour le rang 7 (Sept) du canton de Dalmas, de la contenance d'environ 100 (Cent) acres de terre en superficie, avec bâtisse.—A farm being and situate in the Parish of St. Augustin, County of Roberval, being and comprising that lot of land known and designated under No. 42 (forty-two) of Range 7 (seven) of the Township of Dalmas, containing about 100 (one hundred) acres of land in area—with a building.	42	7	Dalmas

Donné en la paroisse de St-Augustin ce onzième jour de mai mil neuf cent trente neuf.

Dated in the parish of St. Augustin, this eleventh day of May, nineteen hundred and thirty nine.

Le délégué spécial,
2179-20-2-0 ALIAS HARVEY.

ALIAS HARVEY,
Special Delegate.

Province de Québec

Province of Quebec

COMTÉ DES ILES DE LA MADELEINE

COUNTY OF MAGDALEN ISLANDS

Avis public est par les présentes donné par le soussigné A.-J. Painchaud, secrétaire-Trésorier du comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique au Palais de justice, à Havre-Aubert, MERCREDI, le CINQUIEME jour de JUILLET, mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned A. J. Painchaud, Secretary-Treasurer of the county of Magdalen Islands, that the immovables hereafter mentioned will be sold by public auction at the Court House at Havre-Aubert, WEDNESDAY, the FIFTH day of JULY, nineteen hundred and thirty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, for Municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

Dans la municipalité de l'Etang-du-Nord.

Comme appartenant à Veuve Olive Deraspe et Succession Azade Aucoin, indivis, lots de terre connu au cadastre de l'Île Grindstone, sous la subdivision 723 du lot No 250, contenant quatre acres et le lot No 249, contenant quatre acres.

Taxes municipales.....	\$ 24.63
Taxes scolaires.....	45.92
	<hr/>
	\$ 70.55

Comme appartenant à Veuve Paul Bourque et Alphonse Bourque, indivis, lots de terre connus au cadastre de l'Île Grindstone, sous la subdivision 539 du lot 52, mesurant 96 pieds par 312 pieds, la subdivision 16 du lot 40 contenant un acre et demi et trente et une perches, partie du lot 139, contenant deux acres, le lot No 146.

Taxes municipales.....	\$ 44.98
Taxes scolaires.....	53.91
	<hr/>
	\$ 98.89

Comme appartenant à Stanislas Bouffard, deux lots de terre connus au même cadastre, sous la subdivision 680 du lot No 45, contenant quatre acres, la subdivision 726 du lot No 59, contenant six acres une vergée et quatorze perches.

Taxes municipales.....	\$ 18.85
Taxes scolaires.....	22.04
	<hr/>
	\$ 40.89

Comme appartenant à Succession Edouard Alex. Cyr, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 142, du lot No 214 contenant neuf acres.

Taxes municipales.....	\$ 36.39
Taxes scolaires.....	41.94
	<hr/>
	\$ 78.33

Comme appartenant à Succession Azade A. Cyr, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie de la subdivision 142 du lot No 214 contenant neuf acres.

Taxes municipales.....	\$ 35.91
Taxes scolaires.....	27.17
	<hr/>
	\$ 63.08

Comme appartenant à Bertha Cormier, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot No 7 et contenant trois acres.

Taxes municipales.....	\$ 5.66
Taxes scolaires.....	9.17
	<hr/>
	\$ 14.83

Comme appartenant à Adéline Cormier, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot No 7 et contenant trois acres en superficie.

Taxes municipales.....	\$ 5.66
Taxes scolaires.....	9.17
	<hr/>
	\$ 14.83

Comme appartenant à Veuve Alcide Cormier, un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot No 7 contenant 1½ acre.

Taxes municipales.....	\$ 3.10
Taxes scolaires.....	5.02
	<hr/>
	\$ 8.12

Comme appartenant à Veuve Casimir Harvie, un lot de terre connu au même cadastre comme

In the Municipality of Etang-du-Nord.

As belonging to Widow Olive Deraspe and Succession Azade Aucoin, undivided, lots of land known of the cadastre for Grindstone Island, under the subdivision 723 of the lot No. 250, containing four acres and lot No. 249, containing four acres.

Municipal taxes.....	\$ 24.63
School taxes.....	45.92
	<hr/>
	\$ 70.55

As belonging to Widow Paul Bourque and Alphonse Bourque, undivided, lots of land known on the Cadastre for Grindstone Island, under the subdivision 539 of the lot No. 52 measuring 96 feet by 312 feet, the subdivision 16 of the lot No. 40, containing one acre and a half and thirty one perches, part of the lot 139, containing two acres, the lot No. 146.

Municipal taxes.....	\$ 44.98
School taxes.....	53.91
	<hr/>
	\$ 98.89

As belonging to Stanislas Bouffard, two lots of land known on the same cadaster, under the subdivision 680 of the lot No. 45, containing four acres, the subdivision 726 of the lot No. 59, containing six acres, one rood and fourteen perches.

Municipal taxes.....	\$ 18.85
School taxes.....	22.04
	<hr/>
	\$ 40.89

As belonging to Succession Edouard Alex. Cyr, one lot of land known on the same cadaster under the subdivision 142 of the lot No. 214, containing nine acres.

Municipal taxes.....	\$ 36.39
School taxes.....	41.94
	<hr/>
	\$ 78.33

As belonging to Succession Azade A. Cyr, one lot of land known on same cadaster as part of subdivision 142 of lot No. 214 containing nine acres.

Municipal taxes.....	\$ 35.91
School taxes.....	27.17
	<hr/>
	\$ 63.08

As belonging to Bertha Cormier one lot of land known on same cadaster as part of lot 7 containing three acres.

Municipal taxes.....	\$ 5.66
School taxes.....	9.17
	<hr/>
	\$ 14.83

As belonging to Adéline Cormier, one lot of land known on same cadaster as part of lot 7 containing three acres.

Municipal taxes.....	\$ 5.66
School taxes.....	9.17
	<hr/>
	\$ 14.83

As belonging to Widow Alcide Cormier, one lot of land known on same cadaster as part of lot 7 containing 1½ acre.

Municipal taxes.....	\$ 3.10
School taxes.....	5.02
	<hr/>
	\$ 8.12

As belonging to Widow Casimir Harvie, one lot of land known on same cadaster as part of lot

faisant partie du lot No 294 et contenant trois acres, trois vergées et vingt-huit perches.	294 and containing three acres, three roods and twenty-eight perches.
Taxes municipales..... \$ 10 51	Municipal taxes..... \$ 10 51
Taxes scolaires..... 16 40	School taxes..... 16 40
\$ 26 91	\$ 26 91
Comme appartenant à François Harvie un lot de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot subdivision 324 du lot No 214 et contenant deux acres.	As belonging to François Harvie one lot of land known on same cadaster as part of subdivision 324 of lot 214 containing two acres.
Taxes municipales..... \$ 4 77	Municipal taxes..... \$ 4 77
Taxes scolaires..... 5 31	School taxes..... 5 31
\$ 10 08	\$ 10 08
Comme appartenant à Fidèle LeBlanc un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 763 du lot No 60 et contenant dix-sept acres.	As belonging to Fidèle LeBlanc, one lot of land known on same cadaster under the subdivision 763 of lot No. 60 containing seventeen acres.
Taxes municipales..... \$ 29 11	Municipal taxes..... \$ 29 11
Taxes scolaires..... 53 53	School taxes..... 53 53
\$ 82 64	\$ 82 64
Comme appartenant à Succession Ulphram Migneau, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision 529 du lot No 215 et contenant cinq acres.	As belonging to Succession Ulphram Migneau one lot of land known on same cadaster under the subdivision 529 of lot 215 containing five acres.
Taxes municipales..... \$ 4 78	Municipal taxes..... \$ 4 78
Taxes scolaires..... \$ 7 55	School taxes..... 7 55
\$ 12 33	\$ 12 33
Comme appartenant à Succession Jean Nadeau deux lots de terre connu au même cadastre comme faisant partie du lot No 175 contenant onze acres trois vergées vingt perches, et partie du lot No 173-a contenant six acres trois vergées et vingt perches.	As belonging to Succession John Nadeau two lots of land known on same cadaster as part of lot No. 175 containing eleven acres, three roods and twenty perches, and part of lot No. 173-A containing six acres three roods and twenty perches.
Taxes municipales..... \$ 30 43	Municipal taxes..... \$ 30 43
Taxes scolaires..... 43 07	School taxes..... 43 07
\$ 73 50	\$ 73 50
Comme appartenant à William Petitpas deux lots de terre connu au même cadastre sous la subdivision 618 du lot No 98-A contenant un acre, et subdivision 621 du lot No 304 contenant deux acres trois vergées.	As belonging to William Petitpas two lots of land known on same cadaster under the subdivision 618 of lot No. 98-A containing one acre, and subdivision 521 of the lot No. 304 containing two acres three roods.
Taxes municipales..... \$ 11 87	Municipal taxes..... \$ 11 87
Taxes scolaires..... 19 65	School taxes..... 19 65
\$ 31 52	\$ 31 52
Comme appartenant à Philippe Petitpas deux lots de terre connu au même cadastre sous la subdivision 620 du lot No 98-A contenant un acre et la subdivision 623 du lot No 304 contenant deux acres trois vergées.	As belonging to Philippe Petitpas two lots of land known on same cadaster under the subdivision 620 of lot No. 98-A containing one acre and the subdivision 623 of lot No. 304 containing two acres three roods.
Taxes municipales..... \$ 14 94	Municipal taxes..... \$ 14 94
Taxes scolaires..... 7 92	School taxes..... 7 92
\$ 22 86	\$ 22 86
Comme appartenant à Succession Jean Turbide deux lots de terre connu au même cadastre sous la subdivision 149 du lot No 214 contenant cinq acres et la subdivision 68 du lot No 299 contenant cinq acres.	As belonging to Succession John Turbide two lots of land known on same cadaster under the subdivision 149 of lot 214 containing five acres and subdivision 68 of lot No. 299 containing five acres.
Taxes municipales..... \$ 23 27	Municipal taxes..... \$ 23 27
Taxes scolaires..... 24 43	School taxes..... 24 43
\$ 47 70	\$ 47 70
Comme appartenant à Alphonse Petitpas et autres, six lots de terre connus au même cadastre comme suit: Subdivision 475 du lot 75, cinq acres, Subdivision 619 du lot 98-b, un acre, Subdivision 622 du lot 304, 2 3/4 acres, le lot No 96, contenant 15 1/4 acres, le lot 317 contenant 5 1/4 acres, le lot 317-a contenant 5 1/4 acres.	As belonging to Alphonse Petitpas and others, six lots of land known on same cadaster as follows: subdivision 475 of lot 75, five acres, subdivision 619 of lot 98-b, one acre, subdivision 622 of lot 304, 2 3/4 acres, the lots No. 96 containing 15 1/4 acres, the lot No. 317 containing 5 1/4 acres, lot No 317-a containing 5 1/4 acres.

Taxes municipales.....	\$ 64.00	Municipal taxes.....	\$ 64.00
Taxes scolaires.....	\$170.01	School taxes.....	\$170.01
	\$234.01		\$234.01

Dans la Municipalité de Havre-Aubert

Comme appartenant à Alvide A. Boudreau indivis avec Tim. Jomphe, un lot de terre connu au cadastre de l'Île Amherst, sous le numéro 306-a, contenant un acre et demi. Le lot 125 connu au même cadastre, trois acres.

Taxes municipales.....	\$ 15.22
Taxes scolaires.....	18.05
	\$ 33.27

Comme appartenant à Succession Jean Boudreau, un lot de terre connu au même cadastre sous le numéro 133 contenant 7¾ acres.

Taxes municipales.....	\$ 13.73
Taxes scolaires.....	23.30
	\$ 37.03

Comme appartenant à Succession Eusèbe Galland, un lot de terre connu au même cadastre sous le numéro 407, contenant 29 acres.

Taxes municipales.....	\$ 30.14
Taxes scolaires.....	41.27
	\$ 71.41

Comme appartenant à succession Cirice Gallant, un lot de terre connu au même cadastre sous le numéro 38 du premier rang, contenant 6¾ acres. Un lot de terre connu au même cadastre sous le numéro 39 du premier rang, contenant 4¾ acres.

Taxes municipales.....	\$ 30.14
Taxes scolaires.....	40.00
	\$ 70.14

Comme appartenant à Succession Jules Deveau quatre lots de terre connus au même cadastre sous les numéros 172, 173-A, 173-H, 180.

Taxes municipales.....	\$ 4.92
Taxes scolaires.....	85.53
	\$ 90.45

Comme appartenant à Succession Louise Deveau, un lot de terre connu au même cadastre sous la subdivision No 82 du lot 294 contenant 18¾ acres.

Taxes municipales.....	\$ 15.00
Taxes scolaires.....	25.85
	\$ 40.85

Donné à Havre-Aubert, le septième jour de janvier 1939.

Le secrétaire trésorier du Comté des
Îles-de-la-Madeleine,
2181-20-2-o A.-J. PAINCHAUD.

In the Municipality of Havre-Aubert

As belonging to Alvide A. Boudreau undivided with Tim Jomphe, one lot of land known on the Cadastre for Amherst Island, under the number 306-a containing one acre and a half. The lot 125 known on same cadastre, three acres.

Municipal taxes.....	\$ 15.22
School taxes.....	18.05
	\$ 33.27

As belonging to Succession Jean Boudreau, one lot of land known on same cadastre under the number 133 containing 7¾ acres.

Municipal taxes.....	\$ 13.73
School taxes.....	23.30
	\$ 37.03

As belonging to Succession Eusèbe Galland, one lot of land known on same cadaster under the number 407 containing 29 acres.

Municipal taxes.....	\$ 30.14
School taxes.....	41.27
	\$ 71.41

As belonging to Succession Cirice Gallant, one lot of land known on same cadaster under the number 38 of the first rank, containing 6¾ acres. One lot of land known on same cadaster under the number 39 of the first rank, containing 4¾ acres.

Municipal taxes.....	\$ 30.14
School taxes.....	40.00
	\$ 70.14

As belonging to Succession Jules Deveau, four lots of land known on same cadaster, under the number 172, 173-A, 173-H, 180.

Municipal taxes.....	\$ 4.92
School taxes.....	85.53
	\$ 90.45

As belonging to Succession Louise Deveau, one lot of land known on same cadaster, under the subdivision No. 82 of the lot 294 containing 18¾ acres.

Municipal taxes.....	\$ 15.00
School taxes.....	25.85
	\$ 40.85

Given at Havre-Aubert, on the seventh day of January 1939.

A. J. PAINCHAUD,
Secretary-Treasurer of the County of the
2182-20-2-o Madgalen Islands.

CITE DE WESTMOUNT

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières de la cité de Westmount, ci-après décrites, seront vendues à l'enchère publique dans le bureau du secrétaire-trésorier, à l'Hôtel de Ville, Westmount, le MERCREDI, VINGT-UNIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-neuf, à 10.30 hrs, A.M., à moins que les taxes, intérêts et frais ci-après indiqués ainsi que l'intérêt additionnel accru et les frais qui peuvent être encourus, n'aient été payés avant la vente:

CITY OF WESTMOUNT

Public notice is hereby given that the immovable properties in the City of Westmount herein-after described will be sold by public auction in the Secretary-Treasurer's office in the City Hall, Westmount, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of JUNE, nineteen hundred and thirty-nine, at 10.30 A.M. unless taxes, interest and costs as shown hereafter, as well as additional interest accruing and costs which may be incurred are paid before the sale:

La propriété de Edgar Newland Howell, Cyril Freleigh Howell et Annie Reyburn Howell, comprenant les subdivisions vingt-cinq (25), vingt-six (26) et vingt-sept (27) du lot deux cent quatre-vingt-deux (282), chaque subdivision ayant une superficie de sept mille huit cents pieds carrés, plus ou moins, avec l'édifice sus-érigé portant le numéro civique 4380, avenue Montrose, taxes, intérêt et frais dûs \$3,820.18;

La propriété de Dame Ada Grace Fuller, veuve de feu John Wesley Foster, comprenant les subdivisions 39B et 38C du lot deux cent huit (208) ayant une superficie de cinq mille sept cent cinquante pieds carrés, plus ou moins, sur l'avenue Somerville, taxes, intérêt et frais dûs \$980.34;

La propriété de Jean-Baptiste Briand, comprenant les résubdivisions quatre (4) et cinq (5) de la résubdivision trois (3) de la subdivision soixante-et-une (61), résubdivision une (1) de la subdivision soixante-deux (62) et les résubdivisions une (1) et deux (2) de la résubdivision deux (2) de la subdivision soixante-deux (62) toutes du lot deux cent dix-sept (217) ayant une superficie de sept mille cinq cent soixante-dix-sept pieds carrés, plus ou moins, sur l'avenue Victoria, taxes, intérêt et frais dûs \$553.14.

Tous les lots et subdivisions susdits sont d'après le plan et livre de renvoi officiels, paroisse de Montréal.

Donné à Westmount, ce vingt-troisième jour de mai, mil neuf cent trente-neuf.

Le secrétaire-trésorier,
2290-21-2 ARTHUR F. BELL.

The property of Edgar Newland Howell, Cyril Freleigh Howell and Annie Reyburn Howell, comprising subdivisions twenty-five (25), twenty-six (26) and twenty-seven (27) of lot two hundred and eighty-two (282), each subdivision having an area of seven thousand eight hundred square feet, more or less, with building thereon erected bearing civic number 4380 Montrose Avenue, taxes, interest and costs due \$3,820.18;

The property of Dame Ada Grace Fuller, widow of the late John Wesley Foster, comprising subdivisions 39B and 38C of lot two hundred and eight (208) having an area of five thousand seven hundred and fifty square feet, more or less, on Somerville Avenue, taxes, interest and costs due \$980.34;

The property of Jean Baptiste Briand, comprising re-subdivisions four (4) and five (5) of re-subdivision three (3) of subdivision sixty-one (61), re-subdivision one (1) of subdivision sixty-two (62) and re-subdivisions one (1) and two (2) of re-subdivision two (2) of subdivision sixty-two (62) all of lot two hundred and seventeen (217) having an area of seven thousand five hundred and seventy-seven square feet, more or less, on Victoria Avenue, taxes, interest and costs due \$553.14.

All of the above lots and subdivisions are on the official plan and in the book of reference, Parish of Montreal.

Given at Westmount this twenty-third day of May, nineteen hundred and thirty-nine.

ARTHUR F. BELL,
Secretary-Treasurer.

Avis divers

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 1-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 23 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montréal;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2. La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield

Miscellaneous Notices

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 1-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, Tuesday, May 23, 1939, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Montreal;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities, situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe Claire, the town of Montreal East, the town of Mount Royal, the town of Saint Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal North, the town of Saint Pierre, the

Park, la ville de Montréal-sud et la ville de Pointe-aux-Trembles.

3. Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.77½ F.A.B. Montréal, et à même cette somme, verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque cent livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée à l'Association des Producteurs de Lait de Montréal au *pro rata* des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association, et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal. Ce prix de \$1.77½ est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage du gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à vingt-sept sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à trois et demi sous le demiard, six sous la chopine et dix sous la pinté.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous le demiard, cinq sous la chopine et huit sous et trois quart la pinté.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-trois sous le gallon.

8. Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente sous le gallon.

9. Les usines de pasteurisation sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, 1-4 de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire-général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 1-H-38, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 septembre 1938, et entre en vigueur le 1er juin 1939.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président.
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 25 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 2-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'industrie laitière de la province
de Québec.

town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South and the town of Pointe aux Trembles.

3. Any milk dealer must pay to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.77½ F.O.B., Montreal, and from this sum remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Milk Producers' Association of Montreal, in proportion to the quantities furnished the milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Montreal. The said price of \$1.77½ is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at twenty seven cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint, and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three cents a half-pint, five cents a pint and eight and three-quarters cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty three cents a gallon.

8. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty cents a gallon.

9. Pasteurizing plants must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec 1-4 of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels Order No. 1-H-38 published in the *Quebec Official Gazette* dated September 3, 1938, and comes into force on June 1st, 1939.

Signé: Messrs. H. C. BOIS, president.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 25, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 2-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du mardi, 23 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2. La région de Québec comprend la cité de Québec.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.77 $\frac{1}{2}$, F.A.B. Québec et à même cette somme verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, $\frac{1}{2}$ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisée comme suit: une partie sera donnée au comité exécutif des Syndicats de Producteurs de lait de la région de Québec, au *pro rata* des quantités fournies aux usines de pasteurisation par les membres en règles avec leur syndicat; l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Québec.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.92 net F.A.B., la place d'affaires du marchand.

5. Le producteur-fournisseur aura la préférence de transporter le lait à la place d'affaires du marchand.

Lorsque le marchand de lait effectuera le transport de la ferme du producteur à sa place d'affaires, il ne pourra exiger pour ce transport un prix plus élevé que huit sous le cent livres de lait pour une distance inférieure à trois milles; quinze sous le cent livres de lait pour toute distance de trois à six milles; et pas plus de vingt sous le cent livres de lait pour toute distance de plus de six milles. Toutefois, si le producteur-fournisseur demeure sur la route que doit naturellement suivre le marchand de lait pour aller faire sa distribution, ce dernier ne pourra exiger plus de quatre sous du cent livres.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et dix sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à toute autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, cinq sous la chopine et huit sous et trois-quarts la pinte.

8. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-trois sous le gallon.

9. Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir, ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux, et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente sous le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, Tuesday, May 23, 1939, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, and Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Quebec:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec.

3. Any pasteurized-milk dealer, must pay to his producer-supplier, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.77 $\frac{1}{2}$, F.O.B. Quebec, and from this sum remit into the hands of Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, $\frac{1}{2}$ cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the executive Committee of the Milk Producers' Syndicates for the region of Quebec, in proportion to the quantities furnished the pasteurizing plants by the regular members of the syndicates; the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Quebec.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$1.92 net, F.O.B., business place of said dealer.

5. The producer-suppliers shall have the preference of hauling the milk on the business place of said dealer.

When the milk dealer hauls milk from the farm of the producer-suppliers to his business place, he shall not charge for this hauling a price greater than eight cents per hundred pounds of milk for any distance less than three miles; fifteen cents per hundred pounds of milk for any distance from three to six miles; and not more than twenty cents per hundred pounds of milk for any distance greater than six miles. However, if the producer-supplier lives along the road followed by the milk dealer for the delivery of his milk, the latter shall not charge more than four cents per hundred pounds.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint, and ten cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishments, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, five cents a pint and eight and three-quarters cent a quart.

8. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-three cents a gallon.

9. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is:

bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros, soit: cinq sous la chopine et huit sous et trois-quarts la pinte.

10. Les usines de pasteurisation faisant affaires dans la région de Québec sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, $\frac{1}{4}$ de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec, proportionnellement au montant versé par les membres en règle avec ladite Association.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 2-H-38 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 septembre 1938, et entre en vigueur le 1er juin 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 25 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 3-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 23 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Trois-Rivières;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Trois-Rivières.

2. La région de Trois-Rivières comprend la cité de Trois-Rivières, la cité de Cap-de-la-Madeleine, cette partie de terrain contigue à la cité de Trois-Rivières, connue dans la région, sous le nom de "banlieue" et s'étendant jusqu'à la route du Calvaire; de plus, le rang Sainte-Marguerite, jusqu'à et y compris l'Hôpital Cook, et toute cette partie de la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, qui s'étend depuis les limites de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour aller vers le nord-est jusqu'au numéro quatre-vingt-six (86) inclusivement du cadastre du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.95 $\frac{1}{2}$ net F.A.B., la place d'affaires du dit marchand.

five cents a pint and eight and three-quarters cents a quart.

10. Pasteurizing plants doing business within the region of Québec must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec, $\frac{1}{4}$ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Québec.

The present order cancels Order No. 2-H-38 published in the *Quebec Official Gazette* dated September 3rd, 1938, and comes into force on June 1st, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Québec, May 25, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 3-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, Tuesday, May 23, 1939, at 10 o'clock A. M.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, and Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Three Rivers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Three Rivers.

2. The region of Three Rivers includes the city of Three Rivers, the city of Cap de la Madeleine, that piece of land bordering on the city of Three Rivers, known as the "suburbs" and reaching to Calvary Road; moreover, Saint Margaret range up to and including Cook Hospital, and all that part of the municipality of Sainte Marthe du Cap de la Madeleine, which extends Northeast, from the limits of the city of Cap de la Madeleine to number eighty-six (86) inclusively of the cadastre of Champlain county, for the parish of Cap de la Madeleine.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he receives from them, \$1.95 $\frac{1}{2}$ net F.O.B. business place of said dealer.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75½ net F.A.B., la place d'affaires du dit marchand, et verser entre les mains de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au Syndicat coopératif des producteurs de lait de Trois-Rivières.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

6. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Trois-Rivières, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, la présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Le prix du lait pasteurisé, vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait, ne doit pas être inférieur à vingt-huit sous le gallon.

8. Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à trente-deux sous le gallon.

9. Nul marchand de lait ne peut offrir, vendre ou livrer du lait destiné aux institutions de charité, cantines scolaires et hôpitaux à des prix inférieurs à trente sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 3-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 1er octobre 1938, et entre en vigueur le 1er juin 1939.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière,
Québec, le 25 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 4-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 23 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sherbrooke;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk containing 3.25% butterfat or more, which he receives from them, \$1.75½ net F.O.B., business place of said dealer, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec half a cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the Milk Producers Co-operative Syndicate of Three Rivers.

5. No person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

6. Save the provisions of article 5 hereabove, no person shall, within the limits of said region of Three Rivers, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. The price of pasteurized milk, sold or delivered by milk dealer to milk distributors, must not be less than twenty-eight cents a gallon.

8. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents a gallon.

9. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk to charitable institutions, school canteens and hospitals at prices inferior to thirty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 3-H-38 of said Commission, published in the *Official Gazette of Quebec* dated October 1st, 1938, and comes into force on June 1st, 1939.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission,
Quebec, May 25, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 4-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, Tuesday, May 23, 1939, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sherbrooke;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the Region of Sherbrooke.

2. La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.86 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de \$1.86 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Nul ne peut dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand, à tout établissement de commerce ou institution de charité, à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte et trente-six sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon.

7. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 4-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 septembre 1938, et entre en vigueur le 1er juin 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 25 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 6-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 23 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Shawinigan;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Shawinigan.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke and the municipality of Lennoxville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.86 net F.O.B. business place of said dealer. It is understood that the said price of \$1.86 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel or dealer or to any other business establishment or charitable homes and institutions, at a price inferior to four and a half cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents a gallon.

7. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at twenty-eight cents a gallon.

The present order cancels Order No. 4-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated September 3rd, 1938, and comes into force on June 1st, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 25, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 6-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, Tuesday, May 23, 1939, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Shawinigan;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Shawinigan.

2. La région de Shawinigan comprend les municipalités de la cité de Shawinigan Falls, de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, du village de la Baie-de-Shawinigan, et cette partie de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc d'Almaville, contiguë, au territoire délimité ci-dessus et bornée au sud par le rang Saint-Mathieu.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci \$1.80½ F.A.B. la place d'affaire du dit marchand et tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00½ F.A.B. la ferme du producteur.

Vu l'entente intervenue entre les marchands de lait et leurs producteurs-fournisseurs, et ratifiée par ladite Commission, tout marchand de lait devra retenir à même les sommes dues à ses producteurs-fournisseurs, ½ sou pour chaque cent livres de lait dont le produit sera, chaque mois, versé, pour et au nom desdits producteurs-fournisseurs, entre les mains de ladite Commission qui elle-même la transmettra au secrétaire-trésorier du Syndicat des producteurs de lait de Shawinigan.

"Tout cultivateur-producteur de lait qui, lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, vend et distribue au public, pour son propre bénéfice, le lait qu'il produit pour être consommé à l'état nature, et qui fait par là le commerce de laitier, devra verser, le dernier jour de chaque mois, entre les mains de la Commission de l'industrie laitière, un demi sou pour chaque cent livres de lait ainsi vendu. Le secrétaire de la Commission transmettra, de temps à autre, les sommes ainsi perçues au secrétaire-trésorier du Syndicat des Producteurs de Lait de Shawinigan."

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Shawinigan, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule toutes autres Ordonnances de ladite Commission concernant la région de Shawinigan et entre en vigueur le 1er juin 1939.

Signé: MM. H.-C. Bois, président.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 25 mai 1939.

2. The region of Shawinigan includes the municipalities of the city of Shawinigan Falls, of the parish of Notre Dame de la Présentation d'Almaville, of the village of Shawinigan Bay, and that part of the parish of Sainte Jeanne d'Arc d'Almaville adjoining the above-mentioned territory and bordered on the South by Saint-Matthew's range.

3. Any pasteurized milk dealer must pay to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.80½ F.O.B. business place of said dealer and any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.00½ F.O.B. farm of producer.

In view of the agreement passed between milk dealers and their producers with the approval of the Commission, any milk dealer will retain on the sums he owes to his producers, ½ cent per hundred pounds of milk, the product of such retention to be each month turned over, for and in the name of said producers, to the Commission who will itself remit it into the hands of the Secretary-Treasurer for the Shawinigan Milk Producers' Syndicate.

"Any farmer-producer who himself or through some other person, sells or distributes to the public, for his own profit, the milk he produces for consumption in the raw state, and who thereby acts as milk dealer, will have to remit, on the last day of each month, into the hands of the Dairy Industry Commission, half a cent for each hundred pounds of milk thus sold. The secretary of the Commission will turn over, from time to time, the sums so received to the secretary-treasurer of the Milk Producers Syndicate."

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder no person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding house, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No person shall, within the limits of said region of Shawinigan, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-two cents a gallon.

The present order cancels all other orders of said Commission, concerning the region of Shawinigan, and comes into force on June 1st, 1939.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 25, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 12-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'industrie laitière de la province
de Québec.

Séance du mardi, 23 mai 1939, tenue au
bureau de la Commission de l'industrie laitière
à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Grand'Mère:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Grand'Mère.

2. La région de Grand'Mère comprend le
territoire de la cité de Grand'Mère et cette partie
du rang Saint-Louis, située dans la municipalité
de Sainte-Flore, contiguë à la cité de Grand'Mère,
jusqu'à et y compris le lot No 109 du cadastre
de la municipalité de Sainte-Flore.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer
directement à ses fournisseurs-producteurs, pour
chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25%
de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80
net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer
directement à ses fournisseurs-producteurs, pour
chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25%
de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00
net F.A.B. la ferme du producteur-fournisseur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait
à des prix inférieurs à quatre sous et demi la
chopine et neuf sous la pinte.

6. Nul ne peut dans les limites de ladite région
de Grand'Mère, offrir, vendre ou livrer du lait
à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une
maison de pension, à un marchand ou à tout
autre établissement de commerce, à des prix
inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la
pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
No 12-H-38 de ladite Commission publiée dans
la *Gazette officielle de Québec*, en date du 1er
octobre 1938, et entre en vigueur le 1er juin 1939.

Signé: MM. H.-C. Bois, président.
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 25 mai 1939

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 12-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of the Dairy Industry Commission,
held at Montreal, Tuesday, May 23, 1939, at
10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy
industry within the region of Grand'Mère;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Grand'Mère.

2. The region of Grand'Mère includes the
territory of the city of Grand'Mère and that part
of Saint Louis Range, situated in the municipality
of Sainte Flore and adjoining the city of Grand'-
Mère, up to and including lot No. 109 of the
cadastre of the municipality of Sainte Flore.

3. Any pasteurized milk dealer must pay
directly to his producer-suppliers, for each
hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat
basis or more which he receives from them, \$1.80
net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to
his producer-suppliers, for each hundred pounds
of milk on a 3.25% butterfat basis or more which
he receives from them \$2.00 net F.O.B. farm of
producer-suppliers.

5. No person shall, within the limits of said
region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk
at a price inferior to four and a half cents a pint
and nine cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said
region of Grand'Mère, offer, sell or deliver milk
to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-
house, a dealer or any other business establish-
ment at a price inferior to four cents a pint and
eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 12-H-38
of said Commission, published in the *Quebec
Official Gazette*, for October 1st, 1938, and comes
into force on June 1st, 1939.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president.
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 25, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 38-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'industrie laitière de la province
de Québec.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 38-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du mardi, 23 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de La Tuque;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de La Tuque.

2. La région de La Tuque comprend la municipalité de ville de La Tuque.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de La Tuque, offrir, vendre ou livrer du lait à un hôpital, à une institution de charité, à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'ordonnance No 38-E-38 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 mai 1938 et entrera en vigueur le 1er juin 1939.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 25 mai 1939.

2335—o

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, Tuesday, May 23, 1939, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of La Tuque;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of La Tuque.

2. The region of La Tuque includes the town of municipality of La Tuque.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of La Tuque, offer, sell or deliver, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of La Tuque, offer, sell or deliver milk to a hospital, a charitable institution, a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels order No. 38-E-38 published in the *Quebec Official Gazette* of May 28th, 1938, and will come into force on June 1st, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
OSCAR BOISVERT,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 25, 1939.

2336—o

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 1er septembre 1938.

M. Hector-F. Beaupré, de la cité de Montréal, professeur; directeur de l'École Technique de Montréal.

Québec, le 12 mai 1939.

M. Adhémar Raynault, de la cité de Montréal' député de l'Assomption; enquêteur sur les exemptions et commutations de taxes municipales et scolaires.

2347—o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commissions, to make the following appointments:

Quebec, September 1st, 1938.

Mr. Hector F. Beaupré, of the city of Montreal, professor; Director of the Montreal Technical School.

Quebec, May 12, 1939.

Mr. Adhémar Raynault, of the City of Montreal, member for l'Assomption; Investigator into the exemptions and commutations of municipal and school taxes.

2348

**VENTES PAR LES SHÉRIFS
ABITIBI**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour de Magistrat—District de Témiscamingue
Canada, } ALBERT ISEN-
Province de Québec, } BERG, marchand,
No 5124 } résidant à Rouyn, district de Témiscamingue, Demandeur, saisissant; vs A. MORISSETTE & CIE, LTEE, corporation légalement constituée ayant son bureau chef dans la Ville de Rouyn, district de Témiscamingue, défenderesse, saisie.

Comme appartenant à ladite défenderesse les immeubles suivants, savoir:

Un moulin à scie pour fabrication de fonds de paniers; avec toute machinerie, pièces de rechange, courroies, forge, accessoires de machineries, boiler complet, grance (cup), huile, outils, valves, cables et blocks, etc., le tout indispensable et servant aux fins dudit moulin avec bâtisses circonstances et dépendances, le tout situé sur le lot No (48) quarante-huit, rang No (5) cinq, canton Duprat, district d'Abitibi.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Amos, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUN 1939, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU, Le shérif,
Amos, 17 mai 1939. 2301-21-2-o
[Première publication, le 27 mai 1939]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour de Circuit.—District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir: } JOSEPH RICARD
No 1133 } demandeur; vs.
NORBERT VADNAIS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située dans la paroisse de Wickham Ouest, de la contenance de trois arpents de large, sur environ vingt-deux arpents de profondeur sur le onzième rang du canton de Wickham, bornée au sud par Jean-Baptiste Pétrin, au nord par Joseph Pétrin, à l'est Edmour Mathieu et Donat Caya, à l'ouest par Alfred Bouvier et D Bibeau, connue au cadastre officiel du canton de Wickham sous partie du No 641, avec bâtisses y érigées.

2. Une terre de trois arpents de largeur sur environ vingt-huit arpents de profondeur, tenant à un bout au cordon des terres du dixième rang, à l'autre bout au cordon des terres du douzième rang, d'un côté à Antoine Pétrin, père et l'autre côté à Joseph Pétrin, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wickham sous le numéro six cent trente-neuf, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendues séparément à la porte de l'église de la paroisse de Wickham ouest, comté de Drummond, le SIXIEME jour de JUN 1939, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU, Le shérif,
Arthabaska, 28 avril 1939. 2007-18-2-o
[Première publication, 6 mai 1939]

**SHERIFFS' SALES
ABITIBI**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Magistrate's Court—District of Temiscamingue
Canada, } ALBERT ISEN-
Province of Quebec, } BERG, merchant,
No. 5124 } residing at Rouyn, District of Temiscamingue, seizing, plaintiff; vs. A. MORISSETTE & CIE, LTEE, a body politic and corporate, having its head-office in the Town of Rouyn, District of Temiscamingue, seized defendant.

As belonging to said defendant, the following immoveables, to wit:

A saw-mill for the manufacturing of basket bottoms; with all machinery, spare parts, belting, forge, machinery accessories, complete boiler, grease-cup, oil, tools, valves, cables and blocks etc., the whole indispensable and used for the purposes of the said mill—with buildings, circumstances and dependencies, the whole situate upon lot No. (48) forty-eight, Range (5) five, Township of Duprat, District of Abitibi.

To be sold at the Registry Office, at Amos, on WEEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1939, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

Sheriff's Office, ANTONIO BOURBEAU, Sheriff.
Amos, May 17th, 1939. 2302-21-2
[First publication, May 27th, 1939]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Circuit Court.—District of Arthabaska
Arthabaska, to wit: } JOSEPH RICARD
No. 1133 } Plaintiff; vs. NORBERT VADNAIS, Defendant.

As belonging to the defendant:

1. A farm situated in the parish of Wickham ouest, in extent of three arpents wide on about twenty-two arpents depth on the eleventh range of township of Wickham, bounded to south by Jean-Baptiste Pétrin, to north by Joseph Pétrin, to east Edmour Mathieu and Donat Caya, at west by Alfred Bouvier and D. Bibeau, known to the official plan of township of Wickham under part of No. 641, with buildings thereon erected.

2. A farm of three arpents wide on about twenty-eight arpents depth, holding at one end to the line of grounds of tenth range, at one other end to the line of grounds of twelfth range, of one side to Antoine Pétrin father, and the other side of Joseph Pétrin, known and designated to the official plan and book of the said township of Wickham under the number 639 with buildings thereon erected.

To be sold separately at the parochial church door of Wickham ouest, county of Drummond, the SIXTH day of JUNE 1939, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU, Sheriff.
Arthabaska, April 28th, 1939. 2008-18-2-o
[First publication, May 6th, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*Arthabaska, à savoir: } AIME JACQUES,
No 2487 } demandeur; vs
EMILE COTÉ, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Somerset Nord, dans le comté de Mégantic, comme étant le lot numéro cinquante-quatre (54), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, 2. Tous les droits que le vendeur possède sur la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-trois (1/2 S.O. No 23) du même susdit cadastre officiel tels qu'acquis de Joseph Côté.

2. Un emplacement situé sur le sixième rang de la paroisse de Ste-Julie, connu au cadastre du canton de Somerset Nord sous les numéros cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept et cent quatre-vingt-huit (Nos 186, 187 et 188), le dit lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) sujet à un droit de passage en faveur de H. M. Price ou ses représentants le long de la ligne de chemin de fer, le tout suivant les titres antérieurs, et une certaine partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (Pt. No 185) bornée comme suit: à partir de la ligne divisant le chemin de H. M. Price ou ses représentants et la ligne extérieure du chemin allant à la Grosse-Ile, de là suivant la ligne extérieure sud du dit chemin de la Grosse-Ile trois chaînes et trente-cinq mailles jusqu'à un poteau, de là allant au sud-est en suivant une ligne parallèle à celle du chemin de fer du Grand Trunk jusqu'à une distance de trois chaînes et quatre-vingt-cinq mailles où se trouve un poteau de pierre, allant à l'est parallèlement au chemin de la Grosse-Ile jusqu'à trois chaînes et trente-cinq mailles à un autre poteau de pierre; de là gagnant vers le nord parallèlement au chemin de H. M. Price ou ses représentants trois chaînes et quatre-vingt-cinq mailles, avec toutes les bâtisses dessus.

Un terrain situé à Ste-Julie Station connu au cadastre officiel du canton de Somerset Nord comme formant partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (Pt. No 185) compris dans les bornes et les mesures suivantes: savoir: commençant à un point situé sur la route de la Grosse-Ile voisin et touchant au terrain de l'acquéreur qui forme aussi partie du même lot et de là courant vers le nord-ouest le long de la route de la Grosse-Ile une distance de deux cent dix pieds, de là allant en droite ligne dans une direction sud-ouest trois cent trente-sept pieds, de là allant en droite ligne dans une direction sud-est une distance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds et demi jusqu'à la ligne sud-ouest nord-ouest du terrain de l'Imperial Oil, ce terrain étant ainsi borné, en front au nord-est de la route de la Grosse-Ile, en arrière au sud-ouest au reste du lot cent quatre-vingt-cinq appartenant à la venderesse, d'un côté au nord-ouest encore à la venderesse, et de l'autre côté au sud-est au terrain de l'acquéreur et au terrain de l'Imperial Oil, sans bâtisse dessus.

Une terre située à Ste-Julie Station connue au cadastre officiel du canton de Somerset Nord comme étant une partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq contenant, plus ou moins, vingt-trois arpents en superficie, sans garantie de mesures précises, bornée au nord-ouest par le cordon entre les rangs cinq et six, au sud-est par la ligne du chemin de fer Canadien National, au nord-est partie par la route et partie par le terrain de l'acquéreur, et au sud-ouest à Gabriel

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*Arthabaska, to wit: } AIME JACQUES,
No. 2487. } plaintiff; vs EMILE
COTÉ, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A farm known and designated to the official plan and book of the township of Somerset Nord, in the county of Mégantic, as being the lot number fifty four (No. 54), with all building thereon erected circumstances and dependences.

All the rights than the seller own on the half south-west of the lot number twenty three (1/2 S. W. No. 23) of same said official book than to obtain of Joseph Côté.

2. A piece of land situated on the sixth range in the parish of Ste-Julie, known to the official book of township of Somerset Nord under the numbers hundred and eighty six, hundred and eighty seven and hundred and eighty eight (No. 186, 187 and 188), the said lot number hundred and eighty eight subject to a right of way in favor of H. M. Price or his representatives along the railway, all according previous titles, and a certain part of lot number hundred and eighty five (185) bounded as follow from the line dividing the road of H. M. Price or his representatives and the outside line of the road leading to the Grosse Ile, from this following the south outside line of the said road of the Grosse Ile three land chains and thirty five mailles à part, from that place going to south east in following a parallel line to this one of the Grand Trunk Railway until a distance of three land chains and eighty five mailles where is a stone post, going to east parallelly to La Grosse Ile road until three land chains and thirty five mailles to another stone post: from there going to north parallelly to H. M. Price road or his representatives three land chains and eighty five mailles with all buildings thereon erected.

A piece of land situated at Ste. Julie Station known to the official plan and book of the township of Somerset Nord as being part of lot number hundred and eighty five (Pt. No. 185) included in the following bounds and measured: beginning to a point situated on the road of the Grosse Ile neighbour and adjoining to the ground of the purchaser who forms also part of the same lot and there going to the north west along the road of the Grosse Ile a distance of two hundred and ten feet, there going in straight line in a southwest direction three hundred and thirty seven feet, there going in straight line in a south east direction a distance of three hundred and eighty five feet and a half until the line south west north west of the ground of the Imperial Oil Co. this ground being bounded, in front to north east of the Grosse Ile road, in backwor to south west to remaining of lot hundred and eighty five belonging to the seller of one side to north west again to the seller, and the other side to south east to the ground of the purchaser and to the ground of the Imperial Oil Co. without building thereon.

A piece of land situated at Ste. Julie Station known to the official plan and book of the Somerset Nord as being a part of lot number hundred and eighty five containing, more or less, twenty three arpents in superficie without guarantee of proper measures, bounded to the north west by the line between the ranges five and six, to the south east by the line of the Canadian National Railway, to north east part by the road and part of the ground of the purchaser, and to south west

Berberi, moins et à distraire du dit terrain, une partie appartenant à l'Imperial Oil d'environ quatre-vingt pieds en tous sens occupée par le réservoir à gazoline et sujet au droit de passage de l'Imperial Oil sur le terrain présentement vendu, suivant les titres, et moins aussi et à distraire la partie déjà vendue l'an dernier au présent acquéreur.

3. Une autre terre située dans le cinquième rang et connue au cadastre officiel comme étant une partie du lot numéro cent vingt-et-un (Pt. No 121) contenant environ deux arpents de largeur et six arpents de profondeur, borné au nord-ouest par Amédée Boilard ou par le quatrième rang, au nord-est par Charles Lehoux ou ses représentants, au sud-est par Pierre Lambert ou ses représentants, et au sud-ouest par Alphonse Mercier ou ses représentants, avec toutes les bâtisses érigées sur les dits terrains.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Julie, village de Laurierville, comté de Mégantic, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1939 à DEUX heures de l'après-midi (heure normale).

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, 23 mai 1939. 2319-21-2-o
[Première publication, 27 mai 1939]

to Gabriel Berberi, less and to distract of the said ground a part belonging to the Imperial Oil Co. about eighty feet in all sides occupied by the gasoline tank and subject to the right of way the Imperial Oil Co. on the present ground sold following the titles, and less also to distract the part sold last year to the present purchaser.

3. A piece of land situated in the fifth range known to the official plan and book as being a part of lot number hundred and twenty one (121) containing about two arpents of width and six arpents of depth bounded to north west by Amedée Boilard or by the fourth range, to north east by Charles Lehoux or his representatives, to south east by Pierre Lambert or his representatives, and to south west by Alphonse Mercier or his representatives, with all buildings thereon erected on the said grounds.

To be sold at the parochial church door of Ste. Julie in the village of Laurierville, county of Mégantic, the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1939, at TWO o'clock in the afternoon. (Standard time).

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, May 23rd, 1939. 2320-21-2-o
[First publication, May 27th, 1939]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Beauce

Beauce à savoir, { JOSEPH BLOUIN, fils, cul-
No 16348 { tivateur de East Broughton,
contre JOSEPH LAROCHELLE, rentier du même lieu.

Comme appartenant au demandeur:

Une terre étant le lot numéro (No 26-C) vingt-six-C, du cadastre pour le cinquième rang du canton de Broughton, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de East-Broughton, comté de Beauce, MARDI le VINGT-SEPT JUIN 1939, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Donné ce 17 mai 1939 à mon bureau à St-Joseph-Beauce.

Le shérif,

2321-21-2-o XAVIER BEAUDOIN,
[Première publication, 27 mai 1939].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce

Beauce, to wit: { JOSEPH BLOUIN, junior,
No. 16348 { farmer, of East-Broughton;
against JOSEPH LAROCHELLE, annuitant, of the same place.

As belonging to the plaintiff:

A farm being lot number (No. 26-C) twenty-six-C, of the cadastre for the fifth range of the township of Broughton—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of East-Broughton, county of Beauce, on TUESDAY, the TWENTY-SEVENTH of JUNE, 1939, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time.)

Dated May 17th, 1939, at my office at St. Joseph, Beauce.

XAVIER BEAUDOIN,

2322-21-2 Sheriff.
[First publication, May 27th, 1939].

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Beauharnois

Province de Québec, { LUMINA DAOUST,
No 7688 { L demandeur, vs.
DAME CLARA BELL, défenderesse.

Saisir comme appartenant à la défenderesse savoir:

"Le lot de terre numéro deux de la subdivision du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro cinq (No 5-2) avec maison et autres bâtisses dessus construites".

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauharnois

Province of Québec, { LUMINA DAOUST,
No. 7688 { L plaintiff; vs DAME
CLARA BELL, defendant.

Seized as belonging to the defendant, namely:

The lot of land number two of the subdivision of the lot known and designated on the official plan and book of reference for the Town of Salaberry de Valleyfield, under number five (No. 5-2)—with house and other buildings thereon erected.

Pour être vendus au bureau du shérif, au Palais de Justice en la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, VENDREDI, le NEUF JUIN 1939, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-B. DE REPENTIGNY,
Salaberry de Valleyfield, ce deux mai 1939.
2009-18-2-o

[Première publication, 6 mai 1939]

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House in the City of Salaberry de Valleyfield, District of Beauharnois, on FRIDAY, the NINTH of JUNE, 1939, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

J. B. DE REPENTIGNY,
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 2nd of May, 1939.
2010-18-2

[First publication, May 6th, 1939]

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT

Cour Supérieure

Province de Québec, } JOSEPH ROBI-
District de Beauharnois, } DOUX, deman-
No 7696 } deur; vs DAME SOPHIE
AGANIER & VIR, défenderesse; et
ROMEO BETOURNAY *et al*, mis-en-cause et
ROMEO SANTOIRE, curateur sur délaissement.

Saisis:

Une terre sise et située dans la concession de la Rivière des Anglais Edwardstown, dans la paroisse St-Jean Chrysostôme, formant partie du lot numéro huit cent cinquante-six (pt. 856) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, bornée au nord-est par partie dudit numéro 856, au nord-ouest par les Nos. 857 et 858, à l'ouest par un chemin public, au sud-est par les Nos 854 et 855, contenant cinquante-huit arpents et soixante-treize perches en superficie, plus ou moins, avec bâtisses.

2. Une terre sise et située dans la concession susdite, dans ladite paroisse St-Jean Chrysostôme, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous le numéro huit cent soixante (860), avec bâtisses.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Chrysostôme, district de Beauharnois, JEUDI le (29) VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1939, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-B. de REPENTIGNY,
Salaberry de Valleyfield, ce dix-septième jour de mai mil neuf cent trente-neuf. 2303-21-2-o

[Première publication, 27 mai 1939].

FIERI FACIAS ON ABANDONMENT

Superior Court

Province of Quebec, } JOSEPH ROBI-
District of Beauharnois, } DOUX, plaintiff;
No. 7696 } vs DAME SOPHIE
AGANIER *et vir*, defendant; and ROMEO
BETOURNAY *et al*, mis-en-cause and ROMEO
SANTOIRE, curator to the abandonment.

Seized:

A farm lying and situate in the concession of the Rivière des Anglais, Edwardstown, in the parish of St Jean Chrysostôme, forming part of lot number eight hundred and fifty six (pt. 856) of the official plan and book of reference of the said parish, bounded on the northeast by part of said number 856, on the northwest by Nos. 857 and 858, on the west by a public road, on the southeast by Nos. 854 and 855, containing fifty-eight arpents and seventy three perches in area, more or less, with buildings.

2. A farm lying and situate in the aforesaid concession, in the said parish of St Jean Chrysostôme, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under number eight hundred and sixty (860)—with buildings.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St Jean Chrysostôme, district of Beauharnois, on THURSDAY, the TWENTY NINTH (29) day of JUNE, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon (daylight Saving Time).

J. B. de REPENTIGNY,
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this seventeenth day of May, one thousand nine hundred and thirty nine.
2304-21-2

[First publication, May 27th, 1939].

DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Province de Québec, } ROMEO LANGE-
District de Beauharnois, } VIN, deman-
No 7498 } deur; vs FERDI-
NAND MARCIL, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le dix-septième jour d'octobre (17) 1938, à la porte de l'église paroissiale de Très Saint-Sacrement de Howick, dit district, aura lieu à la porte de ladite église, le DOUZIEME jour de JUIN 1939, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Salaberry de Valleyfield, ce ving-deuxième jour de mai, mil neuf cent trente-neuf.

Le shérif,
2325-o J.-B. de REPENTIGNY,
(Première publication, 27 mai 1939).

DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Province of Quebec, } ROMEO LANGE-
District of Beauharnois, } VIN, plaintiff;
No. 7498 } vs FERDINAND
MARCIL, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, the seventeenth day of October (17), 1938, at the parochial church door of Très Saint-Sacrement de Howick, said district, will be held at the door of the said church, on the TWELFTH day of JUNE, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Salaberry de Valleyfield, this twenty second day of May, one thousand nine hundred and thirty nine.

J. B. de REPENTIGNY,
2326 Sheriff.
(First publication, May 27th, 1939).

HULL

* HULL

Cour Supérieure.—District de Hull

No. 6230 } **DAME MINNIE PELETTE**,
épouse séparée de biens de
William-H. Ray, tous deux de la cité d'Ottawa,
Province d'Ontario, et ce dernier agissant dans
les présentes aux fins d'autoriser sa dite épouse,
demanderesse; vs **LES HERITIERS DE FEU
CLARA LACINDAY**, veuve de feu James Tom-
kins, de la cité d'Ottawa, Province d'Ontario,
défendeurs.

Toute cette parcelle ou lisière de terrain for-
mant partie du lot numéro cinq cent trente-trois
(Ptie 533) de la ville de Buckingham, comté de
Papineau, Province de Québec, et connue comme
étant la partie est de la subdivision numéro cinq
cent trente-trois-vingt-sept (Ptie E. 533-27) mes-
urant 75 pieds en largeur par soixante pieds en
profondeur et bornée comme suit: au nord par
la 2^{ème} Avenue, au sud par la propriété de Nar-
cisse Charette, à l'est par la propriété de René
Bisson, et la propriété de J.-B. Bédard; avec les
édifices sus-érigés.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale
de St-Grégoire de Naziance de Buckingham,
le QUATRE JUILLET prochain à TROIS
heures de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,

2327-21-2

I. ST-PIERRE.

[Première publication, 27 mai 1939].

Superior Court.—District of Hull

No. 6230 } **DAME MINNIE PÉLETTE**, wife
separate as to property of
WILLIAM H. RAY, both of the city of Ottawa,
Province of Ontario, and the latter acting to these
presents for the purpose of authorising said con-
sort, plaintiff; vs **THE HEIRS OF THE LATE
CLARA LACINDAY**, widow of the late James
Tomkins, of the City of Ottawa, Province of
Ontario, defendants.

All that piece or tract of land forming part of
lot number five hundred and thirty-three (Pt.
533) of the town of Buckingham, in the county
of Papineau, Province of Quebec, and known as
being the east part of the subdivision number five
hundred and thirty-three-twenty-seven (E. Pt.
533-27) measuring 75 feet in width by sixty feet
in depth and bounded as follows: North by 2nd
Avenue, south by Narcisse Charette's property,
east by René Bisson's property, and J. B.
Bédard's property; with all buildings thereon
erected.

To be sold at the parochial church door of St-
Grégoire de Naziance de Buckingham, on the
FOURTH of JULY next, at THREE o'clock in the
afternoon (Daylight Saving Time).

I. ST-PIERRE,

2328-21-2-o

Sheriff.

[First publication, May 27th, 1939].

JOLIETTE

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **LEGARE AUTO-**
District de Montréal, } **MOBILE &**
No 3573. } **SUPPLY COMPA-**
NY, LIMITED, ci-devant corporation commer-
ciale, de la cité de Montréal, demanderesse; contre
J. A. H. HEBERT, de Montréal, et de Lanoraie,
défendeur; et ALEX. BELZIL, courtier d'assu-
rances, de Montréal-Ouest, créancier-cession-
naire.

Un emplacement connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph
de Lanoraie, comme étant une partie du lot numé-
ro deux cent quatre-vingt-sept (partie 287) avec
une maison en pierre, serre, hangar, poulailler,
etc. dessus érigés, le tout tel que clôturé du côté
est à partir du chemin au fleuve St-Laurent et du
côté ouest, par une ligne à être tracée à partir du
chemin au fleuve, telle ligne devant passer à
environ trente (30) pieds du côté est de la grange
érigée sur ledit lot de terre et non vendue, pour
venir en ligne droite à un poteau supportant une
chantepleure dans le jardin qui se trouve du
côté ouest de la serre ci-dessus mentionnée, le
tout borné en front ou au nord-ouest, au chemin
public, en profondeur ou au sud-est, au fleuve
St-Laurent, du côté nord-est, au lot numéro
deux cent quatre-vingt-six (286) de la dite pa-
roisse et de l'autre côté au sud-ouest, au reste
dudit lot numéro deux cent quatre-vingt-sept
(287) contenant ledit emplacement une largeur
d'environ soixante-seize (76) pieds, mesure an-
glaise, sur la profondeur qu'il y a du chemin
public au fleuve St-Laurent.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Joseph de Lanoraie, le VINGT-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **LEGARE AUTO-**
District of Montreal, } **MOBILE &**
No. 3573. } **SUPPLY COMPA-**
NY, LIMITED, heretofore a commercial corpo-
ration, of the City of Montreal, plaintiff; against
J. A. H. HEBERT, of Montreal, and of Lanoraie,
defendant; and ALEX. BELZIL, insurance
broker, of Montreal-West, creditor-assignee.

An emplacement known and designated on the
official plan and book of reference for the parish
of St. Joseph de Lanoraie as being a part of lot
number two hundred and eighty seven (Part 287);
with a stone house, hot-house, shed, henhouse,
etc., thereon erected, the whole as enclosed on
the east side from the road to the St. Lawrence
River, and on the west side by a line to be drawn
from the road to the river, such line to pass at
about thirty (30) feet from the east side of the
barn erected on the said lot of land and not sold,
to strike in a straight line a post supporting a tap
in the garden which is situate on the west side of
the hot-house above mentioned, the whole bound-
ed in front on the northwest, by the public road,
in depth or on the southeast, by the St. Lawrence
River, on the northeast side, by lot number
two hundred and eighty six (286) of the said
parish and on the other side on the southwest,
by the residue of said lot number two hundred
and eighty seven (287) measuring, the said empla-
cement, about seventy six (76) feet, English
measure, by whatever depth there may be from
the public road to the St. Lawrence river.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Joseph de Lanoraie, on the TWENTY

SEPTIEME jour de JUIN 1939, à DIX heures de la matinée (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. SYLVESTRE,
Joliette, le 22 mai 1939. 2329-21-2-o
[Première publication, le 27 mai 1939]

SEVENTH day of JUNE, 1939, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, JOS. SYLVESTRE, Sheriff.
Joliette, May 22, 1939. 2330-21-2
[First publication, May 27th, 1939]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Magistrat—District de Montmagny
Province de Québec, l'OFFICE DU CRE-
No 12924 } L'OFFICE DU CRE-
DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant } L'OFFICE DU CRE-
son principal bureau d'affaires en la cité de } L'OFFICE DU CRE-
Québec, demandeur; vs MICHEL BLAIS, culti- } L'OFFICE DU CRE-
vateur, de la paroisse de Berthier, comté de } L'OFFICE DU CRE-
Montmagny, défendeur, à savoir:

a. Un terrain avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, contenant 51 arpents et 35 perches en superficie, connu et désigné sous le No 174 aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre pour la paroisse de Berthier, comté de Montmagny.

b. Une autre terre avec circonstances et dépendances, contenant en superficie plus ou moins 32 arpents et 90 perches, connue et désignée sous le numéro 292 aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de Berthier, comté de Montmagny.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Berthier, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN 1939 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO.-E. FOURNIER,
Montmagny, le 16 mai 1939. 2309-21-2-o
[Première publication, le 27 mai 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court—District of Montmagny
Province of Québec, l'OFFICE DU CRE-
No. 12924 } L'OFFICE DU CRE-
DU QUÉBEC, a body politic and corporate, } L'OFFICE DU CRE-
having his principal place of business in the city } L'OFFICE DU CRE-
of Québec, plaintiff; vs. MICHEL BLAIS, } L'OFFICE DU CRE-
farmer, of the parish of Berthier, county of } L'OFFICE DU CRE-
Montmagny, defendant, to wit:

a. A lot of land with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, containing 51 arpents and 35 perches in area known and designated under the number 174 of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Berthier, county of Montmagny.

b. Another farm with circumstances and dependencies, containing in area more or less 32 arpents and 90 perches, known and designated under the number 292 of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Berthier, county of Montmagny.

To be sold at the parochial church door of Berthier, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1939 at TEN o'clock forenoon.

GEO. E. FOURNIER, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, May 16th., 1939. 2310-21-2-o
[First publication, May 27th, 1939]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: l'NATIONAL TRUST }
No 179587 } NATIONAL TRUST }
LIMITED, demanderesse; vs DAME EVELINA }
HUET dit DULUDE, veuve d'Alphonse-Isidore }
Tanguay, défenderesse.

Un lopin de terre ou emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue St-Denis, et connu et désigné comme étant le lot numéro un de la resubdivision du lot numéro deux mille cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-2189-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant le dit emplacement vingt pieds en front par quatre-vingt-dix pieds en profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 8507, 8509 et 8511 de la dite rue St-Denis, un garage et tous autres édifices sus-érigés; avec le droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement, en commun avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Décary, en date du 17 avril 1939.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 2 mai 1939. 1889-18-2
[Première publication, 29 avril 1939 est nulle]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal
Montréal, to wit: l'NATIONAL TRUST }
No. 179587 } NATIONAL TRUST }
LIMITED, plaintiff; vs. DAME EVELINA HUET }
dit DULUDE, widow of Alphonse Isidore Tan- }
guay, defendant.

A lot of land or emplacement situated in the city of Montreal, fronting on St-Denis street, and known and designated as lot number one of the resubdivision of lot number two thousand one hundred and eighty-nine of the official subdivision of lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-2189-1) of the official plan and book of reference of the Parish of St-Laurent, measuring the said emplacement twenty feet in front by ninety feet in depth, the whole English measure and more or less; with a house bearing civic number 8507, 8509 and 8511 of said St-Denis street, a garage and all other buildings thereon erected; with the right in the lane in rear of said emplacement in common with those having rights therein.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$800.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated April 17th, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 2nd, 1939. 1890-18-2-o
[First publication, April 29th, 1939 is null.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **THE ROYAL TRUST**
 No 178204 } **COMPANY et al** es-
 qual, demandeurs; vs. GALT E. BROWN, défendeur.

Un emplacement formé des lots connus et désignés sous les numéros trente-trois et trente-quatre (33 et 34) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Pointe-Fortune, contenant le dit lot No 33, vingt-sept perches et soixante-et-deux pieds en superficie; ledit lot No 34; soixante-et-quinze pieds de front mesure française et précise sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin du roi qui le borne en front à aller à la rivière Ottawa qui le borne en arrière avec maison utilisée comme magasin et résidence privée, un quai et autres bâtisses y érigées. A distraire toutefois dudit lot No trente-quatre la partie vendue à Jean-Baptiste Séguin suivant acte passé devant notaire le dix de juillet mil neuf cent quinze enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil sous le No 37216, contenant quarante pieds de largeur, mesure anglaise par la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et la rivière Ottawa, cette partie est bornée d'un côté à l'ouest par une ligne tirée à environ cinq pieds à l'est de la ligne ouest dudit lot No trente-quatre et se confondant avec la face extérieure du mur côté ouest de la boutique de forgeron, du côté est par le résidu dudit lot No trente-quatre.

Tel qu'affecté par les changements stipulés contenus dans un acte de correction d'erreurs, passé par devant Joseph Deom, le 13ème jour de mai 1934, entre les défendeurs J.-Bte Séguin et J.-M. Desjardins, et enregistré dans la division d'enregistrement du comté de Vaudreuil, sous le No 51362, dans lequel la dite partie exceptée est décrite comme suit:

Un emplacement situé dans le village de Pointe Fortune, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-quatre (ptie No 34) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Pointe Fortune, mesurant quarante pieds de largeur à partir de la ligne de division du lot numéro 35 du même cadastre par toute la profondeur dudit lot; borné en avant, par le chemin public; derrière, par la rivière Ottawa; du côté ouest, par le No 35 et du côté est, par le résidu du No 34 sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-François-Xavier de la Pointe-Fortune, le HUITIEME jour de JUIN prochain à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
 Montréal, 2 mai 1939. 2013-18-2-o

[Publications du 1er et 22 avril 1939 sont nulles.]

PONTIAC

Cour Supérieure.—Pontiac.

Canada, } **EDWARD R. Mc-**
 Province de Québec, } **COLGAN**, bourgeois,
 District de Pontiac, } du village de Quyon,
 No 4748. } district de Pontiac, dem-
 andeur; vs **ARTHUR R. SMILEY**, du canton
 de Onslow, district de Pontiac, défendeur.

Toute cette propriété connue et désignée d'après les plan et livre de renvoi officiels du canton de Onslow, comme étant le lot numéro quatre "A"

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **THE ROYAL TRUST**
 178204 } **COMPANY et al. es-**
 qual., plaintiffs; vs. GALT E. BROWN, defend-
 ant.

An emplacement composed of the lots known and designated under numbers thirty-three and thirty-four (33 & 34) on the official plan and book of reference for the Village of Pointe Fortune, containing the said lot No. 33; twenty-seven perches and sixty-two feet in area; the said lot No. 34; seventy-five feet in front, precise French measurement, by whatever depth there may be between the King's Highway, which bounds it in front and the Ottawa River which bounds it in rear— with a house used as stores and private residence, a wharf and other buildings, thereon erected. To be deducted, however, from said lot No. thirty-four, the part sold to Jean Baptiste Seguin, according to deed passed before a Notary on the tenth of July, one thousand nine hundred and fifteen, registered at the Registry office for the County of Vaudreuil under No. 37216, measuring forty feet in width, English measure, by whatever depth there may be between the public road and the Ottawa River, this part is bound on one side to the west by a line drawn at about five feet east of the west line of said lot No. thirty-four and co-inciding with the exterior face of the west side wall of the blacksmith's shop, on the east side by the residue of said lot No. thirty-four.

As affected by the purported changes contained in a Deed of Correction of Error passed before Joseph Deom on the 13th of May, 1934, between the Defendants, J. Bte Séguin and J. M. Desjardins and registered in the Registration Division of the County of Vaudreuil under the No. 51362, wherein such excepted portion is described as follows:

An emplacement situate in the Village of Pointe Fortune, known and designated as forming part of lot number thirty-four (Pt. No. 34) of the official plan and book of reference of the Village of Pointe Fortune, measuring forty feet in width from the divisional line of lot Number 35 of the same cadastre by the whole depth of said lot; bounded in front, by the public road; in rear, by the Ottawa River; on the west side, by No. 35 and on the east side, by the residue of No. 34—without buildings.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint François-Xavier de la Pointe-Fortune, on the EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, May 2nd, 1939. 2014-18-2-o

[Publications of the 1st and 22nd of April 1939 are null.]

PONTIAC

Superior Court.—Pontiac.

Canada, } **EDWARD R. Mc-**
 Province of Québec, } **COLGAN**, gentle-
 District of Pontiac, } man, of the village of
 No. 4748. } Quyon, district of Pon-
 tiac, plaintiff; vs **ARTHUR R. SMILEY**, of the
 Township of Onslow, district of Pontiac, defend-
 ant.

All that property known and designated according to the official plan and book of reference for the Township of Onslow, as lot number four "A",

(4 "A"), du quatrième (4ème) rang, du dit canton, contenant cent acres de terre en superficie plus ou moins, avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendue au Bureau du Régistrare pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN, mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures du matin. Heure solaire.

Bureau du shérif, Le shérif,
 CHARLES BELEC.
 Campbell's Bay, le 23 mai 1939. 2331—21-2
 [Première publication, le 27 mai 1939]

(4 "A"), on the fourth (4th) range, of said township, containing one hundred acres of land superficies, more or less, with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Registrar's Office, for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE, one thousand nine hundred and thirty nine, at TEN of the clock in the forenoon. Standard time.

Sheriff's Office, Le shérif,
 CHARLES BELEC.
 Campbell's Bay, May 23rd, 1939. 2332—21-2-0
 [First publication, May 27th, 1939]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } FRANÇOIS POULIOT,
 No 36293 } cultivateur, de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, en sa qualité de curateur représentant les appelés dans une substitution créée par feu Joseph-Télesphore Jobidon, cultivateur, de Château-Richer, comté de Montmorency, demandeur; vs FORTUNAT JOBIDON, commerçant de bois, de Château-Richer, et MARIE CLOUTIER, également de Château-Richer, comté de Montmorency, veuve de feu Sieur Pierre Jobidon, en son vivant cultivateur de Château-Richer, défendeurs.—LES DITS DEFENDEURS CONTRE LE DIT DEMANDEUR ES-QUALITE, à savoir:

Les droits des appelés représentés par le dit François Pouliot dans une substitution créée en vertu du contrat de mariage de Joseph-Télesphore Jobidon et Auxilia Pouliot, en date du 4 octobre 1903, devant Louis Savard, N.P., enregistré sans désignation d'immeubles au bureau d'enregistrement du Château-Richer, sous le numéro 8622, et par bordereau avec désignation d'immeubles, au même bureau, le 12 janvier 1929, sous le numéro 604, et contenant la clause suivante:

"Et conviennent les parties que le survivant d'eux sera et demeurera propriétaire des dits biens, formant la communauté, s'il y a des enfants nés ou à naître de ce mariage, avec l'obligation par le survivant de transmettre les dits biens à un ou des enfants de ce mariage à son choix."

la dite Dame Marie-Auxilia Pouliot ayant survécu au dit Joseph-Télesphore Jobidon et ayant des enfants nés du dit mariage, la dite substitution affectant les immeubles suivants:

1. "Un lopin de terre borné au nord à Dame Vitaline Jobidon, veuve de feu Etienne Giguère ou ses représentants, à la distance de vingt-deux (22) pieds de la grange actuelle, au sud au fleuve St-Laurent à basse marée, à l'est à Charles Letarte et à l'ouest à Julien Jobidon, ou leurs représentants, contenant environ un demi (½) arpent de front, étant partie des lots Nos quatre cent et quatre cent deux (400 et 402) du cadastre officiel de la paroisse de Château-Richer, moins la partie de ces lots occupée comme partie de la voie ferrée de la Compagnie du Chemin de Fer Québec, Montmorency et Charlevoix, ou ses représentants."

2. "Le lot No 414 du cadastre officiel pour la dite paroisse de Château-Richer avec bâtisses et dépendances."
 le tout avec les servitudes existant en faveur des dits immeubles et les affectant et sujet au droit

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit:— } FRANÇOIS POULIOT,
 No. 36293 } farmer, of Sainte-Famille, Island of Orleans, County of Montmorency, in his quality of curator representing the substitutes in a substitution created by the late Joseph Télesphore Jobidon, farmer, of Château-Richer, county of Montmorency, plaintiff; vs FORTUNAT JOBIDON, wood merchant, of Château-Richer, and MARIE CLOUTIER, also of Château-Richer, county of Montmorency, widow of the late Sieur Pierre Jobidon, in his lifetime a farmer of Château-Richer, defendants.—THE SAID DEFENDANTS AGAINST THE SAID PLAINTIFF ES-QUALITE, to wit:

The rights of the substitutes represented by the said François Pouliot in a substitution created under the marriage contract of Joseph Télesphore Jobidon and Auxilia Pouliot, under date the 4th of October, 1903, before Louis Savard, N.P., registered without description of immovables in the Registry Office of Château-Richer, under Number 8622, and by rider with description of immovables, in the same office, the 12th of January, 1929, under Number 604, and containing the following clause:

"And agreed by the parties that the survivor shall be and shall remain proprietor of the said properties, forming the community, if there be children born or to be born by this marriage, with the obligation that the survivor shall transmit the said properties to one or several of the children of the said marriage at his choice."

the said Dame Marie Auxilia Pouliot having survived the said Joseph Télesphore Jobidon and having children born of the said marriage, the said substitution affecting the following immovables:

1. A parcel of land bounded on the north by Dame Vitaline Jobidon, widow of the late Etienne Giguère or his representatives, at a distance of twenty-two (22) feet from the present barn, on the south by the River St. Lawrence at low tide, on the east by Charles Letarte and on the west by Julien Jobidon, or their representatives, measuring about one-half (½) arpent in front, being part of lots Nos. four hundred and four hundred and two (400 and 402) of the official cadastre for the parish of Château-Richer, less the part of the said lots occupied as part of the Québec, Montmorency and Charlevoix Railway Company, or its representatives.

2. Lot No. 414 of the official cadastre for the said parish of Château-Richer—with buildings and dependencies."
 the whole with the servitudes existing in favour of the said immovables and affecting them and

d'usufruit, sa vie durant, de Dame Marie Cloutier, veuve de Pierre Jobidon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 10 mai 1939. 2125-19-2-o
[Première publication, 13 mai 1939]
[Deuxième publication, 27 mai 1939]

subject to the right of usufruct, for life, of Dame Marie Cloutier, widow of Pierre Jobidon.

To be sold at the parochial church door of Château-Richer, County of Montmorency, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, May 10, 1939. 2126-19-2
[First publication, May 13th, 1939]
[Second publication, May 27th, 1939]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA SOCIÉTÉ DE PRETS
No 38522 } ET PLACEMENTS DE
QUEBEC, corporation légalement constituée
ayant son siège social et sa principale place
d'affaires à Québec, district de Québec, contre
JOSEPH COULOMBE, marchand, des cité et
district de Québec, à savoir:

Le lot No 1707 (mille sept cent sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un terrain situé côté sud de la rue Morin, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle constituée de \$6.00, au capital de \$120.00, payable aux Révérendes Dames Ursulines de Québec, suivant acte de concession passé devant Cyprien Labrecque, notaire, le 13 avril 1892.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 23 mai 1939. 2305-21-2-o
[Première publication, 27 mai, 1939].
[Deuxième publication, 10 juin 1939].

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } LA SOCIÉTÉ DE PRETS
No. 38522 } ET PLACEMENTS DE
QUEBEC, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business at Quebec, district of Quebec; against JOSEPH COULOMBE, merchant, of the city and district of Quebec, to wit:

Lot No. 1707 (one thousand seven hundred and seven) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, of the city of Quebec, being a lot of land situate on the south side of Morin street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual constituted rent of \$6.00, on a capital of \$120.00, payable to the Reverend Dames Ursulines de Québec, according to a grant passed before Cyprien Labrecque, notary, the 13th of April, 1892.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, May 23rd, 1939. 2306-21-2
[First publication, May 27th, 1939].
[Second publication, June 10th, 1939].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District de Rimouski

Province de Québec, } AIME RAYMOND, de
No 6560 } St-Charles Garnier,
demandeur; vs ISRAEL OUELLET, père, du
même lieu, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Un lot No 10, comprenant la partie du lot 10A et 10B, du canton Massé, rang 5, ayant une superficie d'environ 106 acres; borné au nord par le fronteau du rang 4, canton Massé, à l'est, par les lots 9A et 9B, à l'ouest par les lots 11A et 11B (onze), au sud, au fronteau du rang 6, canton Massé, avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Charles Garnier, LUNDI, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN, 1939, à 10 heures de la matinée, heure solaire.

Le shérif,
2307-21-2-o CHAS. GARON.
[Première publication, le 27 mai 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court—District of Rimouski

Province of Québec, } AIME RAYMOND, of
No. 6560 } St-Charles Garnier,
plaintiff; vs ISRAEL OUELLET, Sr., of the
same place, defendant.

As belonging to the defendant:
Lot No. 10 comprising part of lot 10A and 10B, of the Township of Massé, Range 5, having an area of about 106 acres; bounded on the north by the "fronteau" of Range 4, Township of Massé, on the east, by lots 9A and 9B, on the west by lots 11A and 11B (eleven), on the south, by the "fronteau" of Range 6, Township of Massé—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Charles Garnier, on MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

CHAS. GARON, Sheriff.
2308-21-2
[First publication, May 27th, 1939]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Magistrat.—District de François.

Province de Québec, } LA COMMISSION
Sherbrooke, à savoir: } DU PRET AGRICOLE
No 10-364. } COLE CANADIEN,

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Magistrate Court.—District of St. Francis.

Province of Québec, } THE CANADIAN
Sherbrooke, to wit: } FARM LOAN
No. 10-364. } BOARD, plaintiff; vs

demanderesse; vs LES HERITIERS DE FEU
RAOUL PARENTEAU, en son vivant de Dan-
ville, comté de Richmond, défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits héritiers:

Le lot 17-A du septième rang du canton de
Shipton, comté de Richmond;

Le lot 18-A du septième rang du canton de
Shipton, comté de Richmond;

Le lot 17-E, du huitième rang du canton de
Shipton, comté de Richmond;

Avec les bâtisses dessus construites, circons-
tances et dépendances.

A distraire les parties suivantes:

1. Des lots 17-A, rang 7 et 17-E, rang 8, une
lisière de terrain de forme rectangulaire faisant
partie des dits lots, décrite à une vente par Raoul
Parenteau, à Sa Majesté le Roi par acte devant
M. Lussier, notaire, le 4 mars 1937, enregistré le
6 mars 1937, sous le numéro 24483;

2. Du lot 17-A, rang 7, une lisière de terrain
de 20 pieds de largeur faisant partie du lot 17-A,
rang 7, pour communiquer de la propriété de
Gaston Chaput, avec le nouveau chemin de Rich-
mond, décrite à un acte de cession par Raoul
Parenteau à la municipalité du canton de Ship-
ton, devant M. Lussier, notaire, le 20 septembre
1937, enregistré le 21 septembre 1937 sous le
numéro 25150;

3. Du lot 17-A, rang 7, un certain morceau de
terrain de forme irrégulière mesurant 96 pieds de
largeur et 9 pieds de profondeur à un bout et
12 pieds de profondeur à l'autre bout, borné au
nord-ouest par l'emplacement de l'école, au sud-
est par le chemin de Richmond et des deux autres
côtés par le résidu du dit lot 17-A, rang 7, décrit
à un acte de vente par Raoul Parenteau aux Syn-
dies d'Ecoles du canton de Shipton, devant M.
Lussier, notaire, le 3 décembre 1937, enregistré
le 6 décembre 1937, sous le No 25446.

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'é-
glise paroissiale de Ste-Anne de Danville, JEUDI,
le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain
à DIX heures du matin (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX,
Sherbrooke, le 25 mai 1939. 2333-21-2-o
[Première publication, le 27 mai 1939]

THE HEIRS OF LATE RAOUL PAREN-
TEAU, during his life of the parish of Danville,
County of Richmond, defendant.

Seized as belonging to the heirs of late Raoul
Parenteau:

The lot 17-A, of range 7th, in the township of
Shipton, county of Richmond;

The lot 18-A, of range 7th, in the township of
Shipton, county of Richmond;

The lot 17-E, of the 8th range, in the township
of Shipton, county of Richmond;

With the buildings thereon erected, circons-
tances and dependences.

To take off the following parts:

1. Form lots 17-A, range 7 and 17-E, range 8,
an edge of ground of rectangular form being part
of said lots, described in a deed of sale by Raoul
Parenteau to His Majesty the King before M.
Lussier, notary, the fourth day of March, 1937,
registered the sixth of March, 1937, under the
number 24483;

2. From lot 17-A, range 7 an edge of ground of
20 feet in width being a part of lot 17-A, range 7
to keep up a way from the property belonging to
Gaston Chaput with the new road of Richmond,
described in an act of transfer by Raoul PAREN-
TEAU to the Municipality of the Township of
Shipton before M. Lussier, Notary, on the 20th
of September, 1937, registered on the 21st of
September, 1937, on the No. 25150;

3. From lot 17-A, range 7, a certain piece of
land of irregular form measuring 96 feet in width
and 9 in depth at one end and 12 feet in depth at
the other end, bounded westerly by the school
ground, and south-easterly by the road of Rich-
mond and on the two other sides by the residue of
said lot 17-A, range 7, described in a deed of sale
by Raoul Parenteau to the Syndies of the School
Board for the Township of Shipton before M.
Lussier, Notary, the 3rd day of December, 1937,
registered on the 6th of December, 1937, under
the number 25446.

To be sold "en bloc", at the door of the parochial
church of Ste. Anne de Danville, THURSDAY,
the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at
TEN of the clock a.m. (daylight saving time).

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sherbrooke, 25th of May, 1939. 2334-21-2-o
[First publication, the 27th of May, 1939]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 21

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Tétreault vs Maurice..... 1789

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 1753

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière..... 1804

J. J. Joubert, Limitée..... 1790

La Sarre Power Co. Ltd..... 1790

Syndicat Professionnel des Instituteurs

Catholiques Ruraux de l'Ouest de la

province de Québec..... 1790

The Ford Tavern Company..... 1790

BUREAUX-CHEFS:—

Compagnie de Biscuits Aetna Inc..... 1791

Dome Exploration Company (Quebec)

Limited..... 1791

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Tétreault vs Maurice..... 1789

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 1753

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission..... 1804

J. J. Joubert, Limitée..... 1790

La Sarre Power Co. Ltd..... 1790

Syndicat Professionnel des Instituteurs

Catholiques Ruraux de l'Ouest de la

province de Québec..... 1790

The Ford Tavern Company..... 1790

CHIEF-OFFICES:—

Compagnie de Biscuits Aetna Inc..... 1791

Dome Exploration Company (Quebec)

Limited..... 1791

Ideal Electric Inc.....	1791	Ideal Electric Inc.....	1791
La Cie Générale de Mines & Transport de Chibougamau Ltée.....	1791	La Cie Générale de Mines & Transport de Chibougamau Ltée.....	1791
CHARTES—ABANDON DE:—		CHARTERS—SURRENDER OF:—	
Arlac Holdings, Limited.....	1791	Arlac Holdings, Limited.....	1791
Canadian Holdings Limited.....	1792	Canadian Holdings Limited.....	1792
Cie Harricana Limitée.....	1792	Cie Harricana Limitée.....	1792
Julien & Jacob Limitée.....	1792	Julien & Jacob Limitée.....	1792
La Cie de Bas Comfort Ltée—Comfort Hosiery Ltd.....	1792	La Cie de Bas Comfort Ltée—Comfort Hosiery Ltd.....	1792
Lamothe Mines Limited.....	1793	Lamothe Mines Limited.....	1793
Noorduyn Aircraft Limited.....	1793	Noorduyn Aircraft Limited.....	1793
Premier Marble & Tile Company.....	1793	Premier Marble & Tile Company.....	1793
Read-Authier Mine, Ltd.....	1793	Read-Authier Mine, Ltd.....	1793
Renardière St. Léonard Limitée.....	1794	Renardière St. Léonard Limitée.....	1794
Rex Realities Limited.....	1794	Rex Realities Limited.....	1794
Richmont Company Limited.....	1794	Richmont Company Limited.....	1794
Ultra Chemical Co. Ltd.....	1794	Ultra Chemical Co. Ltd.....	1794
United-Carr Fasterner (Quebec) Ltd.....	1795	United-Carr Fasterner (Quebec) Ltd.....	1795
Zenith Tire & Repair Co. Ltd.....	1795	Zenith Tire & Repair Co. Ltd.....	1795
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Notre-Dame-Auxiliatrice, munic. scolaire.....	1795	Notre-Dame-Auxiliatrice, school munic.....	1795
Ste-Marie-de-Beauce, munic. scolaire.....	1795	Ste-Marie-de-Beauce, school munic.....	1795
Ste-Paule, munic. scolaire.....	1795	Ste-Paule, school munic.....	1795
St-Etienne-de-Chelsea, munic. scolaire (Erratum).....	1796	St-Etienne-de-Chelsea, school munic. (Erratum).....	1796
St-Michel-de-Beauport, munic. scolaire.....	1796	St-Michel-de-Beauport, school munic.....	1796
Taschereau-Fortier, munic. scolaire.....	1796	Taschereau-Fortier, school munic.....	1796
Val-Racine, munic. scolaire.....	1797	Val-Racine, school munic.....	1797
LÉTTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Angers & Gagnon Limitée.....	1754	Angers & Gagnon Limitée.....	1754
Compagnie de Biscuits Aetna Inc.....	1782	Compagnie de Biscuits Aetna Inc.....	1782
Dan-D-Lax Corporation.....	1755	Dan-D-Lax Corporation.....	1755
Dome Exploration Company (Quebec) Limited.....	1778	Dome Exploration Company (Quebec) Limited.....	1778
Elzéar Pelletier & Co. Ltée.....	1758	Elzéar Pelletier & Co. Ltée.....	1758
Ideal Electric Inc.....	1779	Ideal Electric Inc.....	1779
Jones Cravat Mfg. Co. Ltd.....	1760	Jones Cravat Mfg. Co. Ltd.....	1760
La Compagnie d'assurance la Protection Nationale—The National Protection Assurance Company.....	1761	La Compagnie d'assurance la Protection Nationale—The National Protection Assurance Company.....	1761
La Compagnie de Crédit de Construction Canadienne Ltée—Canadian Construc- tion Credit Company Ltd.....	1762	La Compagnie de Crédit de Construction Canadienne Ltée—Canadian Construc- tion Credit Company Ltd.....	1762
La Compagnie de Marbre et de Tuile de Montréal, Ltée—(Montreal Marble and Tile Company, Ltd).....	1764	La Compagnie de Marbre et de Tuile de Montréal, Ltée—(Montreal Marble and Tile Company, Ltd).....	1764
LaSalle Electric Co. Ltd.....	1767	LaSalle Electric Co. Ltd.....	1767
L'Association des Producteurs et Distri- buteurs de Lait Naturel dit "Spécial".....	1768	L'Association des Producteurs et Distri- buteurs de Lait Naturel dit "Spécial".....	1768
Le Sorelois Limitée.....	1769	Le Sorelois Limitée.....	1769
Metaberoutin Country Club.....	1770	Metaberoutin Country Club.....	1770
Standard Metal Company Limited.....	1773	Standard Metal Company Limited.....	1773
Style Contractors Ltd.....	1775	Style Contractors Ltd.....	1775
LÉTTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Elgin Investment Corporation.....	1783	Elgin Investment Corporation.....	1783
La Savonnerie LaSalle, Limitée.....	1783	La Savonnerie LaSalle, Limitée.....	1783
Lillian Gold Mines Limited.....	1784	Lillian Gold Mines Limited.....	1784
West End Improvement Corporation.....	1784	West End Improvement Corporation.....	1784
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses.....	1812	Miscellaneous.....	1812
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
St-Etienne-de-Bolton, municipalité de.....	1784	St-Etienne-de-Bolton, municipality of.....	1784
St-Gabriel-Lallemant, municipalité de.....	1787	St-Gabriel-Lallemant, municipality of.....	1787
St-Victor-de-Tring, municipalité de.....	1786	St-Victor-de-Tring, municipality of.....	1786

SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Iberville, ville de.....	1797	Iberville, town of.....	1797
Shawinigan Falls, munic. scolaire.....	1797	Shawinigan Falls, school munic.....	1797
VENTE, LOI DE FAILLITE:—		SALE, BANKRUPTCY ACT:—	
Gosselin, Napoléon.....	1798	Gosselin, Napoléon.....	1798
VENTES POUR TAXES:—		SALES FOR TAXES:—	
Iles de la Madeleine, munic. du comté....	1800	Magdalen Islands, munic. of the county.	1800
St-Augustin, paroisse de.....	1798	St-Augustin, parish of.....	1798
Westmount, cité de.....	1803	Westmount, city of.....	1803
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ARBITRI:—		ARBITRI:—	
Isenberg vs A. Morissette & Cie Ltée....	1813	Isenberg vs A. Morissette & Cie Ltée....	1813
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Jacques vs Côté.....	1814	Jacques vs Côté.....	1814
Ricard vs Vadnais.....	1813	Ricard vs Vadnais.....	1813
BEAUCE:—		BEAUCE:—	
Blouin vs Larochelle.....	1815	Blouin vs Larochelle.....	1815
BEAUCHARNOIS:—		BEAUCHARNOIS:—	
Daoust vs Bell.....	1815	Daoust vs Bell.....	1815
Langevin vs Marcell.....	1816	Langevin vs Marcell.....	1816
Robidoux vs Aganier <i>et vir</i>	1816	Robidoux vs Aganier <i>et vir</i>	1816
HULL:—		HULL:—	
Pelette <i>et vir</i> vs Héritiers Clara Lacinday.	1817	Pelette <i>et vir</i> vs Heirs of Clara Lacinday.	1817
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Légaré Automobile & Supply Co., Ltd vs Hébert.....	1817	Légaré Automobile & Supply Co., Ltd vs Hébert.....	1817
MONTMAGNY:—		MONTMAGNY:—	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Blais.....	1818	L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Blais.....	1818
MONTRÉAL:—		MONTREAL:—	
National Trust Co. Ltd vs Dulude.....	1818	National Trust Co. Ltd vs Dulude.....	1818
The Royal Trust Co. <i>et al</i> vs Brown.....	1819	The Royal Trust Co. <i>et al</i> vs Brown.....	1819
PONTIAC:—		PONTIAC:—	
McColgan vs Smiley.....	1819	McColgan vs Smiley.....	1819
QUÉBEC:—		QUEBEC:—	
Pouliot vs Jobidon <i>et al</i>	1820	Pouliot vs Jobidon <i>et al</i>	1820
La Société de Prêts et Placements de Québec vs Coulombe.....	1821	La Société de Prêts et Placements de Québec vs Coulombe.....	1821
RIMOUSKI:—		RIMOUSKI:—	
Raymond vs Ouellet.....	1821	Raymond vs Ouellet.....	1821
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Héritiers Raoul Parenteau.	1821	The Canadian Farm Loan Board vs Heirs of Raoul Parenteau.....	1821